



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats

Le jeudi 30 avril 1987

Vol. 29 - No 101

Président : M. Pierre Lorrain

QUÉBEC

Table des matières

Le statut du député de Saint-Henri	6963
Affaires courantes	
Dépôt de rapports de commissions	
Vérification des engagements financiers	6963
Dépôt de pétitions	
Redressement réclamé de la répartition socio-économique des logements sur le site Angus à Montréal	6963
Négociations constitutionnelles et structures scolaires	6964
Questions et réponses orales	
Orientation de la politique gouvernementale sur le statut de l'artiste	6964
Date limite inchangée pour les déclarations de revenus	6967
La grève des chargés de cours à l'UQAM	6968
Réseau de CLSC et engagement du Parti libéral	6969
L'avenir de CIBL-FM, radio communautaire de Montréal	6971
Les initiatives privées en matière de loisir, chasse et pêche	6972
Démarches pour l'implantation à Montréal de l'Agence spatiale canadienne?	6973
Le problème de la carte scolaire à Brossard	6974
Avis touchant les travaux des commissions	6975
Ordre de l'Assemblée relatif au rapport de la commission de l'Assemblée nationale sur la question de privilège du député de Lévis	6975
Renseignements sur les travaux de l'Assemblée	6976
Question de règlement au sujet d'un avis d'interpellation sur la politique budgétaire du gouvernement	6976
Motions sans préavis	
Souligner l'apport des travailleuses et travailleurs du Québec au développement de la société	6980
M. Pierre Paradis	6980
M. François Gendron	6981
Reconnaissance de 1987 comme l'Année internationale du logement des sans-abri au Québec	6982
M. André Bourbeau	6982
M. Pierre Marc Johnson	6983
Mme Thérèse Lavoie-Roux	6985
Mme Jeanne L. Blackburn	6986
M. Michel Laporte	6988
Mme Cécile Vermette	6889
M. Jean Leclerc	6990
M. Roger Paré	6991
M. André Bourbeau (réplique)	6992
Semaine de l'arbre et des forêts	6993
M. Albert Côté	6993
M. Jean-Pierre Jolivet	6994
M. François Gendron	6995
Souligner la Semaine nationale de sensibilisation des donneurs d'organes	6996
Mme Thérèse Lavoie-Roux	6996
M. Jacques Rochefort	6997
Mme Thérèse Lavoie-Roux (réplique)	6998
Affaires du jour	
Projet de loi 100 - Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (Réimpression)	
Adoption du principe	6998
M. André Bourbeau	6998
M. Francis Dufour	7003
Renvoi à la commission de l'aménagement et des équipements	7010

Table des matières (suite)

Discussion sur l'état de la situation et sur la procédure	7010
Discours sur le budget	
M. Gérard D. Levesque	7023
Motion proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement	7039
Commentaires de l'Opposition	
M. Jean Garon	7040
Renseignements sur les travaux de l'Assemblée	7043
Ajournement	7044
Annexe	
État des opérations financières 1986-1987 (Résultats préliminaires)	7045
État des opérations financières 1987-1988	7045

Note de l'éditeur:

Pour des raisons indépendantes de sa volonté, le Journal des débats est dans l'obligation de reporter à une prochaine édition la publication des tableaux de revenus et dépenses budgétaires, des opérations non budgétaires et des annexes faisant partie du discours sur le budget 1987-1988.

Abonnement: 50 \$ par année pour les débats de la Chambre
Chaque exemplaire: 1,00 \$ - Index: 6 \$

Chèque rédigé au nom du ministre des Finances et adressé à:

Assemblée nationale du Québec
Distribution des documents parlementaires
1060, Conroy, R.-C. Édifice "G", C.P. 28
Québec, Qc
G1R 5E6 tél. 418-643-2754

Courrier de deuxième classe - Enregistrement no 1762

Dépôt légal
Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 0709-3632

Le jeudi 30 avril 1987

(Quatorze heures douze minutes)

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!
Un moment de recueillement.
Veuillez vous asseoir.
Si vous me le permettez!
Aux affaires courantes...

M. Gendron: M. le Président.

Le Président: Oui, M. le député d'Abitibi-Ouest.

M. Gendron: Question de directive.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!
Sur une question de directive, avant de procéder aux affaires courantes, M. le député d'Abitibi-Ouest. Ou de règlement ou...

Le statut du député de Saint-Henri

M. Gendron: Oui. Je voudrais vous demander une directive. Est-ce que, comme président de l'Assemblée nationale, vous avez reçu du président du caucus du Parti libéral l'information que le député de Saint-Henri siégerait dorénavant comme député indépendant comme lui-même l'a mentionné dans une lettre qu'il a adressée à son président du caucus selon laquelle, dorénavant, il siégerait comme député indépendant et comme cela a été repris également par le président du Parti libéral que, eux, ils ne niaieraient pas avec la "puck", que le statut du député de Saint-Henri serait considéré comme retiré de la formation du Parti libéral?

Le Président: M. le leader du gouvernement, sur la même question de renseignement. Je l'appelle "question de renseignement".

M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: Oui. M. le Président, je pense que le député d'Abitibi-Ouest devrait savoir que ce que le député de Saint-Henri a indiqué, c'est son intention de ne plus participer aux travaux du caucus des députés ministériels et qu'à ce titre, depuis qu'il a fait cette affirmation, il n'a effectivement pas participé aux travaux du caucus des députés ministériels. En l'occurrence, M. le Président, je ne vois pas en quoi la demande d'information du député d'Abitibi-Ouest, leader adjoint de l'Opposition, constitue une demande de directive au sens de notre règlement.

Le Président: Pour répondre à votre

information... Une dernière intervention? Si c'est une information, je suis prêt à répondre.

M. Gendron: Oui. L'information c'est que, comme ça, M. le Président, vous n'avez pas eu d'information et devez considérer le député de Saint-Henri comme membre de la formation du Parti libéral à cette Assemblée nationale.

Le Président: Le diagramme n'est pas changé, il est toujours le même. Je suis obligé de déposer tout nouveau diagramme à l'Assemblée nationale et je n'ai reçu aucune demande verbale ni écrite quant à votre question, M. le député d'Abitibi-Ouest.

Nous allons maintenant procéder aux affaires courantes.

Déclarations ministérielles.

Présentation de projets de loi.

Dépôt de documents.

Dépôt de rapports de commissions.

M. le président de la commission de la culture et député de Bourget.

Vérification des engagements financiers

M. Trudel: M. le Président, tout en déplorant l'absence des artistes dans notre tribune cet après-midi, j'ai l'honneur de déposer le rapport de la commission de la culture qui a siégé le 8 avril 1987 afin de procéder à la vérification des engagements financiers des ministères des Affaires culturelles, des Communications et des Communautés culturelles et de l'Immigration pour les mois de juillet à décembre 1986.

Le Président: Votre rapport, M. le président, est déposé. Dépôt de pétitions, Mme la députée de Maisonneuve.

Redressement réclamé de la répartition socio-économique des logements sur le site Angus à Montréal

Mme Harel: M. le Président, j'ai l'honneur de déposer l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale par 70 pétitionnaires membres du Comité des logements sociaux du site Angus à Montréal. Les faits invoqués sont les suivants: la situation alarmante de la répartition socio-économique des logements sur le site Angus à Montréal, qui empêche le respect du plan directeur prévoyant l'accessibilité de 49 % des logements aux familles à revenu de moins de

25 000 \$, et l'intervention réclamée se résume ainsi: Que l'Assemblée nationale du Québec réclame du ministre chargé de l'Habitation, à l'occasion des échéances gouvernementales du 8 mai et du 1er juin, qu'il assure le redressement de la répartition socio-économique des logements dans le respect du plan directeur.

Le Président: Votre pétition est déposée, Mme la députée de Maisonneuve. M. le député de Laviolette, avec consentement je pense.

Négociations constitutionnelles et structures scolaires

M. Jolivet: M. le Président, avec consentement, j'ai l'honneur de déposer l'extrait d'une pétition adressée par 1702 pétitionnaires sympathisants de la coalition pour l'égalité des droits en éducation invoquant les faits suivants: la transformation des structures scolaires confessionnelles en structures linguistiques est empêchée par l'article 93 de l'acte constitutionnel de 1867, permettant ainsi d'imposer certaines doctrines confessionnelles allant jusqu'à l'intégration des croyances religieuses aux activités éducatives, le choix du personnel sur la base de son allégeance religieuse et la censure des étudiants en matière sexuelle, et concluant à ce que le gouvernement du Québec inclue dans les négociations constitutionnelles les problèmes créés par l'article 93 de l'acte constitutionnel de 1867 afin d'éliminer toute obligation de maintenir des structures scolaires fondées sur l'appartenance religieuse, d'assurer l'exercice des droits fondamentaux sans discrimination dans les écoles du Québec et de rapatrier au Québec les pleins pouvoirs en matière d'éducation. Je certifie que cet extrait de la pétition est conforme à l'original.

Le Président: M. le député de Laviolette, votre pétition est maintenant déposée.

Cet après-midi, il n'y aura pas d'intervention portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur une question de fait personnel.

Avant de procéder à la période de questions orales, j'avise immédiatement les membres de cette Assemblée que M. le ministre de l'Environnement apportera un complément de réponse à une question posée par M. le député de Terrebonne sur un champ de tir de canon à Mont-Laurier, à la fin de la période de questions régulière.

Nous allons maintenant procéder à la période de questions. Je vais reconnaître une première principale. M. le chef de l'Opposition.

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

Orientation de la politique gouvernementale sur le statut de l'artiste

M. Johnson (Anjou): Merci. Ma question s'adresse à la vice-première ministre et ministre des Affaires culturelles. M. le Président, la vice-première ministre revient, comme moi, d'un spectacle très court qui s'est tenu au Grand Théâtre de Québec, qui était fort impressionnant et je dirais, fort émouvant et, évidemment, fort bien fait. Il a été fait, on le sait, par des artistes du Québec, des gens de l'art de la scène, comédiens, comédiennes qui voulaient représenter les aspirations de ces milliers de personnes qui, à toutes fins utiles, rendent ce que nous sommes plutôt que content ce que nous avons. Ces gens nous disent qu'ils ne sont pas des employés, qu'ils ne sont pas non plus des employeurs, mais qu'ils sont, à toutes fins utiles, des pigistes, des travailleurs indépendants, et ils réclament à l'État d'avoir un statut qui reconnaisse ce qu'ils sont.

Le gouvernement, depuis quelques années déjà, est saisi de différentes dimensions de ce dossier. On sait qu'au printemps dernier, la ministre a tenu une commission parlementaire où tout a été dit. Au mois de novembre, la ministre devait déclarer, et je la cite, le 12 novembre dernier à l'Assemblée nationale: "Je ferai des recommandations au Conseil des ministres et les recommandations se feront en décembre. Nous agissons sur une base législative devant la session de mars à juin 1987. C'est ce que j'ai dit et c'est ce que nous ferons." Est-ce que la ministre pourrait nous dire si elle a l'intention au moins de déposer son projet de loi au cours de cette session? (14 h 20)

Le Président: Mme la vice-première ministre et ministre des Affaires culturelles.

Mme Bacon: Je suis heureuse de constater l'intérêt du chef de l'Opposition pour ce dossier, M. le Président, et d'accorder la première question à la culture. Je dois aussi profiter de l'occasion, malgré le respect que je vous dois, pour regretter l'absence de ces artistes dans nos galeries. Je comprends que vous êtes responsable de la sécurité et qu'au nom de la sécurité il y a des choses qu'on ne peut pas se permettre, mais j'aurais aimé que ces artistes soient dans les galeries pour assister à cette période de questions. Je vous remercie, M. le Président, de les rencontrer à la fin de cette période de questions et je sais que vous saurez leur expliquer ou leur donner tous les renseignements nécessaires.

J'ai voulu, au Conseil des ministres de décembre, faire accepter une orientation de

politique qui touche le statut de l'artiste et du créateur, non seulement les artistes en art d'interprétation, mais l'ensemble des disciplines culturelles et des créateurs. Cet énoncé de principe a été accepté par le Conseil des ministres, et j'ai l'intention de le faire connaître d'ici peu.

J'ai aussi formé un comité d'artistes, de créateurs qui va cheminer avec nous, pendant les prochains mois, pour travailler à revoir l'ensemble des programmes qui protègent nos artistes et nos créateurs. Donc, ce cheminement se fera avec les artistes qui représentent toutes les disciplines culturelles. J'ai aussi, à plusieurs reprises, rencontré des artistes chez eux, dans leur milieu, et dans notre bureau, avec le premier ministre, pour les membres de la Coalition du 1 %.

J'ai l'intention de continuer à travailler avec mon collègue, le ministre du Travail, pour trouver la meilleure solution possible qui répondrait aux besoins des artistes, qui veulent un statut juridique, et faire en sorte que nous puissions, si c'est possible, d'ici la fin de cette session, déposer un projet de loi qui sera adopté l'automne prochain, sinon, il y aura dépôt l'automne prochain pour adoption.

Le Président: M. le chef de l'Opposition, en additionnelle.

M. Johnson (Anjou): M. le Président, vous me permettrez d'amener aussi ma voix aux préoccupations de la vice-première ministre quant à l'absence des artistes dans nos galeries. Vous savez que j'avais signifié ce matin notre intérêt à leur permettre l'accès à ces lieux, et pourtant, ils sont en habit de travail. S'ils sont habillés en Duplessis, en Henri Bourassa ou en Mgr Charbonneau, c'est qu'ils sont en habit de travail, et je crois qu'en général, on n'interdit pas aux gens en habit de travail de se présenter dans les galeries.

M. le Président, je redemande à la ministre de nous confirmer que, dans le comité qu'elle a récemment créé, il n'y a pas de délégués des différentes unions, mais bien des personnes qui ont été nommées personnellement. J'aimerais qu'elle nous le confirme. Deuxièmement, est-ce que la ministre pourrait nous dire si ce comité a un mandat quant à la préparation d'un texte de loi permettant de donner aux artistes ce qu'ils réclament, c'est-à-dire un statut juridique qui soit quelque part entre le Code du travail et le Code des professions?

Le Président: Mme la vice-première ministre et ministre des Affaires culturelles.

Mme Bacon: Dans le dossier du statut de l'artiste, M. le Président, il y a plus que le statut juridique, il y a aussi toute

l'orientation que nous voulons donner au statut des artistes: juridique, oui, mais en même temps, des programmes, des possibilités d'orientation de politiques que nous voulons donner aux artistes et aux créateurs.

Ce groupe, oui, a été formé pour représenter l'ensemble des disciplines dans le domaine de la culture, des gens avec une expertise, avec une expérience, une longue expérience quand on regarde la composition du comité. Ces gens vont cheminer avec nous. Ils vont voir l'essentiel des problèmes. Ils vont voir aussi la possibilité de trouver avec nous des orientations et nous allons vérifier les orientations que nous avons prises avec eux en cours de route, et qui vont cheminer avec nous en cours de route. Nous n'avons pas la prétention d'avoir la science infuse. Nous n'avons pas la prétention de tout connaître. Nous ne nous prenons pas pour des artistes, M. le Président. Donc, nous allons vérifier nos orientations avec ceux qui doivent vivre tous les jours la vie des artistes et la vie des créateurs et nous allons cheminer ensemble.

Quant au statut légal, nous continuons à travailler avec le ministère du Travail. Le ministère des Affaires culturelles ne peut pas seul faire ce cheminement, il le fait avec le ministère du Travail. Et nous allons trouver les solutions nécessaires pour donner un statut juridique aux artistes.

Le Président: M. le chef de l'Opposition, en additionnelle.

M. Johnson (Anjou): C'est bien sympathique, tout cela, M. le Président, mais soyons concrets. Est-ce que la ministre nous confirme que le comité qu'elle a nommé va l'aider à réviser ses politiques générales à l'égard du monde artistique et que la demande essentielle des artistes du Québec, la demande sur laquelle ils centrent toute leur action depuis maintenant deux ans, soit le statut juridique, est quelque part entre deux chaises entre le ministère du Travail et le ministère des Affaires culturelles?

Une voix: C'est ça.

Le Président: Mme la vice-première ministre et ministre des Affaires culturelles.

Mme Bacon: M. le Président, l'UDA n'est qu'une partie des artistes. Elle ne comprend pas... Il y a trois membres de l'UDA qui font partie du comité-conseil. Donc, l'UDA aussi est représentée à ce comité qui va faire le cheminement avec nous sur l'ensemble des dossiers qui touchent le milieu culturel, les artistes et les créateurs en particulier.

Si le chef de l'Opposition n'a pas compris que, dans le dossier culturel, il n'y a

pas que le statut juridique et le statut légal mais qu'il y a aussi l'ensemble des programmes, l'ensemble des possibilités qu'un ministère des Affaires culturelles peut offrir à ses artistes et à ses créateurs, il n'a rien compris. Il n'y a pas que le statut légal et le statut juridique. Je comprends qu'aujourd'hui, il va s'arrêter à ce dossier parce qu'il vient de voir les artistes et qu'il y en a avec nous, mais, M. le Président, il y a aussi l'ensemble des orientations, et le budget qui a été mis à la disposition de ce dossier est de 1 500 000 \$, geste que n'a jamais posé l'ancien gouvernement.

Des voix: Bravo!

Le Président! M. le chef de l'Opposition, en additionnelle.

M. Johnson (Anjou): M. le Président, je veux bien que la ministre dise qu'elle ne prétend pas avoir la science infuse et - je la cite - on ne se prend pas pour des artistes, mais je n'accepterai pas, M. le Président, que la ministre dise qu'on ne comprend pas ce qui se passe car ce n'est pas nous qui avons réduit...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Johnson (Anjou): ...les budgets de la culture, mais bel et bien vous depuis que vous êtes là.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

Des voix: Bravo!

Le Président: Votre question, M. le chef de l'Opposition.

M. Johnson (Anjou): M. le Président, ma question à la vice-première ministre est simple. Sur la demande centrale des groupes d'artistes au Québec, est-ce que, oui ou non, la ministre peut respecter sa parole? Est-ce qu'elle déposera un projet de loi avant la fin du mois de juin sur le statut de l'artiste?

Le Président: Mme la vice-première ministre et ministre des Affaires culturelles.

Mme Bacon: M. le Président, je comprends le chef de l'Opposition de vouloir faire de la petite politique sur ce dossier.

Des voix: Oh!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

Mme Bacon: Je n'utiliserai pas les artistes comme l'a fait le Parti québécois, M. le Président.

Des voix: ...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

Mme Bacon: Je vais travailler pour eux, par exemple, et c'est ce que j'ai l'intention de continuer de faire. Nous avons eu, encore ce matin...

Une voix: M. le Président...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

Une voix: Comment?

Mme Bacon: Le député de Saint-Jacques posera les questions qu'il voudra bien poser; qu'il me laisse répondre. Encore ce matin, nous avons...

Des voix: Ha! Ha!

Mme Bacon: ...une séance de travail...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

Mme Bacon: ...sur le statut légal et le statut juridique qu'on doit donner aux artistes. Nous continuons à travailler sur ce dossier. C'est un dossier qui est fort complexe. Mon sous-ministre doit rencontrer M. Turgeon aujourd'hui. Nous allons continuer à travailler avec l'UDA sur le statut légal et juridique de l'artiste.

Le Président: M. le député de Saint-Jacques, en additionnelle ou en principale? En additionnelle?

M. Boulerice: En additionnelle à Mme la ministre de la culture...

Des voix: Hou!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! M. le député de Saint-Jacques, en additionnelle.

M. Boulerice: Je regrette, M. le Président, que la ministre soit huée par ses propres collègues.

Des voix: Ha! Ha!

Le Président: Votre question, votre question.
(14 h 30)

M. Boulerice: M. le Président, comment la ministre peut-elle prétendre avoir dans son comité trois représentants de l'Union des artistes lorsque l'Union des artistes n'a pas été consultée ni informée contrairement à la déclaration qu'elle nous faisait le 10 mars où elle disait pompeusement: "Je m'engage à consulter, à chaque étape, l'Union des artistes et son président." Comment peut-elle prétendre qu'un comité ait des représentants de l'Union des artistes, alors que ni l'union

ni son président n'ont été consultés? Madame, répondez.

Le Président: Mme la ministre des Affaires culturelles et vice-première ministre.

Mme Bacon: Sur cette question, je dois dire, M. le Président, que le chef de l'Opposition avait mieux compris. Il sait que ces gens qui siègent à ce comité-conseil siègent à titre personnel, à titre individuel. Je dois dire, M. le Président, et je le répète, qu'à chaque étape de cette orientation que nous voulons donner à nos programmes qui touchent les artistes et les créateurs, ces gens ont cheminé avec nous. Nous leur avons même dit qu'ils auraient à travailler pendant la prochaine année, donc pendant les douze prochains mois. Nous allons cheminer avec ces gens qui représentent le milieu des artistes et des créateurs.

Le Président: M. le député de Jonquière, en principale ou en additionnelle?

M. Dufour: En principale.

Le Président: En principale, M. le député de Jonquière.

Date limite inchangée pour les déclarations de revenus

M. Dufour: Ce soir, à minuit signifie la date ultime du dépôt des rapports d'impôt. Comme tous les contribuables, à l'instar du ministre du Revenu, reconnaissent que les formulaires sont difficiles à remplir, que tout le monde n'a pas le moyen de se payer des experts pour remplir leur formulaire et qu'il n'y aurait pas tellement de problèmes à allonger la période, est-ce que le ministre du Revenu ou le ministre des Finances pourrait accepter de reporter du 30 avril au 3 mai l'échéance du dépôt des rapports d'impôt des contribuables?

Le Président: M. le ministre du Revenu.

M. Gratton: M. le Président, à la question très précise du député, la réponse est non. Il n'est pas question de changer la date limite qui se situe ce soir, le 30 avril, à minuit. On sait que les déclarations de revenus peuvent parvenir au ministère après cette date à condition d'avoir été oblitérées par la poste avant minuit le 30 avril. Il n'y a aucune raison qui nous incite à croire qu'un prolongement du délai pourrait faciliter la chose.

Il est vrai, M. le Président, et je l'ai dit très clairement, que le rapport d'impôt de cette année est très complexe. Il est surtout complexe en fonction de treize changements majeurs que nous avons dû y

apporter à la suite de la réforme fiscale qui avait été introduite par le ministre des Finances, M. Duhaime, en avril 1985.

Des voix: ...

M. Gratton: Oui, c'est comme cela.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Gratton: Oui, mais c'est comme cela.

Le Président: En conclusion, M. le ministre.

M. Gratton: La vérité a ses droits, et la vérité est qu'on a dû ajuster le rapport d'impôt pour tenir compte de la réforme fiscale de M. Duhaime qui s'appliquait à compter de l'année d'imposition 1986. Au moment où l'on se parle, le nombre de déclarations d'impôt reçues au ministère, en date d'hier, se compare très favorablement au nombre reçu à pareille date dans les années passées. On n'a jamais fait d'exception dans le passé, sauf quand le 30 avril tombait un jour férié, un samedi ou un dimanche. Il n'y a donc pas de raison d'accorder une prolongation cette année.

Le Président: M. le député de Lévis, en additionnelle.

Une voix: C'est pas fort!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Garon: M. le Président, est-ce que le ministre du Revenu veut nous dire que, les lettres ou les formulaires d'impôt qui vont être mis à la poste avant minuit, qui ne seront pas ramassés avant 11 heures demain matin et qui vont passer la fin de semaine dans un sac de courrier, il préfère cela au fait que les contribuables aient jusqu'à dimanche soir, minuit, pour remettre leur formulaire d'impôt, puisque le ministre du Revenu ne les aura pas plus tôt?

Le Président: M. le ministre du Revenu.

M. Gratton: M. le Président, une chose échappe au député...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Gratton: ...de Lévis, c'est le fait qu'il y a des coûts accrus à repousser la date pour des raisons qui ne le justifient pas. Se fiant surtout aux recommandations du Vérificateur général qui, dans son dernier rapport, nous incitait à moins de tolérance possible à cet égard, nous croyons qu'il est justifié d'exiger que la date du 30 avril, minuit, soit maintenue. C'est ce que nous

entendons faire dans l'intérêt, non seulement du gouvernement, mais des contribuables qui, en nombre d'au moins 2 900 000 en date d'hier, avaient respecté le délai. Je ne sais pas si cela inclut le député de Lévis.

Des voix: Ha! Ha! Ha!

Le Président: Mme la députée de Chicoutimi, en principale.

Mme Blackburn: Merci, M. le...

Le Président: En principale, madame.

La grève des chargés de cours à l'UQAM

Mme Blackburn: En principale, M. le Président. Le conflit de l'UQAM en est à sa sixième semaine. Comme on le sait, cette situation a des conséquences graves, à la fois sur la qualité de la formation et sur la crédibilité de l'institution. La prolongation de la session générera des effets négatifs pour les étudiants. Par ailleurs, le ministre évoquait vraisemblablement la possibilité d'une intervention gouvernementale pour mettre fin au conflit. Est-ce que le ministre pourrait d'abord faire le point en cette Chambre sur la conciliation qui est présentement en cours et nous dire également s'il a l'intention de nommer un médiateur ou si, particulièrement, il a l'intention de faire adopter une loi spéciale et à quel moment il entend laisser tomber le couperet d'une telle loi?

Le Président: M. le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Science.

M. Ryan: M. le Président, il est vrai que le conflit des chargés de cours à l'Université du Québec à Montréal dure maintenant depuis cinq semaines révolues. En fin de semaine, j'ai fait venir les trois parties à mon bureau, parce que je considère qu'il y en a trois et pas seulement deux: les professeurs qui sont en grève, les autorités de l'Université du Québec à Montréal et les représentants des étudiants. Il est évident que les dommages qui découlent, pour les étudiants, de la prolongation du conflit deviennent graves et de plus en plus graves à chaque jour qui passe. Les deux parties m'avaient prié instamment de ne faire aucune recommandation spéciale au gouvernement tant qu'elles n'auraient pas eu une nouvelle chance de négocier. Nous avons essayé de préparer le terrain des deux côtés pour que la négociation se fasse dans un climat de chance raisonnable de succès. Or, j'apprenais aujourd'hui que les parties se sont réunies hier après-midi et hier soir et qu'elles se sont quittées sans espoir visible

de règlement. J'ai été saisi du problème ce matin; j'étais à Lévis, au cégep de Lévis-Lauzon où je pensais avoir le plaisir de rencontrer le député de Lévis qui était malheureusement absent...

Des voix: Ha! Ha! Ha!

Le Président: M. le ministre, en conclusion.

Une voix: Il était en train de faire son rapport d'impôt.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît!

Une voix: Il est mesquin.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît!

En conclusion, s'il vous plaît, M. le ministre.

À l'ordre! À l'ordre, s'il vous plaît!

Une voix: Comme on a été à Charny et qu'il n'y était pas, lui!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! En conclusion, M. le ministre, s'il vous plaît!

M. Ryan: Au sortir de la période de questions, je ferai le point sur le conflit, tout d'abord avec le ministre du Travail avec qui j'ai été en rapport constant au sujet de ce conflit depuis déjà quelques semaines et ensuite, avec les parties de nouveau. J'aviserais quant aux recommandations que je devrai faire au gouvernement si nous devons en venir à la conclusion qu'il n'y a plus d'autre issue possible qu'une intervention extraordinaire. Nous sommes arrivés au point où, excusez l'expression, mais je pense qu'on ne peut plus "taponner" très longtemps avec ce conflit-là.

Le Président: Mme la députée de Chicoutimi, en additionnelle.

Une voix: Il va tamponner.

Mme Blackburn: En additionnelle, est-ce que le ministre peut nous dire si, effectivement, dans l'hypothèse où il y aurait un échec des négociations, il a l'intention de régler le conflit par le biais d'une loi spéciale et quand il a l'intention de le faire?

Une voix: De tamponner! De tamponner!

Le Président: M. le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Science.

À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Ryan: M. le Président, toute recommandation de cet ordre qui pourrait me venir à l'esprit sera faite d'abord au gouvernement et non pas à la députée de Chicoutimi.

Des voix: Ha! Ha! Ha!

M. Ryan: Et ensuite, le gouvernement ayant avisé quant à la ligne de conduite à suivre, en informerait la Chambre par les voies régulières, mais je n'ai pas de recommandation à faire à la Chambre à ce moment-ci sur cette question-là.

Une voix: Très bien!

Le Président: Mme la députée de Chicoutimi, en additionnelle.

Mme Blackburn: En additionnelle. M. le Président, est-ce que le ministre reconnaît que la prolongation du conflit est due en large partie au sous-financement de l'UQAM et est-ce que le gouvernement n'envisage pas comme solution au conflit la possibilité d'ajouter des sommes pour permettre à l'UQAM d'excéder la politique salariale comme le gouvernement l'a fait pour ses employés?

Le Président: M. le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Science.

M. Ryan: J'ai indiqué clairement aux deux parties que s'il y a un problème de financement fondamental à l'UQAM, nous l'aborderons dans un autre contexte que celui d'un conflit de travail. Ce conflit doit se régler selon les normes de nos conflits de travail et le problème qui peut exister... Il y a deux problèmes, celui des chargés de cours et celui de l'UQAM. Nous les aborderons tous les deux dans un climat plus serein où nous aurons le temps d'aller au fond des choses. Pour le moment, la politique générale du gouvernement doit s'appliquer pour le règlement de ce conflit.
(14 h 40)

Le Président: M. le député de Gouin, en additionnelle ou en principale? En principale?

M. le député de Gouin, en principale.

Réseau de CLSC et engagement du Parti libéral

M. Rochefort: M. le Président, après un an et demi d'hésitation, de moratoire et de harcèlement, la ministre de la Santé et des Services sociaux annonçait hier-

Des voix: Ah! Ah! Ah!

Une voix: De harcèlement!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Chevette: Juste une petite question de règlement, M. le Président.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! Sur une question de règlement, M. le leader de l'Opposition.

M. Chevette: Voulez-vous aviser le chœur de l'Armée rouge que ce n'est pas le temps de se produire?

Des voix: Ha! Ha! Ha!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre! À l'ordre, s'il vous plaît! M. le député de Gouin, question principale. Sobrement, M. le député de Gouin, question principale.

M. Rochefort: Oui, M. le Président. Comme je le disais, après un an et demi d'hésitation, de moratoire et de harcèlement, la ministre de la Santé et des Services sociaux...

M. Gratton: Question de règlement, M. le Président.

Le Président: Sur une question de règlement, M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: M. le Président, ce n'est pas pour rien qu'à l'article 77 on lit que les questions ne peuvent être formulées de manière à susciter un débat parce que, évidemment, quand on entame une question ou un préambule à une question de la façon dont vient de le faire le député de Gouin c'est normal qu'il y ait rouspétage. M. le Président, je souhaiterais que le député de Gouin respecte le règlement. À ce moment-là, il se méritera le respect des membres de l'Assemblée nationale.

Le Président: M. le leader de l'Opposition, sur la même question de règlement.

M. Chevette: Il est aussi dit clairement dans le règlement, M. le Président, sur le serment d'office d'un député, que celui-ci ne doit pas mentir quand il s'adresse à la Chambre.

Le Président: M. le député de Gouin. Je vous ai reconnu deux fois en principale. À la deuxième reprise, je vous ai dit "sobrement", très clairement, quand j'ai demandé à tout le monde de rétablir l'ordre. J'aimerais que vous retiriez le dernier mot qui peut vraiment susciter un débat. Posez votre question principale avec un préambule, vous êtes sur une question principale.

M. Rochefort: M. le Président, sur la question de règlement, ce que vous me demandez de retirer c'est ce que la Fédération des CLSC prétend depuis un an et demi.

Le Président: Que la Fédération... Je regrette. Je regrette. Ce qui peut être dit à l'extérieur de la Chambre, écrit à l'extérieur de la Chambre, conclu à l'extérieur de la Chambre ne peut pas nécessairement être répété à l'intérieur de la Chambre à la période de questions. M. le député de Gouin.

M. Rochefort: M. le Président, donc, après un an et demi d'hésitation et de moratoire, la ministre de la Santé et des Services sociaux annonçait finalement hier sa décision de ne pas compléter le réseau des CLSC, de n'ajouter aucun budget nouveau et de ne développer aucun nouveau service à la population, ne retenant finalement que les recommandations du comité Brunet qui n'ont pas pour but de donner des nouveaux services à la population et reportant dans le temps les recommandations qui avaient pour but d'accroître le rôle des CLSC et de développer des nouveaux services à la population.

Ma question est la suivante, M. le Président: Comment la ministre peut-elle concilier sa décision de ne pas compléter le réseau des CLSC avec le programme du Parti libéral qu'elle a elle-même présenté à l'automne 1985, et que je cite à la page 24: "C'est donc pour cette raison que nous, les libéraux, suggérons de compléter et de renforcer le réseau primaire des services de santé et sociaux, CLSC, foyers d'hébergement, etc."

Le Président: Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux. Mme la ministre.

Mme Lavoie-Roux: M. le Président, je remercie le député de Gouin pour sa question. Cela permettra de préciser certaines choses qu'il n'a peut-être pas comprises.

Je pense que cette volonté gouvernementale de rendre disponibles à l'ensemble de la population du territoire du Québec des services de première ligne dans le domaine de la santé et des services sociaux est justement la décision que j'ai rendue publique hier. Nous parachevons les CLSC en mettant l'accent non pas sur les structures mais sur les services. C'est ce que la population réclame.

Le Président: M. le député de Gouin, en additionnelle.

M. Rochefort: Comment la ministre peut-elle justifier sa décision de confier aux

Conseils régionaux de la santé et des services sociaux le mandat de procéder aux fusions alors que le Conseil régional de Montréal lui a dit deux fois: pas de fusion et que celui de Québec est qualifié, par ses propres députés, incapable de résoudre le problème des urgences?

Le Président: Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux. Mme la ministre.

Mme Lavoie-Roux: J'ai demandé aux conseils régionaux de la région de Montréal et de la région de Québec de nous faire des recommandations quant au réaménagement possible des équipes de secteurs qui ne sont pas encore structurées comme CLSC, soit de les rattacher à des CLSC existants, soit qu'il y ait fusion entre certaines d'entre elles, soit encore, possiblement, des rattachements à d'autres types d'établissements. Je pense qu'il est normal de demander à l'instance régionale qui est justement celle qui est chargée de la planification au niveau régional des ressources et des établissements de nous faire ce type de recommandation.

Le Président: M. le député de Gouin en additionnelle.

M. Rochefort: Pourquoi la ministre n'annonce-t-elle pas immédiatement sa décision de maintenir et d'accroître le rôle des CLSC en matière de prévention et de promotion de la santé, notamment avec les hygiénistes dentaires, contrairement à ce qu'elle a annoncé hier?

Le Président: Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux.

Mme Lavoie-Roux: M. le Président, si on se réfère à la réaction de la Fédération des CLSC elle-même, à la réaction d'au moins un membre qui s'est prononcé publiquement quant à la décision que j'ai rendue hier, je pense que les gens sont satisfaits qu'enfin un problème qui traînait depuis dix ans au moins, des hésitations quant à l'avenir des CLSC, finalement, on saura ce vers quoi on se dirige et qu'à l'avenir...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

Mme Lavoie-Roux: ...comme le dit M. Leguerrier lui-même, président de la Fédération des CLSC... il se dit content de voir que les CLSC pourront maintenant travailler davantage sur l'aspect des services plutôt que de toujours s'interroger sur les structures. On va enfin discuter de services concrets.

Le Président: Mme la députée de

Johnson, en principale.

**L'avenir de CIBL-FM,
radio communautaire de Montréal**

Mme Juneau: Merci. Récemment, le CRTC refusait à la radio communautaire CIBL-FM de Montréal l'une des trois fréquences FM non commerciales disponibles pour l'accorder plutôt à la radio étudiante de McGill. Le ministre connaît l'apport de CIBL à la promotion de la chanson francophone. Le ministre connaît aussi l'appui du milieu qui est toujours grandissant. S'il ne le connaît pas, il serait peut-être mieux de s'en inquiéter. Le ministre connaît aussi la nécessité de survie pour CIBL-FM d'accroître ses revenus autonomes en publicité par un plus grand territoire de diffusion. Est-ce que le ministre saurait, par hasard, comment intervenir auprès de son homologue fédéral pour aider à changer d'idée et permettre à CIBL d'avoir le permis demandé?

Le Président: M. le ministre des Communications. À l'ordre, s'il vous plaît!

M. French: À propos du dernier point que soulève Mme la députée de Johnson, je dois quand même lui souligner que ce n'est pas mon homologue fédéral qui prend ces décisions, c'est un organisme réglementaire indépendant qui prend ces décisions qui s'appelle le CRTC. Ce n'est donc pas dans les pouvoirs de ma collègue d'accorder, comme dit la députée de Johnson, le permis en question. On peut cependant regretter avec la députée de Johnson, et ça vivement, la déception qu'a connue CIBL et reconnaître également que c'est une radio communautaire de grande qualité dont les artisans, les bénévoles, ont, il me semble, un espoir très légitime de faire diffuser leur message sur un territoire plus grand par un signal protégé, par une puissance plus élevée.

Maintenant, il s'agit de se poser la question du point de vue du ministre des Communications du Québec. Est-ce qu'on prend la part d'une radio communautaire dans une cause à laquelle s'opposait - et je le signale pour le bénéfice de Mme la députée de Johnson - une autre radio communautaire aussi cliente du ministère? Nous pensons que, comme l'Association des radios communautaires du Québec, il serait inapproprié de prendre position publiquement à coups de manchette et de façon dramatique.

Le Président: En conclusion, M. le ministre.

M. French: Cependant, nous avons offert nos bons offices à CIBL avec le gouvernement fédéral, une aide technique et financière pour améliorer la demande en

question et aider à la recherche d'un signal protégé et une puissance plus élevée.
(14 h 50)

Le Président: Mme la députée de Johnson, en additionnelle.

Mme Juneau: Est-ce que le ministre sait, par contre, qu'il peut demander une révision au CRTC?

Des voix: Ah!

Le Président: M. le ministre des Communications.

M. French: Vous m'informez que le ministre des Communications du Québec peut lui-même demander une révision au CRTC d'une cause dans laquelle il n'est même pas partie? C'est ce que vous me dites? C'est une nouvelle pour moi, Mme la députée.

Le Président: Mme la députée de Johnson, en additionnelle.

Mme Juneau: M. le Président, si le ministre n'a pas compris ce que je voulais dire, il y en a d'autres qui ont compris. Le ministre des Communications du Québec pourrait intervenir auprès de son homologue fédéral en vue de demander une révision au CRTC.

Une voix: Voilà!

Le Président: M. le ministre des Communications. À l'ordre, s'il vous plaît! Allez, M. le ministre.

M. French: J'ai rencontré les gens de CIBL. Nous sommes d'accord sur le travail conjoint que nous entreprenons. Ce travail implique l'usage des bons offices du gouvernement du Québec vis-à-vis du gouvernement du Canada dans toutes ses instances afin d'aider CIBL à trouver une solution convenable au défi qui se situe devant elle.

Le Président: En additionnelle, Mme la députée de Maisonneuve.

Mme Harel: M. le Président, le ministre des Communications accepte-t-il d'ajouter sa voix à celles nombreuses actuellement à Montréal - je pense au maire de Montréal, à 56 des 58 conseillers qui siègent à l'hôtel de ville de Montréal et à une multitude d'autres voix - qui demandent la révision de la décision du CRTC et de demander au ministre fédéral, son homologue, de déclencher cette révision puisqu'il en aurait le pouvoir?

Le Président: M. le ministre des Communications.

M. French: Je remercie Mme la députée de sa question et du fait que c'est elle qui m'a fait connaître CIBL. Je dois cependant lui souligner, encore une fois, que ma position est la même que celle de l'Association des radios communautaires du Québec, soit de ne pas intervenir en faveur d'un des membres ou, dans mon cas, d'un de mes clients, à l'encontre des intérêts d'un autre. Ces intérêts ont été clairement exprimés par une autre radio communautaire montréalaise qui s'est opposée à la demande de CIBL. Dans ce cas-là, je ne pourrais pas, de façon publique et dramatique, ou rapide, trancher en faveur d'une radio communautaire contre une autre.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît: M. le député de Dubuc, en principale.

M. Desbiens: Merci, M. le Président. Le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche était là il y a une minute.... Il n'est pas allé aux îles?

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

**Les initiatives privées en
matière de loisir, chasse et pêche**

M. Desbiens: M. le Président, le jour de la suspension des travaux parlementaires pour le long congé pascal, le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche a présenté le rapport d'un groupe de travail qui était, semble-t-il, prêt depuis décembre 1986 sur le développement des initiatives privées touchant les équipements et services des territoires sous sa juridiction.

Le contenu du rapport soulève de plus en plus d'inquiétudes quant au principe, quant à nous inaliénable, de l'accessibilité à la ressource faunique québécoise. De plus en plus de questions sont posées dans le public sur le rapport et son application, sur la valeur même du rapport et des suites que le ministre pourrait y donner. En conséquence, est-ce que le ministre peut nous indiquer s'il a l'intention de tenir une consultation générale en commission parlementaire?

Le Président: M. le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche et ministre du Tourisme.

M. Picotte: M. le Président, il est exact que la veille du congé pascal, j'ai déposé un rapport sur les initiatives privées concernant mon ministère. Mais la veille du congé pascal, le député de Dubuc était présent et il a pu entendre la question, qu'il a d'ailleurs trouvée un peu drôle, d'un de mes collègues du Parti libéral. S'il avait bien écouté ma réponse, il aurait la réponse à la question qu'il me pose.

Le Président: M. le député de Dubuc, en additionnelle.

M. Desbiens: M. le Président, comme je n'ai pas...

Le Président: M. le député de Dubuc, en additionnelle.

M. Chevette: Trente secondes, M. le Président.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît:

M. Chevette: M. le Président...

Le Président: M. le leader de l'Opposition.

M. Chevette: M. le Président, le règlement dit qu'un ministre ne peut pas refuser de répondre; il peut choisir les mots qu'il veut. Mais est-ce qu'il se rappelle bien la question qu'on lui avait posée il y a quinze jours?

Le Président: M. le député de Dubuc.

M. Gratton: M. le Président.

Le Président: M. le leader du gouvernement.

Une voix: C'est un saumon fuyant.

M. Gratton: M. le Président, non seulement le ministre peut répondre comme il le veut, mais ce qu'il indique, c'est qu'il a déjà répondu il y a deux semaines.

Le Président: M. le député de Dubuc, en additionnelle.

À l'ordre, s'il vous plaît!

M. le député de Dubuc, vous avez la parole.

M. Desbiens: M. le Président, le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche étant un pédagogue de carrière, il doit savoir qu'il faut répéter souvent les mêmes choses pour être bien compris. Est-ce qu'il peut répéter la réponse?

Des voix: Ha! Ha! Ha!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche et ministre du Tourisme.

M. Picotte: M. le Président, il est exact que je suis un pédagogue de carrière. J'enseignais à l'option qu'on appelait "générale" mais je n'ai jamais eu besoin de répéter les choses deux fois à mes élèves. Cependant, je suis bien prêt à rappeler, à rafraîchir la mémoire...

Une voix: Pas de menteries.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît:

M. Picotte: Je suis bien prêt à rafraîchir la mémoire de mon collègue, le député de Dubuc. Premièrement, il se souviendra que j'avais mentionné à ce moment-là qu'un comité de députés allait non seulement regarder le rapport mais allait faire une consultation populaire. Il se souviendra de plus que son collègue, le député d'Abitibi, s'était levé pour demander si la formation de l'Opposition pouvait y participer. Je lui ai dit: Si vous acceptez exactement et préconisez ce que le Parti libéral préconise, nous sommes disposés à accepter qu'un membre de l'Opposition participe au comité.

Deuxièmement, on se souviendra que, compte tenu que cela ne semblait pas être intéressant pour l'Opposition de participer à ce comité, j'ai dit que toutes les suggestions que voudront me faire les membres de cette Chambre seront toujours les bienvenues et non seulement dans ce dossier mais dans tous les dossiers de mon ministère.

Une voix: Vive la liberté!

Le Président: M. le député de Dubuc, en additionnelle.

À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Desbiens: M. le Président, comme le ministre m'invite à lui faire une suggestion, je lui suggère donc, avec de plus en plus de citoyens du Québec intéressés, de tenir une consultation générale en commission parlementaire. C'est ma question au ministre: Est-ce que, dans ce sens, il est prêt? Si, à la suite de cette commission parlementaire, on en arrive à une position qui répond aux désirs et à la volonté de la population, nous serons heureux de nous y associer.

Le Président: M. le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.

M. Picotte: M. le Président, si le député de Dubuc me connaissait mieux, il saurait que, généralement, les consultations que je tiens...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Picotte: ...sont sur le territoire même. Je préfère cela que de faire déplacer tout le monde. Je vais continuer à faire ce que j'ai toujours fait dans ma vie politique, soit d'aller voir les gens pour qu'ils me disent ce qu'ils ont à dire et non pas organiser quelque chose de spécial pour qu'ils viennent à Québec et limiter cela à qui que ce soit. Cela va être fait dans tout le Québec et si le député de Dubuc veut y

participer, il est le bienvenu, comme n'importe quel membre de cette Chambre.

Une voix: Anticosti! Anticosti!

Une voix: Veux-tu aller à la pêche?

Une voix: Oui, on est allé et on a payé, nous autres.

Des voix: Ha! Ha! Ha!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

Une voix: Si vous voulez payer...

Une voix: Toé, tais-toé!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

Il reste à peine quelques minutes à la période de questions.

M. le député de Bertrand, en principale.

Démarche pour l'implantation à Montréal de l'Agence spatiale canadienne?

M. Parent (Bertrand): Oui, M. le Président. Nous avons sans relâche, depuis plusieurs mois, demandé au gouvernement de réagir et surtout d'agir avant qu'il soit trop tard dans le fameux dossier de l'implantation de l'agence spatiale à Montréal. Nous avons même suggéré de former une délégation québécoise afin de nous rendre à Ottawa pour plaider la cause du Québec. En cette Chambre, le premier ministre lui-même a ridiculisé cette chose le 1er avril dernier. Hier cependant, le ministre du Commerce extérieur et du Développement technologique envisageait de le faire dans les prochaines semaines. Cependant, il risque d'être trop tard. Ce matin, le **Citizen** d'Ottawa rapporte que les bureaux de l'agence spatiale seront situés dans les bureaux du Conseil national de la recherche scientifique à Ottawa et que cela devrait être confirmé le 6 mai.

Vu l'importance de ce dossier et vu les retombées économiques importantes, en l'absence du premier ministre et du ministre du Développement technologique, est-ce que la vice-première ministre peut nous confirmer cette nouvelle et nous dire ce que son gouvernement entend faire dans les prochaines heures avant que soit annoncée cette nouvelle afin qu'on puisse rapatrier à Montréal l'Agence spatiale canadienne?

Le Président: Mme la vice-première ministre.
(15 heures)

Mme Bacon: Celle qui vous parle, dans les prochaines heures, n'aura sûrement pas la possibilité de faire quelque pression que ce soit. Le premier ministre est maintenant avec les autres premiers ministres et le premier ministre du Canada. Sans aucun

doute, cela peut faire partie de certaines discussions quand on sait ce qui se passe à ces rencontres. Ce n'est pas limité quand même comme discussion. Je dois dire que le collègue du Commerce extérieur a fait les pressions nécessaires et nous allons continuer de le faire auprès des collègues fédéraux, chacun de notre côté, ceux que nous connaissons. Les membres du cabinet seront sensibilisés par les membres du cabinet provincial. L'ensemble du cabinet fédéral sera sensibilisé par les membres du cabinet provincial.

Le Président: M. le député de Bertrand, en additionnelle.

M. Parent (Bertrand): En additionnelle. Puisque les heures sont comptées, en l'absence du premier ministre, est-ce que la vice-première ministre peut nous garantir que le Conseil des ministres en sera saisi et qu'il pourra poser d'autres gestes que les pressions qui ont été faites? Les retombées économiques du projet sont fort importantes; on parle de centaines de millions de dollars.

Le Président: Mme la vice-première ministre.

M. Bacon: M. le Président, il y a eu Conseil des ministres hier et il en a été saisi. Le Conseil des ministres en a été saisi et les gestes qui seront posés... Évidemment, vous me permettrez de ne pas révéler les discussions du Conseil des ministres.

Le Président: En principale, M. le député de Lavolette.

Le problème de la carte scalaire à Brassard

M. Jolivet: M. le Président, le ministre de l'Éducation nous mentionnait qu'il était présent au cégep de Lévis ce matin. Ce n'est pas parce qu'il est présent quelque part que nécessairement il y a règlement des problèmes. Le ministre s'est rendu à Brassard dernièrement et il est au courant d'un problème qui existe concernant la carte scolaire. À cette commission scolaire il avait demandé, il y a quelque temps, de retarder l'adoption de cette nouvelle carte scolaire, ce qu'elle a effectivement fait. Cependant, la commission scolaire, selon ses droits, a pris une décision qui favorise l'ensemble de la population scolaire du côté francophone.

Un autre groupe minoritaire, en partie anglophone, a fait des pressions, ce qui fait que le ministre a décidé de nommer un enquêteur dans le dossier. Compte tenu de cette décision, est-ce que le ministre peut nous indiquer dès maintenant s'il a l'intention de suivre le rapport de l'enquêteur ou de dicter lui-même la décision qui doit être

prise, quand il sait très bien que cela peut être au détriment de l'une ou de l'autre des parties? En conséquence, est-il prêt dès maintenant à dire qu'il laissera à la commission scolaire la décision finale dans ce dossier, comme il a toujours eu la possibilité de dire jusqu'à maintenant qu'il laissait aux pouvoirs locaux les décisions qui leur appartenaient?

Le Président: M. le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Science.

M. Ryan: Je remercie le député de Lavolette d'avoir dit indirectement que lorsqu'il y a un conflit d'importance, le ministre de l'Éducation n'a pas peur de se rendre sur les lieux. Je le remercie de ce témoignage-là et je l'apprécie vivement.

Des voix: ...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

Une voix: ...

M. Ryan: Dans le cas de...

Le Président: Non, il s'agit de la dernière question.

Des voix: Ah!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! M. le ministre. À l'ordre, s'il vous plaît! C'est la dernière question. M. le ministre.

M. Ryan: Dans le cas de Brossard, il s'agit d'un problème dont nous avons hérité de l'ancien gouvernement qui l'avait laissé pourrir pendant deux ou trois ans. Lorsque le problème est revenu sur le tapis il y a quelques semaines, j'ai tout de suite observé, en suivant en particulier les indications du député du comté, qu'il y avait des risques d'explosion sociale très sérieux dans la manière dont le problème était géré. J'ai suivi le déroulement des événements de près et, lorsque j'ai constaté que la situation menaçait de tomber hors du contrôle de la commission scolaire, j'ai immédiatement dépêché un enquêteur sur les lieux pour qu'il aide tous les intervenants intéressés à prendre une vue peut-être plus objective de la situation et à chercher ensemble des solutions appropriées. Je n'ai pas de réponse à donner à la question du député. Il me connaît assez pour savoir que je n'ai jamais de ma vie entériné un rapport avant d'en avoir pris connaissance. Alors...

M. Jolivet: Quand le ministre a-t-il demandé le rapport?

M. Ryan: ...j'attendrai...

Le Président: Non, non, non, non, non. C'est un bel essai. Ceci met fin... En conclusion, s'il vous plaît, M. le ministre, mais pas à la question.

Une voix: Je n'ai pas entendu...

M. Ryan: Mais moi, je peux continuer brièvement.

Le Président: En conclusion, M. le ministre.

M. Ryan: J'attendrai le rapport de l'enquêteur avant de me prononcer et j'espère vivement qu'une fois le rapport de l'enquêteur disponible, la commission scolaire pourra exercer ses responsabilités normales. Le rapport de l'enquêteur viendra assez prochainement. Je lui ai dit clairement que je veux une enquête assez rapide, mais c'est lui qui déterminera.

Le Président: La période de questions orales est maintenant terminée.

Je vous avais annoncé avant la période de questions qu'il y aurait un complément de réponse. On m'annonce qu'il est simplement reporté étant donné que le député qui avait posé la question n'est pas présent cet après-midi.

Il n'y a aucun vote reporté.

Avec le consentement de cette Assemblée, j'aimerais reporter à la fin des affaires courantes les motions sans préavis étant donné qu'il y en a quatre. J'aimerais plutôt faire des avis et procéder immédiatement aux renseignements si j'ai le consentement des deux côtés.

M. le leader du gouvernement, aux avis.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Gratton: M. le Président, j'avise l'Assemblée que le mardi 5 mai, de 10 heures à 12 h 30, à la salle Louis-Joseph-Papineau, la commission des institutions poursuivra l'étude détaillée du projet de loi 162, Loi sur les arrangements préalables de services funéraires et de sépulture.

En préavis, M. le Président, je désire informer cette Assemblée que, dès l'adoption du projet de loi 100, Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, un avis sera donné pour que la commission de l'aménagement et des équipements procède à l'étude détaillée dudit projet de loi, et ce, de 10 heures à 12 h 30, le mardi 5 mai, à la salle 101 de l'édifice Pamphile-Le May.

Ordre de l'Assemblée relatif au rapport de la commission de l'Assemblée nationale

Le Président: J'ai également un avis à faire part à cette Assemblée. En tant que

président de la commission de l'Assemblée nationale, il y a eu un consentement ce matin et j'ai besoin d'un ordre de cette Assemblée pour la continuité des travaux de la commission de l'Assemblée nationale. Le consentement qui est intervenu ce matin est le suivant: Que la commission de l'Assemblée nationale se réunisse à nouveau en séance de travail mardi matin prochain, à 10 heures. En tant que président, je conclurai et ferai rapport à 14 heures en cette Assemblée à l'étape des affaires courantes. Je ferai le dépôt du rapport de la commission de l'Assemblée nationale. Même si je ne fais rapport que mardi après-midi, entre 14 heures et 15 heures, nous procéderons au débat de la question de privilège soulevée par M. le député de Lévis, mardi prochain aux affaires du jour, après les affaires courantes. Suivant l'heure où nous terminerons la période de questions, le temps entre 15 heures ou 15 h 30 et 22 heures sera divisé également de chaque côté de la Chambre. S'il reste 4 h 30, ce sera 2 h 15 et 2 h 15 ou peu importe le temps qu'il restera.

Est-ce qu'il y a autre chose, M. le leader de l'Opposition?

M. Chevette: C'est style motion du mercredi quant au partage du temps. Pour bien comprendre, si on a du rattrapage par rapport à un orateur, l'alternance peut être deux, à un moment donné, pour rattraper le temps. C'est exactement comme on fait le mercredi entre les whips et les leaders. On voulait que cela devienne un ordre de la Chambre.

Le Président: Oui, parce qu'il n'y a rien qui va apparaître au feuillet. Nous allons procéder sur la motion de la commission de l'Assemblée nationale ou sur le rapport. Mais cela n'apparaîtra pas au feuillet de mardi matin. C'est pourquoi je demande un ordre de cette Assemblée pour procéder de cette façon.

M. Chevette: Il y a un consentement entre les deux.

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: M. le Président, nous consentons à cette entente qui est intervenue entre le leader de l'Opposition et le leader adjoint du gouvernement.

Le Président: L'ordre de l'Assemblée est donné sur l'avis que je viens de faire. Est-ce qu'il y a d'autres avis touchant les travaux des commissions, M. le leader du gouvernement?

Nous allons procéder immédiatement aux renseignements sur les travaux de l'Assemblée.

M. Gratton: Je m'excuse, M. le Président. Je croyais que vous donneriez avis quant à l'interpellation de la semaine prochaine, auquel moment j'aurai peut-être une demande de directive à vous adresser.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

Le Président: J'ai deux avis à faire ici. C'est concernant les renseignements sur les travaux de l'Assemblée. Le premier, c'est que, conformément aux articles 295 et suivants, veuillez prendre avis que l'interpellation prévue pour le vendredi 8 mai 1987 portera sur la politique budgétaire du gouvernement et sera présentée par M. le député de Lévis, M. Jean Garon, et s'adressera au ministre des Finances, M. Gérard D. Levesque. Je vous prie d'agréer, M. le Secrétaire général, l'expression de mes sentiments distingués. C'est signé: M. Guy Chevrete, député de Joliette et leader parlementaire de l'Opposition.

J'ai également...

M. Gratton: Si vous me le permettez, M. le Président.

Le Président: M. le leader du gouvernement.

Question de règlement au sujet d'un avis d'interpellation

M. Gratton: Je voudrais vous poser une question de directive quant à votre capacité de recevoir cet avis de l'Opposition.

Le Président: Sur l'interpellation?

M. Gratton: Oui, sur l'interpellation, M. le Président.

Si vous me le permettez, j'exposerai les faits qui m'amènent à vous poser la question de directive. L'article 295 du règlement dit que: "Tout député de l'Opposition peut interpellier un ministre sur toute question d'intérêt général relevant de sa compétence." L'article 296 indique que "l'interpellation se fait par avis inscrit au feuillet, au plus tard, à la dernière séance de la semaine". "L'avis indique le sujet de l'interpellation et le ministre à qui elle s'adresse." (15 h 10)

Or, à première vue, l'avis donné par le député de Lévis semble conforme à ces articles puisqu'il s'agit d'une question d'intérêt général qui relève de la compétence du ministre des Finances, soit la politique budgétaire du gouvernement. C'est d'autant plus de la compétence du ministre des Fi-

nances que le règlement prévoit précisément que ce sujet doit nécessairement être étudié en commission parlementaire, et ce, à chaque trimestre, soit quatre fois par année. C'est à l'article 292, premier alinéa, que l'on retrouve cette stipulation: "À chaque trimestre, la commission du budget et de l'administration consacre une séance à l'étude de la politique budgétaire du gouvernement et à l'évolution des finances publiques." Cet article 292 étant un article spécifique, il doit, selon moi, avoir préséance sur l'article 295 qui, lui, est un article de portée générale.

Il y a plus que cela. Le deuxième alinéa de l'article 292 prévoit même que l'une de ces quatre réunions doit se tenir dans le cadre du débat du discours sur le budget. En effet, le deuxième alinéa de l'article 292 se lit comme suit: "La réunion de la commission, dans le cadre du débat sur le discours du budget, tient lieu de réunion trimestrielle." Incidemment, - et cela a été annoncé ici même à l'Assemblée, - le discours sur le budget sera prononcé le jeudi 7 mai, à 20 heures. Cette réunion de la commission du budget et de l'administration qui est prévue au deuxième alinéa de l'article 292 devra nécessairement se tenir au cours des jours qui suivront.

Pour mieux comprendre cette disposition, il faut se référer à l'article 275 qui se lit comme suit: "Lorsqu'il n'y a plus d'intervenants ou qu'il s'est écoulé treize heures trente minutes depuis le début du discours du ministre des Finances, le débat est suspendu à l'Assemblée. Il se poursuit en commission du budget et de l'administration au plus tard à la séance suivante. Le ministre des Finances est membre de la commission pour la durée du mandat." Encore là, on voit bien qu'il s'agit d'une obligation prévue à notre règlement de tenir une telle séance. La durée de cette commission est spécifiée d'ailleurs à l'article 272 qui se lit comme suit: "Le discours du budget, les commentaires du critique financier de chaque groupe parlementaire d'opposition et le débat qui s'ensuit durent au plus vingt-cinq heures, dont quinze à l'Assemblée et dix en commission du budget et de l'administration. Le discours et le débat à l'Assemblée sont prioritaires."

En conséquence, j'ai des doutes sérieux quant à la recevabilité de cet avis d'interpellation. Si jamais l'article 295 peut être utilisé pour examiner pendant deux heures seulement - soit dit en passant - la politique budgétaire du gouvernement, il ne pourrait l'être à tout le moins - et je suis loin d'en être certain - qu'une fois que les quatre séances prévues par le règlement auront été tenues. Une de ces quatre séances se tiendra nécessairement et de façon obligatoire et prioritaire, dès qu'il se sera écoulé, dans le cadre du débat du discours

sur le budget, treize heures trente minutes depuis le début du discours du ministre des Finances.

En conclusion, M. le Président, je soutiens que l'avis d'interpellation du député de Lévis pourrait se révéler non conforme à notre règlement. Si tel était le cas, le premier alinéa de l'article 193 vous permet et vous oblige même à refuser cet avis, puisque le premier alinéa de cet article se lit comme suit: "Le président doit refuser tout préavis ou toute motion contraire au règlement." Je souhaiterais donc, M. le Président que vous preniez cette demande en considération et que vous nous avisiez si l'avis d'interpellation du député de Lévis ne doit pas être déclaré irrecevable, en fonction des arguments que je viens de présenter.

Le Président: Merci, M. le leader du gouvernement. M. le leader de l'Opposition, sur cette question.

M. Chevette: M. le Président, je pense que le...

Le Président: Avant de vous reconnaître, M. le leader de l'Opposition, je vais l'accepter comme question de règlement ou comme motion d'irrecevabilité; c'est vous qui l'avez qualifiée ainsi. Je vais vous entendre sur...

M. Chevette: M. le Président, je m'excuse! Je voudrais savoir à quoi il veut en venir. Fait-il une motion ou s'il pose une question de règlement? Je m'excuse, ce n'est pas à la présidence à décider ce qu'il veut faire. Je demande au leader du gouvernement ce qu'il fait. Est-ce qu'il soulève un point d'irrecevabilité? Est-ce qu'il pose une question de règlement? Est-ce qu'il s'interroge? Est-ce que c'est une demande de directive ou si c'est une motion qu'il fait? Il faut que ce soit au moins clair parce que je ne pense pas que ce soit à la présidence à décider de faire le lit à la place du gouvernement ni à la place de l'Opposition.

Le Président: C'est probablement une question... Je ne sais pas. Vous m'avez cité l'article 193, à la fin.

M. Gratton: M. le Président, je l'ai dit clairement et je suis sûr que le leader de l'Opposition l'a compris. Je demande une directive, à savoir si l'avis du député de Lévis peut être reçu par le président ou non. Je prétends que non en fonction des articles du règlement que j'ai cités et qui m'incitent à faire valoir que l'interpellation que souhaite tenir le député de Lévis est déjà prévue dans nos règlements par des articles spécifiques alors que la portée de l'article 295 est d'ordre général.

Le Président: Sur la même question de règlement, je l'interprète comme cela.

M. Chevette: M. le Président, vous venez de dire...

Le Président: M. le leader de l'Opposition.

M. Chevette: ...que vous la recevez. Non, c'est une question de règlement sur...

Le Président: Bien non, non, au contraire.

M. Chevette: Et là, vous désirez m'entendre, je suppose, avant de rendre votre décision.

Le Président: Ah! Absolument! Bien plus que... Non, non, non. C'est parce que j'essayais de qualifier l'intervention de M. le leader du gouvernement. Il a mentionné... Durant son exposé, il a parlé d'irrecevabilité, il a dit qu'on me demandait de recevoir ou pas cet avis et il s'est basé sur... Oui, alors je vais vous reconnaître là-dessus et...

M. Chevette: Merci, M. le Président. Je trouve que c'est une belle tentative d'essayer de soustraire le ministre des Finances à une interpellation. Mais il faudrait peut-être vous rappeler dans quel sens est arrivée l'interpellation dans les murs de l'Assemblée nationale. C'était précisément parce qu'on siégeait cinq jours par semaine, M. le Président, et qu'on voulait remplacer la période des questions du vendredi qu'on a institué le mode d'interpellation. Je vous réfère au texte même de l'article 295: "Tout député d'opposition - c'est nous - peut interpeller un ministre sur toute question d'intérêt général relevant de sa compétence." Il n'est pas dit: À tous les trois mois, à toutes les deux semaines, à chaque jour. On pourrait se lever... Si on suivait la logique du leader du gouvernement, M. le Président, parce que l'article prévoit qu'à tous les trois mois, statutairement, on s'interroge sur la politique, sur les politiques gouvernementales en matière de finances, on n'aurait donc pas le droit de se lever en Chambre pour poser une question à la période des questions.

M. le Président, l'interpellation, c'est un député de l'Opposition qui décide d'interpeller un ministre sur un sujet relevant de sa compétence. Est-ce que la politique budgétaire relève de la compétence du ministre des Finances? La réponse prima facie, à sa face même, c'est oui.

Une voix: Oui.

M. Chevette: On n'a pas à discuter là-dessus, M. le Président. Et ce n'est pas au

gouvernement ni à la Présidence de l'Assemblée nationale ni à qui que ce soit de décider qui interpelle qui. Il y a un pouvoir qui est laissé à la Présidence, M. le Président. Si vous aviez devant vous cinq, six ou sept interpellations, là vous pourriez décider laquelle. S'il n'y avait pas d'entente claire de notre côté, par exemple, ou s'il y avait deux ou trois députés qui vous demandaient de l'appeler le même jour, là vous diriez: Je m'excuse, mais il va y en avoir seulement une et c'est celle-là, parce que c'est moi qui suis Président et, de par les règlements, j'ai le pouvoir de décider laquelle parmi un certain nombre.

Mais d'ici là, si jamais le président ou la Présidence s'avisait de refuser une interpellation d'un membre de l'Opposition alors qu'il y en a une seule sur la table, à mon point de vue, M. le Président, vous viendriez carrément à l'encontre de l'esprit et de la lettre de l'article 295 qui permet à tout parlementaire d'interpeller quelque ministre que ce soit, pour autant que le sujet est de sa compétence.

Si je demandais au ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche de parler d'affaires municipales, je pense qu'on dérogerait au règlement, parce qu'on dit bien qu'il faut que cela relève de sa compétence. Mais le sujet en question, ce n'est pas parce que, aux trois mois, on a à discuter, M. le Président, d'une façon statutaire d'une politique budgétaire qu'on n'a pas le droit, quand on veut, d'en discuter. On pourrait se lever tous les jours pour poser des questions sur la politique budgétaire du gouvernement. On pourrait faire trois interpellations consécutives sur la politique budgétaire du gouvernement, même si le règlement nous assure d'une façon minimale qu'on peut en avoir aux trois mois. Cela serait une interprétation tout à fait erronée.

En annonçant d'ailleurs l'interpellation, que fait le président? De par son statut, de par le poste qu'il occupe, il vient le choisir et la décision est donc prise. Vous avez reçu une interpellation conformément aux règles; vous avez reçu une interpellation en bonne et due forme, vous n'en avez pas deux, vous n'en avez pas trois; vous avez regardé si c'était jugé recevable. Une interpellation, il y en avait une seule, cela relève bien de la compétence du ministre des Finances, donc vous avez dit: L'interpellation de vendredi dans l'autre semaine sera la suivante, et vous avez lu la lettre.

(15 h 20)

Au moment où le leader s'est levé, il était même trop tard, parce qu'il vous a laissé faire le choix que vous aviez à faire. Vous l'avez fait; la décision est rendue et, au contraire, M. le Président, il n'y a pas de délibéré à avoir sur cela. Le règlement est d'une clarté, d'une limpidité, d'une transparence on ne peut plus grande. Je ne

voudrais en aucun temps que la Présidence brime les droits de l'Opposition en se donnant la prérogative d'empêcher une motion qui a été jugée conforme, parce que si elle avait été non conforme, votre batterie de fonctionnaires, vos spécialistes qui vous entourent vous auraient dit: Écoutez, ne lisez pas cette interpellation, elle est non conforme à l'article 295.

J'ai vu des avocates et des avocats au cours de la commission que nous venons de vivre, M. le Président, vous conseiller quotidiennement, régulièrement, être en "stand-by" dans des bureaux à côté pour vous conseiller sur l'application même des règlements et l'application même, c'est l'article 295. Tout député de l'Opposition, que ce soit Anjou, que ce soit Laviolette, que ce soit l'Ungava, que ce soit Jonquière, que ce soit Abibiti-Ouest ou Joliette, tout député à le droit, "peut interpellier un ministre sur toute question d'intérêt général relevant de sa compétence". Or, avec tout le respect que je vous dois, le ministre des Finances est responsable devant cette Chambre des politiques budgétaires du gouvernement.

Quand bon nous semblera de le questionner et de l'interpeller, on va le faire. S'il faut le faire trois semaines de suite, on le fera. Mais, statutairement, on sait une chose, c'est qu'on en aura une aux trois mois. Je remercie, d'ailleurs, le leader du gouvernement de nous rappeler qu'on pourrait le faire statutairement et qu'on pourrait le faire encore plus souvent.

Le Président: Une dernière intervention, M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: Très rapidement, pour qu'il n'y ait pas méprise, M. le Président, il est vrai que si vous avez un seul avis en vertu de l'article 295, vous vous devez d'en informer l'Assemblée au moment où vous en êtes saisi, au moment opportun, c'est-à-dire au moment où vous l'avez fait, à moins qu'un membre de l'Assemblée nationale ne signale que l'avis n'est pas recevable, n'est pas conforme à d'autres dispositions du règlement.

Je ne conteste pas que l'avis du député de Lévis soit conforme à l'article 295. Ce que j'ai expliqué longuement tantôt, c'est que l'article 295 est d'une portée générale et que les articles que j'ai cités, notamment les articles 275 et 272, sont de portée spécifique. Ce que je souhaiterais, M. le Président, que vous puissiez faire - il me semble que c'est la sagesse qui vous inspirerait de procéder de cette façon - ce serait de prendre en délibéré la question, parce que je ne voudrais pas que de l'argumentation du leader de l'Opposition on dise: Parce qu'il a seulement un avis on doit nécessairement déclarer irrecevable l'avis d'interpellation, parce qu'on sait qu'il n'y en

a jamais plus d'un.

Il n'y en a jamais plus d'un pour la bonne raison que l'Opposition ne veut pas donner des préavis trop longs au gouvernement sur des sujets d'interpellation. Donc, il y en aura toujours seulement un et il ne faudra pas tenir pour acquis que parce qu'il y en a seulement un, automatiquement, ça ne vient pas en contradiction avec les articles du règlement que j'ai cités.

Je vous prierais donc, M. le Président, de prendre la question en délibéré. Si vous étiez dans l'impossibilité de rendre une décision quant à ma demande de directive aujourd'hui, je suis prêt à indiquer tout de suite qu'il ne faudrait pas que cela ait comme conséquence que l'Opposition soit privée d'un sujet d'interpellation vendredi prochain advenant que vous me donniez raison.

J'indique tout de suite que, dans ces circonstances, si vous deviez retenir l'argumentation que j'ai présentée en rendant votre décision, nous souscririons volontiers à ce que l'Opposition inscrive un nouveau sujet d'interpellation dont nous pourrions disposer à la place de celui que vous auriez considéré irrecevable.

M. Chevette: M. le Président.

Le Président: M. le leader de l'Opposition...

M. Chevette: J'allais justement relever le dernier point que le leader du gouvernement vient de soulever. Effectivement, s'il y avait prise en délibéré et qu'on était hors délai, ça serait inacceptable, parce que la procédure aurait pour effet, à ce moment-là, d'empêcher une formation politique d'avoir droit à son interpellation.

Cependant, M. le Président, je voudrais relever un autre argument. L'article 292 est intéressant. L'article 292 dit: "À chaque trimestre, la commission du budget..." Là, vous aurez remarqué que la commission du budget, ce n'est pas le droit d'un député.

À l'article 295, l'argumentation du leader du gouvernement est pour le moins très faible. Sans faire partie des gens de robe, je dirai qu'il y a une différence entre une commission et les droits d'un député. Le droit d'un député dans l'article 295, c'est "tout député peut". Tout député pourrait, sans même mon autorisation comme leader, vous faire parvenir... Chaque député de ma formation pourrait vous envoyer des interpellations et, là, c'est vous qui auriez le pouvoir de trancher finalement. Mais l'article 295 dit bien "tout député", alors que dans l'article 292, que se plaisait à citer le leader du gouvernement, c'est une obligation faite à la commission du budget et de l'administration - ce qui est nettement différent - comme il y a des obligations de

faites à la CAN, la commission de l'Assemblée nationale, comme il y a des obligations de faites à la commission des affaires sociales d'étudier les engagements financiers, comme il y a des obligations de faites à la commission de l'aménagement d'étudier les projets de loi relevant de sa compétence. Mais ici, le droit dans l'article 295 ne relève pas de la compétence d'une commission. Il se rattache au droit individuel des députés de cette Chambre.

À mon point de vue, c'est là le fondement même de notre intervention qui dit que vous devriez rendre la décision immédiatement, parce que *prima facie*, il n'y a même pas de droit, pas de fondement juridique dans l'argumentation de M. le leader du gouvernement, qui se base sur un droit appartenant à une commission et non pas sur un droit appartenant à un individu.

Deuxièmement, cela fait plusieurs fois que l'on discute en cette Chambre, et même au stade des séances de travail, de la possibilité de statuer sur la fameuse question du budget qui arrive un jeudi et qui donne à une formation politique le droit d'intervenir de nouveau le mardi suivant. Il ne faut pas s'étonner que des parlementaires de notre formation veuillent discuter de politiques budgétaires dans les meilleurs délais, des délais se rapprochant le plus possible du discours sur le budget. Donc, le jeudi, ce sera le discours sur le budget. Le vendredi, ce sera la discussion sur la politique budgétaire du gouvernement.

Des voix: Bravo!

Le Président: À la suite de la question que vous m'avez soumise et que je considère comme une question de règlement à cette étape-ci, l'avis est considéré comme fait, mais sous condition suspensive. Je vais prendre la question en délibéré. C'est très important. On m'avise qu'on n'a jamais posé cette question ici. Je vais rendre une décision et je vais tenter de la rendre avant 18 heures, ce soir. Si jamais je ne peux la rendre avant 18 heures ce soir, ce sera au début des affaires courantes, mardi après-midi.

Maintenant, il y a un consentement... Enfin, je ne présume d'aucune décision, mais il y a une interpellation, un avis qui a été fait et qui apparaît dans le feuilleton. Je vais rendre ma décision le plus rapidement possible, mais je ne pense pas, avec ce que je viens de lire et avec ce que je sais des interpellations, que ce soit en cette Chambre, non pas une formation politique mais un député, puisse perdre une interpellation.

De toute façon, ma décision est loin d'être rendue. Je veux examiner la question à fond et je veux rendre une décision très précise ici en cette Chambre. Je vais tenter

de la rendre... M. le leader de l'Opposition.

M. Chevette: Est-ce qu'il y aurait moyen de vous suggérer, M. le Président, si votre décision devait être prise vers 16 h 30, qu'elle puisse être rendue immédiatement? C'est grandement important. C'est la fin de la semaine parlementaire, le jeudi. Des engagements sont pris par certains députés. Peut-être allez-vous demander des plaidoiries. Et je ne voudrais pas me retrouver à Joliette au moment où vous demanderez des plaidoiries additionnelles, si jamais cela devait se faire. Je voudrais savoir si on peut fixer 16 h 30 comme le moment précis où vous allez rendre votre décision.

Le Président: Oui. Tout à l'heure, je me suis informé parce que cette question n'a jamais été posée depuis que je suis ici et il semblerait, d'après ce qu'on me dit, qu'il n'y a pas de précédent. On m'a avisé qu'il n'y avait pas de précédent. Je veux examiner la question. Je pense non seulement que la décision que je rendrai sera pour l'interpellation de la semaine prochaine mais que cela va toucher à toutes les interpellations. Je ne peux pas mettre à part certaines interpellations.

C'est pourquoi je vais aviser les deux formations s'il m'est possible de rendre une décision précise et détaillée avant 18 heures. Je vais vous aviser avant 16 h 30, si je peux la rendre avant 18 heures ce soir. Si je ne peux pas avant 18 heures ce soir, les affaires courantes vont commencer par ma décision sur cette question mardi après-midi. Avant de procéder aux affaires courantes, je lirai la décision ici même, dans la salle de l'Assemblée nationale.

Je prends la question qui m'est soumise en délibéré. J'ai pris bonne note des articles. Je vais même me faire envoyer les galées relativement à vos deux représentations.

Est-ce qu'il y a d'autres avis concernant les travaux des commissions? Renseignements concernant les travaux de l'Assemblée, M. le leader de l'Opposition? Je vais alors appeler les motions sans préavis. M. le ministre du Travail.
(15 h 30)

Souligner l'apport des travailleuses et travailleurs du Québec au développement de la société

M. Paradis (Brome-Missisquoi): M. le Président, conformément à l'article 84 de notre règlement, je sollicite le consentement unanime de cette Chambre pour présenter la motion suivante: Que cette Assemblée souligne, à la veille du 1er mai, l'implication et l'apport des travailleuses et des travailleurs du Québec au développement de la société québécoise.

Le Président: Est-ce que l'Assemblée accepte de débattre cette motion?

M. Gendron: Consentement.

Le Président: Il y a consentement. M. le ministre du Travail, vous avez la parole.

M. Pierre Paradis

M. Paradis (Brome-Missisquoi): M. le Président, il me fait plaisir de soumettre aujourd'hui à l'Assemblée nationale une motion qui vise de façon particulière à souligner l'apport des travailleuses et des travailleurs à notre société et à son développement.

En cette période où les changements technologiques et les tendances à l'investissement dominent la scène économique, nous ne pouvons passer sous silence la contribution combien essentielle des milliers de travailleuses et travailleurs au développement et à la modernisation de nos entreprises, rendant par le fait même tout le Québec de plus en plus compétitif, de plus en plus attrayant pour la création de nouveaux emplois.

Parmi les gestes qui ont été posés par l'actuel gouvernement et qui ont eu des répercussions concrètes sur un nombre important de travailleuses et travailleurs, je vous rappellerai brièvement, Mme la Présidente, les ententes négociées dans les secteurs public et parapublic touchant quelque 300 000 employés de l'appareil gouvernemental; l'adoption de la loi 119 dans l'industrie de la construction qui a aboli la carte de classification, le fameux permis de travail servant à contrôler l'accès des travailleurs à cette industrie et qui établit dorénavant de nouveaux mécanismes basés sur la compétence des travailleurs.

D'autre part, est-il nécessaire de rappeler, Mme la Présidente, que conjointement avec notre province voisine, l'Ontario, le salaire minimum a été haussé de 4 \$ à 4,35 \$ l'heure et ce en abolissant la discrimination basée sur l'âge? Cette mesure qui est entrée en vigueur le 1er octobre dernier touchait quelque 100 000 travailleuses et travailleurs rémunérés au salaire minimum.

Enfin, et je terminerai là-dessus, Mme la Présidente, en soulignant, par des données statistiques, la maturité et le sens des responsabilités dont ont fait preuve différents partenaires dans le monde des relations du travail face à l'important rôle qu'ils jouent au sein de notre société. Qu'il me suffise de mentionner, à titre d'exemple, que le nombre de jours perdus par personne touchée par des arrêts de travail dans le secteur privé a chuté de 28,06 % qu'il était en 1985 au Québec à 15,38 % en 1986.

Cette baisse importante du nombre de

jours perdus par des arrêts de travail témoigne d'un sens des responsabilités de plus en plus accru par les travailleurs et les employeurs, ce qui ne peut qu'améliorer le climat socio-économique du Québec.

D'ailleurs, il est intéressant, Mme la Présidente, de comparer les données dessaisonnalisées provenant de Statistique Canada et qui indiquent qu'en mars 1987 il y avait au Québec 105 000 personnes de plus qu'en mars de l'année précédente qui détenaient un emploi.

Ces données, fort encourageantes, Mme la Présidente, ne peuvent que nous inciter à poursuivre dans la même voie et à relever ensemble, gouvernement, travailleurs et employeurs, les défis des années quatre-vingt-dix en ayant constamment à l'esprit l'amélioration et la progression des conditions de vie des travailleurs et des travailleuses tant syndiqués que non syndiqués.

Pour tous ceux et toutes celles qui travaillent quotidiennement à relever les défis visant la progression et le développement du Québec, je sollicite l'appui unanime de l'Assemblée à cette motion. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, M. le ministre du Travail. Pourriez-vous faire le dépôt de votre motion, s'il vous plaît?

M. Paradis (Brome-Missisquoi): Certainement, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, M. le député d'Abitibi-Ouest.

M. François Gendron

M. Gendron: Oui, Mme la Présidente, il est clair que, en mon nom personnel, au nom du chef de l'Opposition et au nom de chacun des membres parlementaires de l'Opposition officielle, nous sommes très heureux de nous associer à la présentation de cette motion par laquelle - il est peut-être bon de rappeler son esprit - l'Assemblée nationale souligne, avec raison, l'apport considérable des travailleurs et des travailleuses à la progression des conditions de vie générales au Québec.

Je voudrais juste prendre quelques minutes pour souligner combien cette tradition est importante, la fête des travailleurs et des travailleuses, le 1er mai, à chaque année. Il me semble qu'il ne faut pas que cela devienne une routine, il faut tout simplement que nous prenions conscience que si les conditions générales ont progressé au Québec en termes de notions modernes de compétitivité, de productivité et de rentabilité, c'est parce que les travailleurs et les travailleuses qu'on appelle communément "les ressources humaines" ont décidé, avec raison, de vouloir contribuer à une société

qui est en mesure d'offrir un peu plus au niveau des relations du travail au sens général du terme.

Je pense, Mme la Présidente, qu'il est exact que depuis plusieurs années, les travailleurs et les travailleuses du Québec ont contribué à cette plus-value nécessaire dans une société, à ce rendement accéléré et à cette bonification dans différents secteurs. Il me semble qu'on n'a pas le temps de faire le tour des secteurs d'activité mais quels que soient les secteurs que nous prendrions, nous pourrions toujours constater ce même apport de plus en plus constant, de plus en plus nécessaire et apprécié au niveau de la contribution très importante dans une société qu'on appelle "la force de travail" qui provient des ressources humaines du Québec, soit des hommes et des femmes qui ont la conviction d'apporter eux aussi cette contribution nécessaire à un Québec plus fort, plus en santé, meilleur.

L'actuel ministre du Travail vient d'indiquer l'apport du gouvernement pour contribuer à ce que les relations du travail soient meilleures, plus compétitives, etc. Je voudrais quand même lui rappeler, mais je suis convaincu qu'il en est conscient, qu'il reste encore beaucoup à faire. Chaque fois qu'on a l'occasion de souligner l'apport extraordinaire des travailleurs et des travailleuses, il ne faut jamais oublier qu'il reste encore énormément de personnes qui contribuent à la société québécoise et elles le font en faisant énormément de sacrifices. Entre-temps, ce sont souvent des chômeurs et des chômeuses dont on doit parler lors de la fête des travailleurs, parce que s'ils ont temporairement un statut de chômeurs et de chômeuses, c'est qu'ils et qu'elles ont été travailleurs et travailleuses. Je pense qu'il faut souligner aussi qu'on veut les voir aussi dans cette grande fête du 1er mai mais autant que possible comme travailleurs et travailleuses et non pas comme chômeurs et chômeuses, en souhaitant que ce soit le plus temporaire possible.

Ainsi, je pense que, chaque année, on aura l'occasion de renouveler l'apport des travailleurs et des travailleuses à la condition que l'État québécois ait pris conscience que c'est sa responsabilité de ne rien négliger pour maximiser le travail et l'emploi. Il faut être constamment préoccupé par une plus grande offre d'emplois. Je ne pense pas que l'ensemble des citoyens et des citoyennes du Québec qui voudraient être des participants actifs à la fête du travail, qu'on appelle les travailleurs et travailleuses chaque 1er mai, mais qui n'ont pas l'occasion de le faire parce qu'ils n'ont pas la capacité d'avoir un emploi, il me semble qu'on doit inclure ça dans nos préoccupations si on veut sortir du traditionalisme.

Dernier commentaire en ce qui me concerne, il y a aussi nécessité de faire une

plus grande place, une plus grande amélioration à tous ceux qui sont obligés d'oeuvrer dans ce qu'on appelle des conditions minimales de travail. Il y a encore énormément de travailleurs et de travailleuses qui ont des conditions difficiles et pénibles. Je pense que le moment est opportun et choisi, la fête des travailleurs pour souligner qu'on doit conserver comme préoccupation la bonification de ceux et celles qui n'ont pas nécessairement les conditions de travail les plus avantageuses.

Mme la Présidente, il nous fait plaisir, comme Opposition, de nous joindre, comme je l'ai mentionné tantôt, et, bien sûr, faire cette belle unanimité pour que le 1er mai 1987, les travailleurs et les travailleuses puissent avoir une fête du travail qu'ils méritent, compte tenu de l'apport considérable qu'ils et qu'elles fournissent à la société québécoise.

La Vice-Présidente: Merci, M. le député d'Abitibi-Ouest.

Il n'y a pas d'autre intervention?

Le débat est clos. Je vais lire la motion: "Que cette Assemblée souligne, à la veille du 1er mai, l'implication et l'apport des travailleuses et travailleurs du Québec au développement de la société québécoise." Est-ce que cette motion est adoptée?

Des voix: Adopté.

'La Vice-Présidente: Adopté.

Nous allons maintenant prendre en considération la motion du ministre des Affaires municipales.

M. le ministre des Affaires municipales.

Reconnaissance de 1987 comme l'Année internationale du logement des sans-abri au Québec

M. Bourbeau: Mme la Présidente, le Québec reconnaissant traditionnellement et participant aux années thématiques déclarées par l'Organisation des Nations unies et l'année 1987 ayant été décrétée l'Année internationale du logement des sans-abri, je sollicite le consentement unanime de cette Chambre pour présenter la motion suivante: "Que cette Assemblée reconnaisse l'année 1987 comme étant l'Année internationale du logement des sans-abri au Québec."
(15 h 40)

La Vice-Présidente: Est-ce qu'on consent à débattre de cette motion?

M. Gendron: Oui, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: M. le ministre des Affaires municipales.

M. André Bourbeau

M. Bourbeau: Merci, Mme la Présidente. Au cours du mois de janvier dernier, le Conseil des ministres me confiait, ainsi qu'à mes collègues, la ministre de la Santé et des Services sociaux et le ministre des Relations internationales, le soin de soumettre un plan d'action gouvernemental pour souligner concrètement l'Année internationale du logement des sans-abri.

Nous voyons jour après jour sur nos écrans de télévision que partout à travers le monde se vivent des drames humains qui obligent des millions d'individus à errer en quête de nourriture, à fuir leur pays en guerre ou à chercher dans de grandes cités des eldorados qu'ils ne trouvent malheureusement pas. Ce sont les sans-abri aux ressources quasi inexistantes, privés de leur dignité humaine, ces familles le plus souvent disloquées, contraintes de vivre dans la promiscuité et dans des conditions insalubres, dont les enfants, le plus souvent, sont les premières victimes.

Les habitants des bidonvilles et les sans-abri se retrouvent de plus en plus dans les grandes métropoles. Ce sont aussi des milliers de nos propres concitoyens. Certaines études avancent, pour la ville de Montréal seulement, le chiffre de 10 000 déracinés et sans ressources qui ne peuvent vraiment pas s'en sortir seuls. Parmi eux, on retrouve beaucoup de victimes de violence, des femmes en difficulté et des jeunes désabusés, incapables de se réinsérer socialement dans leur milieu.

Ce sont aussi ces réfugiés qui nous arrivent des quatre coins de la planète et qui nous demandent asile. Au Québec, plusieurs associations et organismes sont déjà sensibilisés au problème des sans-abri et la population québécoise reconnaît de plus en plus cette réalité qui existe chez nous. Pour sa part, le gouvernement du Québec, par le biais de ses ministères et organismes, intervient quotidiennement pour le mieux-être de cette partie de notre population.

Plus concrètement et à titre d'exemple, le ministère de la Santé et des Services sociaux offre une multitude de services communautaires et de soutien direct à cette clientèle. En 1986, 83 organismes offrant des services d'accueil, d'alimentation et d'hébergement aux personnes itinérantes ou démunies ont été subventionnés pour un montant global de 7 300 000 \$. De plus, une cinquantaine d'organismes sans but lucratif oeuvrant dans le domaine de la santé mentale sont également subventionnés. À un autre chapitre, la Société d'habitation du Québec estime qu'environ 54 000 personnes seules bénéficient de ses différents programmes d'habitation sociale. Ces programmes ont notamment permis la construction ou la rénovation de maisons de chambres, quelques-unes pour des clientèles temporairement sans-abri, dont plusieurs

seront inaugurées en 1987.

De concert avec le gouvernement canadien et les municipalités, le gouvernement du Québec a d'ores et déjà réorienté l'ensemble de ses programmes d'aide à l'habitation vers les plus démunis. Quelques centaines de millions de dollars sont ainsi dépensés chaque année pour venir en aide aux mal logés.

Nous avons comme objectif principal, en 1987, de continuer d'accroître l'efficacité et la permanence de nos interventions en leur donnant la souplesse voulue pour répondre valablement aux différents types de besoins.

Plusieurs autres ministères administrent également des programmes axés vers cette clientèle. Il existe donc déjà une implication importante du gouvernement du Québec auprès des sans-abri et des mal logés. L'Année internationale du logement des sans-abri se veut l'occasion de mieux sensibiliser la population à leur sort et de renforcer les actions de soutien et d'aide pouvant leur permettre d'accéder à une meilleure égalité des chances.

Le Québec, on le sait, qui les reconnaît traditionnellement, participe aux années thématiques déclarées par l'Organisation des Nations unies. C'est ainsi que la volonté du gouvernement du Québec de s'y associer concrètement se traduira par les actions suivantes. La Société d'habitation du Québec, à la suite de l'accord de mise en oeuvre signé avec la Société canadienne d'hypothèques et de logement a réservé un montant de 13 000 000 \$ pour la réalisation d'unités de logements dans le cadre de l'Année internationale du logement des sans-abri. Ces projets spéciaux seront élaborés en consultation avec les intervenants.

Un fonds spécial de l'ordre de 2 500 000 \$ placé sous la responsabilité de la Société d'habitation du Québec permettra un soutien direct et ponctuel à des organismes oeuvrant dans les services offerts aux sans-abri et favorisera l'implantation de projets novateurs pour les sans-abri. Ce fonds spécial pourrait tenir compte, entre autres, des recommandations des différents comités ad hoc dont le Comité des sans-abri de Montréal qui vient justement de déposer son rapport. De plus, la Société d'habitation du Québec vient d'appuyer pour un montant supplémentaire de 55 000 \$ des projets spéciaux visant à venir en aide de façon ponctuelle et à très court terme à des organismes sans but lucratif, qui relèvent des défis importants et qui réalisent un travail remarquable auprès des démunis.

Le ministère de la Santé et des Services sociaux se propose de mener à terme la recherche amorcée par le CLSC centre-ville de Montréal et portant sur les hommes itinérants. Il appuiera également certains organismes communautaires à

Québec et à Montréal dans la réalisation de nouvelles initiatives.

Plusieurs autres ministères ont déjà manifesté leur intérêt de participer concrètement à cette année internationale. À titre d'exemple, le ministère des Relations internationales entend participer à deux projets dans deux pays en voie de développement. L'ampleur du défi est telle qu'elle commande à la fois la conjugaison des efforts de tous les intervenants et des ressources qui existent dans les différents milieux. Pour n'en nommer que deux: La maison Revivre à Québec et la maison Marguerite à Montréal sont des ressources essentielles dans une société comme la nôtre. Les actions proposées n'ont pas la prétention de vouloir résoudre, en moins d'un an, le problème complexe des sans-abri. Mais elle découle des objectifs de l'Année internationale du logement des sans-abri, tels qu'ils ont été énoncés dans la déclaration officielle des Nations unies et qui précisait que, d'ici l'an 2000, des moyens visant à résoudre ce fléau devraient être mis de l'avant.

Face à un problème comme celui des sans abri, il faut chercher à impliquer le plus de gens possible dans la recherche et dans la mise en oeuvre de solutions. Ce n'est pas une question qu'un gouvernement peut régler seul. Les remèdes à plus long terme seront nécessairement des oeuvres collectives.

En terminant, Mme la Présidente, et à titre de ministre responsable des activités à réaliser au Québec en cette Année internationale des sans-abri, je souhaite vivement qu'au plan d'intervention du gouvernement du Québec s'ajoute une multitude d'autres initiatives et que l'ensemble de la société québécoise y participe. Je vous remercie.

La Vice-Présidente: Merci, M. le ministre des Affaires municipales et responsable de l'Habitation. M. le chef de l'Opposition.

M. Pierre Marc Johnson

M. Johnson (Anjou): Merci, évidemment, nous allons nous associer à la motion du ministre qui dit que cette Assemblée reconnaisse l'année 1987 comme étant l'Année internationale du logement des sans-abri au Québec. Cependant, le ministre comprendra la sévérité de nos propos à cet égard. Il arrive alors que nous sommes au cinquième mois de l'année 1987, alors que ce gouvernement est déjà en place depuis un an et demi, que cette Année internationale des sans abri avait été annoncée par les Nations unies il y a déjà de nombreux mois. Au tout début de 1986, déjà le gouvernement était saisi de l'existence d'une année

internationale. Il aura fallu attendre le mois de mai 1987 pour que le gouvernement bouge. Pour le moment, le gouvernement bouge en disant qu'il faut reconnaître cette année, et le ministre a rendu publique aujourd'hui une sorte de communiqué de presse un peu mince.

J'ai quelques commentaires que je laisserai surtout à mes collègues qui font partie d'un groupe de travail que j'ai mis sur pied et qui regroupe notamment les députés responsables, du côté de l'Opposition, de l'habitation, de la main-d'oeuvre, des groupes communautaires et des jeunes. Ces collègues pourront prendre la parole tout à l'heure et critiqueront quelque peu, aussi, le plan d'action du ministre qui, encore une fois, nous apparait extrêmement mince.

(15 h 50)

Qui sont les sans-abri au Québec? Ce sont surtout ce qu'on appelle ici les personnes itinérantes. Les personnes itinérantes dans notre société, cela ne signifie pas nécessairement des gens qui n'ont aucun toit et qui couchent au-dessus des bouches de métro, comme on le voit dans certains pays, notamment dans certains pays plus peuplés que le nôtre et sur des continents plus vieux. Les itinérants sont quand même des personnes qui n'ont aucune stabilité en termes de logement et qu'on évalue comme étant des personnes qui ont une incertitude objective à pouvoir rester au même endroit plus de 60 jours.

Au Québec, il y en a au-delà de 10 000, possiblement 20 000; les statistiques là-dessus sont difficiles à définir. On sait que ces personnes sont touchées profondément par la marginalité dans notre société. On dit que 50 % des personnes itinérantes sont des personnes souffrant de maladie mentale ou sont des ex-psychiatisés, sans compter des poches de pauvreté extrêmement importantes dans notre société. En dépit des progrès assez remarquables que nous avons connus au Québec depuis vingt ans sur le plan d'une recherche d'équité sociale, il y a encore des poches de pauvreté où on retrouve des jeunes, des personnes handicapées ou des assistés sociaux, où même certains des paramètres d'évolution de la santé de la population nous donnent des statistiques étonnantes. On sait que le Québec était dans une situation, au milieu des années soixante, où nous avions le plus haut taux de mortalité périnatale, c'est-à-dire dans les jours qui précèdent immédiatement la naissance chez un enfant en gestation, ou dans les dix jours qui suivent sa naissance. En 1964, nous avions le taux le plus élevé en Amérique du Nord de mortalité périnatale. L'Organisation mondiale de la santé nous permettait de constater, en 1983, dans un rapport qu'elle publiait, que le Québec est devenu l'endroit au monde où le taux de mortalité périnatale était le plus

bas. Donc, on a fait des progrès absolument phénoménaux en moins de 20 ans.

Il faut être conscient qu'il y a, à l'intérieur du Québec, des endroits où il y a des poches de pauvreté où la situation, notamment de la périmortalité, est encore extrêmement importante. La mortalité infantile connaît encore des reculs par rapport au reste de la société, qui font ressembler des couches de notre population à ce qui se passe dans des pays beaucoup moins développés que le nôtre. En ce sens, l'Année internationale des sans-abri doit aussi nous amener à une réflexion un peu plus large sur les moyens qu'a pris la société pour répondre à ces phénomènes de pauvreté.

M. le Président, je suis évidemment quelque peu inquiet de l'obsession du seul projet économique du gouvernement d'aménager des rivières, de mettre cela dans des fils électriques et d'envoyer cela aux États-Unis. Pendant ce temps, il n'y a pas de véritable politique économique générale de redressement socio-économique d'une partie de nos populations et il y a des politiques sociales extrêmement minces, sans compter que certains des ministres chargés des politiques sociales ont plutôt le don de la réflexion que le don de l'action. Ils continuent de réfléchir et de réfléchir, mais cela fait un an et demi qu'ils réfléchissent et il n'y a pas grand-chose qui est décidé.

De notre côté, nous avons formé ce groupe de députés qui seront à même, dans quelques minutes, de faire quelques commentaires et de s'adresser aux différents ministres, dans les semaines qui viennent, quant à la réalisation de ce très mince plan d'action. Pour ma part, j'ai eu l'occasion de me rendre dans un certain nombre de ressources communautaires qui existent pour les sans-abri au Québec. J'ai ainsi visité la Maison du père, plusieurs maisons d'hébergement pour les jeunes, pour les femmes en difficulté et j'ai rencontré quelques-uns de ces groupes. Je me suis rendu à Toronto la semaine dernière, où j'ai rencontré le groupe de Homes' First Society qui a mis sur pied un projet absolument innovateur à l'égard des sans-abri, en tenant pour acquis le principe suivant: Ce ne sont pas les sans-abri qui sont un problème, c'est la société qui est un problème.

À partir du moment où on commence à raisonner un problème comme celui-là, on commence à trouver des solutions. C'est la société qui a un problème de faire en sorte que des gens, dont la moyenne d'âge est d'à peu près 30 ans, se retrouvent d'une maison de chambres à l'autre, quand ce n'est pas carrément sur une bouche de métro ou étendus dans un parc, le soir. On sait que c'est vrai dans certains cas, même s'ils sont moins nombreux ici qu'ailleurs.

Cependant, en m'adressant à beaucoup de ces personnes, non seulement à des

groupes communautaires, mais aussi à des gens qui sont des itinérants, il m'a été donné de constater le degré de débrouillardise extraordinaire de ces gens qu'on oublie souvent. Il y a des gens qui vivent sans abri, qui sont appelés tous les jours à déployer des ressources de débrouillardise pas ordinaires. Si ces ressources personnelles de débrouillardise peuvent être "harnachées", mises en commun autour d'un projet pour se faire un toit et gérer son toit, on arrive à des succès qui peuvent être intéressants. Il y a déjà quelques exemples de cela au Québec, il y en a aussi à Toronto, c'est l'expérience de "Homes First Society".

Globalement, Mme la Présidente, je suis donc, tout en m'associant à la motion du ministre, quelque peu déçu de la minceur de son projet. Je suis évidemment frappé du fait qu'au moment où il émet son communiqué de presse que nous avons reçu aujourd'hui pour son plan, un plan très mince qui tient, en pratique, en 2 500 000 \$ alors que des années internationales, au Québec, ont été l'objet d'investissements de 9 000 000 \$, 10 000 000 \$, 15 000 000 \$ dans certains cas, 2 500 000 \$ d'argent neuf placé sous la responsabilité de la SHQ en matière de logement seulement... Je suis frappé, dis-je, de voir que ce même communiqué était accompagné d'un communiqué du gouvernement du Canada comme une source peut-être de cohésion et que ce communiqué du gouvernement du Canada, lui, n'était pas daté du 30 avril 1987, il était daté du 16 janvier 1987. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, M. le chef de l'Opposition.

M. le député de Taschereau.

Sur la même motion, Mme la ministre?

Mme Lavoie-Roux: Oui.

La Vice-Présidente: Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux.

Mme Thérèse Lavoie-Roux

Mme Lavoie-Roux: Mme la Présidente, il me fait plaisir, à titre de ministre coresponsable avec le ministre des Affaires municipales et le ministre aux Relations internationales, de me lever aujourd'hui pour souligner l'Année internationale du logement des sans-abri. Tout le monde est fort conscient que ce phénomène des sans-abri a beaucoup d'ampleur dans les pays en voie de développement, les pays qui sont pauvres, surpeuplés et là où le problème du logement est devenu, à toutes fins utiles, endémique.

Mais ce qui est peut-être plus inquiétant, c'est de constater qu'un pays comme le nôtre, mieux pourvu de richesses diverses, soit confronté avec un problème

similaire et ne puisse loger adéquatement tous ses citoyens. Chez nous, un bon nombre de personnes, chaque jour, ne sont pas assurées ni de logis ni de couvert. Leur situation est souvent reliée à des facteurs tels la violence, l'alcoolisme, la toxicomanie et les problèmes de santé mentale. Il nous faut donc essayer de trouver les solutions les plus adéquates à ce problème qui est vécu par un bon nombre, un nombre certainement trop grand de nos concitoyens dans une société que l'on dit d'abondance.

Mais, comme il est important d'assurer un logement à tous nos concitoyens, à tous ces sans-abri, il est également important d'évaluer la réalité de ces personnes. Qui sont-elles? Quels sont les facteurs qui conduisent à l'itinérance? Quelles sont les pistes d'intervention qui se présentent à nous dans le réseau de la santé et des services sociaux? Sans aucun doute, nous pouvons tenter de leur trouver un logement, nous pouvons tenter de leur assurer un couvert un peu décent. Mais si nous ne nous attaquons pas aux racines mêmes de ces problèmes, je pense que nous nous trouvons devant une situation qui ne peut qu'aller en grandissant, surtout devant l'augmentation des problèmes sociaux dans notre société et la complexité de plus en plus grande de ces problèmes sociaux.

Mon collègue des Affaires municipales a souligné tout à l'heure que, déjà, par l'entremise de mon ministère - et cela, depuis un bon nombre d'années - un appui financier est accordé à différents organismes qui, par leur action communautaire, contribuent à soulager la difficulté de ces personnes sans abri, que l'on parle des maisons d'hébergement pour les femmes victimes de violence, que l'on parle de maisons d'accueil pour les personnes itinérantes.

(16 heures)

Je suis très heureuse de rappeler à cet égard que dans le plan de désengorgement des urgences que nous avons mis en place, il y a un an, tant dans la région de Québec que de Montréal, il y avait une large part, enfin peut-être pas suffisante, mais il y avait une part importante pour les sans-abri. On savait fort bien que parmi les personnes qui se présentaient dans les salles d'urgence des hôpitaux, un grand nombre s'y retrouvaient parce que, précisément, elles étaient des sans-abri. On savait particulièrement que des femmes âgées ou encore des ex-psychiatisés, ne sachant où aller trouver refuge, se présentaient dans les salles d'urgence pour y passer la nuit. C'est dans ce sens-là que nous avons d'abord répondu à une demande pressante de la part des organismes bénévoles qui s'occupent des femmes alcooliques - je pense au centre Préfontaine - pour les pourvoir d'un montant annuel de 1 200 000 \$ précisément pour

accueillir ces femmes qui n'avaient pas de ressources, et non seulement les abriter, mais également leur donner les moyens de se réinsérer socialement et peut-être de pouvoir regarder vers l'avenir d'une façon plus positive.

À titre de ministre de la Santé et des Services sociaux, Mme la Présidente, il me fait plaisir de m'associer entièrement aux interventions gouvernementales qui s'inscrivent dans le cadre de cette année thématique des sans-abri. À cette fin, je peux assurer mes collègues que je collaborerai étroitement avec eux pour que, tous ensemble, nous puissions apporter une contribution significative à la résolution au moins d'une partie de ces problèmes. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux. Mme la députée de Chicoutimi.

Mme Jeanne L. Blackburn

Mme Blackburn: Merci, Mme la Présidente. Il me fait plaisir de m'associer à la motion non annoncée concernant les sans-abri. Cependant, vous me permettrez d'être un peu critique par rapport au programme qui a été déposé aujourd'hui par le ministre de l'Habitation, à titre de ministre responsable de l'Année internationale du logement des sans-abri.

Informés depuis plus d'une année que l'année 1987 serait l'année des sans-abri, on a nommé un ministre responsable le 23 janvier dernier et ce n'est que trois mois plus tard qu'il nous annonce un programme qu'on aurait voulu plus élaboré, plus concret et, évidemment, touchant d'autres volets que la question des sans-abri. La question qui se pose devant le document qui a été rendu public aujourd'hui par le ministre des Affaires municipales, c'est: Y a-t-il une réelle volonté gouvernementale de faire de l'année 1987 l'Année internationale du logement des sans-abri dans le sens où s'exprimerait une volonté gouvernementale d'ajouter des budgets importants pour pallier à ce problème des sans-abri et, en même temps, de prévoir une politique beaucoup plus globale, comme le disait tout à l'heure la ministre de la Santé et des Services sociaux, couvrant d'autres secteurs qui touchent à la pauvreté de façon générale?

À Montréal, s'il y avait une véritable volonté gouvernementale, on aurait vu les choses se mettre en place beaucoup plus rapidement. À Montréal, moins de six mois après son élection, le maire Doré a réussi non seulement à former un comité, mais à se donner une politique assez complète et assez intéressante dans laquelle il a investi des sommes importantes pour pallier au problème des sans-abri.

Y a-t-il une volonté gouvernementale? Vous savez, en lisant le communiqué qui a été émis par le ministre des Affaires municipales, responsable de l'Habitation, on retrouve des propositions, des projets, des hypothèses je dirais. Ce que le gouvernement nous dit: c'est qu'il y aura un fonds spécial de 2 500 000 \$. Si j'ai bien compris le communiqué de presse, seulement 75 % de cette somme seraient effectivement dépensés par le gouvernement du Québec. La même chose pour ce qui est de la Société d'habitation du Québec: c'est le quart des 13 000 000 \$ que le gouvernement consent à l'habitation pour l'année des sans-abri.

Par ailleurs, il utilise un peu partout dans son communiqué... En parlant, par exemple, de la Société d'habitation du Québec, on dit: Les coûts de réalisation de ces projets pourraient atteindre 13 000 000 \$. On parle également de l'implication au sujet de l'aide financière apportée au logement - le ministre Bourbeau en a également fait part - de plusieurs autres ministères ou organismes gouvernementaux, sauf qu'on n'a rien là-dessus encore. Par ailleurs, on peut continuer. Tout le communiqué est dans les mêmes termes vagues et imprécis. Le ministère de la Santé et des Services sociaux évaluera aussi l'opportunité. Ce n'est pas un programme très clair, très précis et très concis lorsqu'il s'agit d'adopter une motion sur une politique concernant l'Année internationale des sans-abri. On dit également: Finalement, le MSSS, toujours le ministère de la Santé et des Services sociaux, envisage de développer des services d'urgence sociale. On envisage, on étudie, on examine, mais pour le moment, ce qui a été annoncé ce matin, ce n'est rien de très concret. On est en droit de se demander s'il y a une réelle volonté gouvernementale d'accorder l'attention, l'intérêt et les budgets que nécessiterait un thème aussi important et une situation aussi importante pour ne pas dire dramatique que celle des sans-abri au Québec.

Non seulement, il n'y a pas d'actions concrètes dans le programme qui a été déposé ce matin, ce que le ministre a appelé son plan d'intervention, mais encore, les décisions qui ont été prises par ce gouvernement ont pour effet d'accroître la pauvreté.

Aux jeunes assistés sociaux à qui on avait promis la parité de l'aide sociale, on a plutôt donné la non-indexation trimestrielle, ce qui a représenté pour les assistés sociaux, pris dans leur ensemble, une coupure effective de 31 000 000 \$. Par ailleurs, au moment où on a modifié à la baisse les barèmes d'aide sociale, on est allé chercher toujours chez les assistés sociaux, les plus démunis de la société, je le rappelle, 11 400 000 \$. Quand on sait que l'aide sociale - je ne parle pas pour les moins de 30 ans - pour les plus de 30 ans, à moins

que ce soit ceux de moins de 30 ans qui aient charge de famille, mais ceux qui... Je ne parle pas de ceux qui sont à 170 \$ par mois. Je parle des autres. L'aide sociale représente 60 % à 70 % de ce qui est estimé être le seuil de la pauvreté, selon Statistique Canada. C'est chez ces personnes qu'on trouve le moyen d'aller couper.

D'autres mesures ont eu pour effet d'appauvrir les plus pauvres au Québec. Je pense aux étudiants qui sont bénéficiaires de l'aide sociale. Ce sont les étudiants les plus démunis. C'est connu. C'est pour cela qu'on a établi un régime d'aide financière pour les étudiants. Cette année et l'année prochaine, c'est 24 000 000 \$ additionnels d'endettement pour les étudiants les plus démunis de la société. Sur trois ans - si le gouvernement reste au pouvoir trois ans et s'il ne passe pas aux élections un peu plus tôt comme il l'a fait dans les mandats précédents - cela représentera un endettement additionnel des étudiants de 72 000 000 \$. C'est évidemment à condition qu'on ne connaisse pas une augmentation des clientèles étudiantes dans nos cégeps et dans nos universités.

Le gouvernement disait qu'on devrait augmenter l'employabilité pour les jeunes afin de faciliter leur accès au marché du travail et, particulièrement, pour les assistés sociaux. Tout récemment, le ministre de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu a mis à la porte une cinquantaine de fonctionnaires chargés de donner des services aux jeunes dans le cadre du programme Stages en milieu de travail.

Une voix: C'est cela.

Mme Blackburn: Pourtant, ces fonctionnaires avaient pour tâche de voir justement à ce qu'il n'y ait pas d'abus de la part des employeurs à l'égard des assistés sociaux et de voir ainsi à ce que le stage serve avant tout au jeune assisté social plutôt qu'à l'entreprise à titre de "cheap labour".

En campagne électorale, le Parti libéral s'était engagé à venir en aide aux organismes bénévoles, aux organismes communautaires qui avaient été mis en place avec les personnes et par les personnes dans le milieu. On connaît la décision du dernier budget 1986-1987. C'est un gel du budget pour les maisons de jeunes et les maisons d'hébergement. Un gel de budget, cela veut dire 4 % de coupures. On ne peut pas l'interpréter autrement. Une décision comme cela vient geler également le salaire des employés de ces maisons d'hébergement et de ces maisons d'accueil.

(16 h 10)

L'an dernier, pour l'année financière qui se termine aujourd'hui, 161 maisons demandaient de l'aide financière au ministère

de la Santé et des Services sociaux dans le cadre du programme de soutien aux organismes bénévoles; 44 d'entre elles n'ont pu obtenir de soutien financier. Cela a eu pour conséquence la fermeture de la plupart d'entre elles. On n'a pas augmenté les services, on les a diminués et on touche encore les plus démunis de la société.

La même chose s'est produite avec les maisons d'hébergement. Il y a eu 25 demandes adressées à la ministre de la Santé et des Services sociaux et seulement 12 maisons d'hébergement ont été financées. On sait à quel taux elles sont financées: à un taux minimal qui laisse les employés de ces maisons au seuil de la pauvreté, au salaire minimum et sans indexation de leur salaire au coût de la vie.

Vous savez, il serait peut-être important qu'on se rappelle ce qu'est le portrait type du pauvre d'aujourd'hui à Montréal. C'est un enfant qui est élevé par une femme qui n'a pas terminé sa huitième année, qui est dans une famille monoparentale francophone habitant le centre-ville ou le centre sud de Montréal, tout près du pont Jacques-Cartier. C'est cela, le portrait type du pauvre à Montréal. Parler de la situation des sans-abri, d'un programme d'aide aux sans-abri sans s'attaquer au problème fondamental de la pauvreté, sans avoir une vision plus intégrée, plus d'ensemble des différentes actions qui pourraient amener les personnes à mieux s'organiser pour éviter cet écueil, cette situation des mal logés... Il faut agir sur la pauvreté et non pas exclusivement sur l'habitation.

Je dirais que les problèmes de logement des sans-abri ne sont que la manifestation ultime d'une situation de pauvreté et de dénuement. Bien que la volonté de venir en aide aux sans-abri par le biais de programmes d'aide à la construction ou au logement par un fonds spécial pour établir des services d'aide aux sans-abri soit intéressante, on ne s'attaque pas à la source du problème qui en est un de pauvreté. Au Québec, depuis que le gouvernement du Parti libéral est au pouvoir, les pauvres sont de plus en plus pauvres et, évidemment, comme l'argent va quelque part, les riches sont de plus en plus riches et se partagent une part de plus en plus importante des richesses.

À l'occasion de l'Année internationale de la jeunesse, qu'on peut comparer à l'Année internationale des sans-abri, le gouvernement du Parti québécois avait lancé un programme spécialement destiné aux jeunes. On avait prévu investir 9 400 000 \$ pour toutes sortes de projets destinés aux jeunes afin de faciliter leur intégration sur le marché du travail, leur intégration sociale et leur ouverture sur le monde. On avait investi 9 400 000 \$. Au total, pour le projet qui nous est présenté ici aujourd'hui, le

ministre responsable de l'Année internationale du logement des sans-abri aura investi dans le fonds spécial environ 625 000 \$ et environ 3 200 000 \$ pour l'habitation. C'est fort peu et cela me semble exprimer une volonté plutôt faible de trouver des solutions réelles aux problèmes des sans-abri.

Toujours à l'occasion de l'Année internationale de la jeunesse, le gouvernement du Parti québécois avait investi environ 180 000 000 \$ dans le programme Option-Déclic. On connaît le discours de l'Opposition d'alors qui a dénoncé avec la dernière vigueur ce programme et qui, depuis qu'elle est au pouvoir, n'a pas trouvé mieux que de maintenir quelques-uns de ces programmes et d'abolir un certain nombre de services destinés aux jeunes, décisions qui ont comme effet d'appauvrir les plus pauvres.

Mme la Présidente, bien qu'étant tout à fait favorable au fait que l'Assemblée nationale décrète l'année 1987 Année internationale du logement des sans-abri, j'espère que dans les prochaines semaines - pas dans la prochaine année ni dans les prochains mois - le gouvernement mettra effectivement sur la table un plan d'action beaucoup plus concret et beaucoup plus complet qui viendra à la fois s'attaquer au problème des sans-abri, au problème de la pauvreté et à celui des plus démunis au Québec. Je vous remercie.

La Vice-Présidente: Merci, Mme la députée de Chicoutimi.

M. le député de Sainte-Marie.

M. Michel Laporte

M. Laporte: Merci, Mme la Présidente. C'est avec émotion que je participe cet après-midi à cette motion pour proclamer l'année 1987 l'Année internationale du logement des sans-abri et ainsi participer au dévoilement du plan d'action que notre gouvernement compte entreprendre en cette année internationale.

En tout premier lieu, mes paroles s'adresseront aux intervenants préoccupés par la situation des itinérants et des itinérantes de Montréal. Leurs préoccupations, que je fais miennes, sont à un haut degré de la motivation qui les anime pour rendre seulement plus vivable la vie de ces individus.

L'automne dernier, j'ai eu l'occasion d'aller visiter, avec la ministre de la Santé et des Services sociaux, le centre Préfontaine situé dans le comté de Sainte-Marie qui a su développer au fil des années une expertise au niveau des itinérants et donner à cette clientèle certains outils leur permettant de se prendre en charge et de pouvoir se libérer par eux-mêmes.

Comme on le sait et comme la ministre de la Santé et des Services sociaux

l'a souligné tantôt, en 1986 avait lieu le dévoilement d'un premier pas dans le sens de donner plus spécialement aux itinérants un centre, des espaces et des lits pour leur venir en aide. Je crois que cela a permis à cette partie de la clientèle qui était oubliée jusqu'à présent de jouir de façon spéciale d'un peu plus d'espaces et de compréhension.

En janvier dernier, j'ai vécu une autre expérience très bénéfique qui m'a surtout permis de mieux saisir et de mieux cerner toute la problématique des itinérants et des itinérantes. J'ai eu l'occasion, avec l'organisme qui s'appelle Villa express pour toi, de passer une journée complète dans ce qu'on appelle une journée dans la vie des itinérants, avec deux travailleurs sociaux impliqués depuis plus de cinq ans dans ce type d'activité et surtout dans ce type de démarche. Je crois que ce qui ressort principalement de cette rencontre et de ces expériences que j'ai vécues ces derniers temps, c'est qu'il est important de ne pas céder à l'improvisation dans ce type de démarche et surtout de bien cerner la problématique qui anime les itinérants et les itinérantes.

Des besoins réels sont là. Je pense que chacun de nous en est fort conscient et on peut le constater. Il est impérieux cependant qu'une coordination entre les différents ministères impliqués soit établie et c'est ce qui a lieu actuellement.

La chambre ou le logis d'un itinérant, ses conditions d'habitation sont une chose, mais sans un support et un suivi de ce type d'habitation, on n'apporterait qu'une panacée. L'expérience et l'expertise vécues par les gens de Villa express pour toi m'ont fait ressortir cette importance d'assurer une coordination pas simplement au niveau de l'habitation mais aussi au niveau social.

Je me réjouis donc du projet annoncé de 13 500 000 \$ en habitation pour ce type de clientèle ainsi que des 2 500 000 \$ que le gouvernement décernera afin de donner une aide ponctuelle au niveau de certains matériaux dont des organismes comme ceux que j'ai cités pourront bénéficier pour leur venir en aide.

Je crois que cet apport et cette contribution soulageront cette couche de la population qui comprend effectivement les plus démunis. Il faut comprendre ces itinérants et ces itinérantes et non les juger. Il ne faut pas se donner bonne conscience en remettant 0,25 \$ quand on les rencontre mais voir à leur donner des moyens de s'en sortir. À ce titre et, de mémoire, je pense que c'est le premier plan qui est présenté par le gouvernement du Québec en ce qui concerne cette clientèle spécifique et on ne doit que se réjouir de cette amorce et de cette volonté d'assurer un support réel et matériel aux itinérants et itinérantes, tout comme d'ailleurs l'ont fait plusieurs

organismes de notre comté. Je pense entre autres à certains intervenants du CLSC centre-sud qui, par le biais du projet centre-ville, offre présentement un système coordonné de ce type.

On ne doit donc que souligner plus précisément l'action qui est entreprise, les efforts qui y sont consacrés et la continuité que nous allons y donner. Je vous remercie de votre attention, Mme la Présidente et au plaisir effectivement qu'on puisse, avec les différents organismes concernés, donner tout l'effort et la volonté qu'on doit y mettre. Merci.

(16 h 20)

La Vice-Présidente: Merci, M. le député de Sainte-Marie. Mme la députée de Marie-Victorin.

Mme Cécile Vermette

Mme Vermette: Oui, Mme la Présidente. Il me fait plaisir de me joindre à mes collègues pour souligner l'Année internationale du logement des sans-abri. Effectivement, il est fort heureux qu'on soulève la problématique que doivent vivre ou assumer chaque jour les sans-abri, parce qu'on sait toutes les affres de la vie que doivent subir ces personnes pour de multiples raisons et qu'elles sont très souvent victimes de leur condition sociale.

Effectivement, le problème des sans-abri déborde évidemment le problème du logement, puisqu'il fait appel directement aux réalités du tissu social de notre société. J'aurais aimé me réjouir aussi facilement que les gens du gouvernement, de l'autre côté, face à la déclaration du ministre en ce qui concerne son plan de développement qui touche les sans-abri. Mais quelles sont les sommes réelles au-delà de toute illusion, au-delà des jeux de miroirs que le gouvernement veut bien laisser refléter à la société, quelles sont les sommes réelles dépensées et qui seront dépensées pour répondre aux besoins des sans-abri et à leur problématique et à l'ensemble de leurs attentes? Pas beaucoup, Mme la Présidente. 75 % viennent du gouvernement fédéral, en ce qui concerne les organismes communautaires qui s'occupent d'hébergement, 55 000 \$ déjà au crédit et, en ce qui concerne les organismes communautaires, on dit qu'on évaluera aussi l'opportunité de nouvelles initiatives.

Pendant plus de cinq minutes, mon collègue de Laporte, du côté gouvernemental, n'a pas arrêté de louer l'effort tangible et de faire la reconnaissance des groupes communautaires, alors qu'on se demande s'il faudra regarder et envisager le développement, finalement l'opportunité de nouvelles initiatives telles que la présence dans les rues de travailleurs attachés à des organismes sans but lucratif et qui orientent les personnes ayant de graves problèmes vers

des organismes communautaires ou des établissements du réseau. Nous les connaissons, les organismes communautaires. Lors de la Journée des bénévoles, hier, Mme la ministre elle-même en faisait grand état et louanges et leur donnait justement la part qui leur revient dans de telles occasions, c'est-à-dire d'être une ressource inestimable. Sans cette ressource, bien des sans-abri ne pourraient survivre et on ne pourrait répondre à tous les besoins de notre société, puisque le réseau lui-même ne peut justement faire face aux multiples besoins dans le domaine social.

Aujourd'hui, par ce même communiqué, alors qu'on voudrait bien laisser croire à la population que le gouvernement, dans cette année spéciale des sans-abri, fait un effort plus que louable, ce même gouvernement est à peine capable de dénouer les cordons de la bourse et à peine capable d'allouer d'une façon tangible des montants d'argent qui répondraient à des besoins cruciaux à l'heure actuelle, ceux que doivent vivre chaque jour ces mêmes personnes, les sans-abri.

Qu'en est-il d'une politique adéquate de financement? Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux est bien au courant. Plein de cris d'alarme à son bureau en ce qui concerne les organismes communautaires! Ils sont fatigués, ils sont étouffés, leur principale activité est de trouver de l'argent et du financement pour faire fonctionner leurs organismes, alors que leur préoccupation la plus tangible est de donner une action concrète et directe à tous ces gens qui sont dans le besoin.

Mais ces pauvres personnes, ces bénévoles que l'on loue d'une façon verbale mais à qui on ne donne jamais une reconnaissance purement financière, ces mêmes bénévoles aujourd'hui s'attendaient à beaucoup plus que de se faire dire qu'on évaluera l'opportunité de nouvelles initiatives. Je pense qu'elles s'attendaient d'une façon concrète à ce qu'on leur apporte un soutien financier qui leur permette de survivre et qu'on ne remette pas en question leur action d'année en année.

Ces mêmes organismes demandaient une politique adéquate de financement. Il n'en est même rien, dans une année plus spécifique que les autres, dans une année où on reconnaît justement nos sans-abri, toute la problématique et les besoins inestimables pour ces gens. Non, rien. On sait très bien à quel point est importante la prévention dans ce domaine, car si on n'est pas capable aujourd'hui de répondre à ces besoins, demain nous aurons une facture beaucoup plus élevée que ce que nous pouvons avoir à l'heure actuelle. Sur le plan social, c'est une jeunesse qui se dégrade, ce sont des pauvres qui deviennent de plus en plus pauvres, ce sont des gens qui deviennent de plus en plus malades et ce sont des gens qui de plus en

plus demeurent dans le soutien et dans la dépendance.

Il faut reconnaître nos organismes communautaires, j'en suis. Plus qu'une reconnaissance verbale, une reconnaissance financière leur est essentielle et le plus rapidement possible car, nos bénévoles sont en train de s'asphyxier dans le travail qu'on leur demande de plus en plus. Ce sont des gens qui ont appris à s'adapter aux dures réalités du milieu, qui ont appris à s'ajuster en fonction des disparités régionales et ce sont des gens qui, au cours de leurs années d'existence, ont appris à tirer une expertise considérable des réels besoins du milieu. Aujourd'hui, on voudrait les récupérer et ce serait aux institutions à leur dicter leur conduite et leur action. Ils peuvent tout simplement perdre leur financement s'ils ne répondent pas aux attentes, s'ils n'orientent pas leur action justement là où on le veut.

Lorsqu'on agit de cette façon, on brime la liberté des groupes communautaires. Ce n'est pas de cette façon que nous pouvons revaloriser le bénévolat et l'action que nous voulons entreprendre à l'intérieur de notre société pour favoriser de plus en plus le rayonnement des groupes communautaires qui, eux, ont su bien avant l'Année internationale des sans-abri, s'ajuster à la problématique, répondre aux besoins du milieu. Ils ont cette flexibilité de pouvoir justement, selon les périodes de crise et les problématiques particulières de chaque individu, de tous et chacune qui doivent vivre un problème de pauvreté, s'ajuster en conséquence et de trouver une ressource qui est la plus adéquate pour répondre aux besoins de cette personne ou de cet individu.

J'ose espérer qu'au-delà des vœux pieux et au-delà d'une politique de planification pour l'Année internationale du logement des sans-abri, il y aura plus que des mots, mais qu'on pourra aussi y trouver du financement nécessaire afin de faire de l'Année internationale des sans-abri une année exceptionnelle. Il faut arrêter de faire des politiques de bouts de ligne, plutôt de répondre aux vrais problèmes concrets que vivent les gens de notre société. Mme la Présidente, je vous remercie.

La Vice-Présidente: Merci, Mme la députée de Marie-Victorin. M. le député de Taschereau.

M. Jean Leclerc

M. Leclerc: Merci. Je voudrais d'abord déplorer qu'outre le ministre des Affaires municipales et le critique officiel, les intervenants supplémentaires devaient se limiter à trois ou quatre minutes. Vous conviendrez avec moi que la députée de Chicoutimi et la députée de Marie-Victorin ont dépassé de loin cette entente. Je trouve

un peu étrange aussi que le chef de l'Opposition et la députée de Chicoutimi reprochent au ministre responsable de l'Année internationale du logement des sans-abri d'avoir tardé à rendre public son plan d'action. Je dois rappeler au chef de l'Opposition ainsi qu'à la députée de Chicoutimi que le ministre était prêt il y a plusieurs semaines à faire connaître sa position à l'Assemblée nationale. Mais, il n'a pu le faire car l'Opposition officielle lui a refusé son consentement, puisqu'il faut le consentement des deux côtés de la Chambre pour présenter une motion. Le chef de l'Opposition, le critique officiel en la matière pour l'Opposition, à ce moment, était, pour des raisons partisans, à l'extérieur de la Chambre, le chef de l'Opposition était itinérant, comme il en a parfois l'habitude. Par conséquent, je trouve très malvenus les reproches de l'Opposition quant au moment où le ministre responsable de l'Habitation a décidé d'annoncer son plan d'action.

(16 h 30)

Mme la Présidente, cette Année internationale du logement des sans-abri est une occasion de prendre conscience qu'une partie de la population du globe, de notre pays, de notre province, de notre ville, n'est pas convenablement logée. Bien sûr, la situation est pire qu'ici dans plusieurs pays, mais notre société doit investir des sommes pour améliorer le sort des mal logés et des itinérants. Nous devons également, tous et chacun, faire notre examen de conscience pour faire en sorte que s'estompent les préjugés que nous avons parfois envers certains de nos concitoyens.

Comme député d'un comté où la problématique des sans-abri est particulièrement sérieuse, je suis heureux de l'annonce du ministre des Affaires municipales, responsable de l'Habitation; 13 000 000 \$ pour de nouvelles unités d'habitation ciblées sur la clientèle des sans-abri et des mal logés, 2 500 000 \$ pour les organismes d'aide déjà existants et pour appuyer les recommandations des comités ad hoc, notamment celui de Montréal et celui de Québec, qui devraient être présentées en septembre. Enfin, 50 000 \$ pour des projets spéciaux.

Cette année spécialement dédiée aux sans-abri nous donne aussi l'occasion de reconnaître le travail inlassable qu'une foule d'organismes et d'individus ont fait dans l'ombre depuis plusieurs années. Je voudrais donc souligner le travail des organismes de mon comté qui, bien avant cette année, ont été sensibles aux besoins des sans-abri: L'Auberivière, la maison Revivre, l'Armée du salut, la soupe populaire des soeurs de la Charité qui, d'ailleurs, est offerte à la population depuis près de 80 ans. Il y a aussi M. Luc-André Godbout, que l'on surnomme le

ramoneur des pauvres, qui, depuis plus de 30 ans, s'occupe de réparer les annexes à l'huile des gens mal logés. Voilà des oeuvres remarquables.

Donc, que cette année des sans-abri nous permette de reconnaître le travail des hommes et des femmes qui, la plupart du temps de façon bénévole, se dévouent auprès des gens dans le besoin en les respectant dans toute leur dignité d'être humain. Que cette année des sans-abri nous permette de soulager, par des sommes supplémentaires, le quotidien de ces hommes et de ces femmes dans le besoin, mais, surtout, que cette année des sans-abri nous fasse prendre conscience de la responsabilité qu'a chacun d'entre nous de rendre possible la réinsertion sociale de nos concitoyens et concitoyennes sans abri. Merci, Mme la Présidente.

Des voix: Bravo! Bravo!

La Vice-Présidente: Merci, M. le député de Taschereau. Avant de reconnaître d'autres intervenants, j'aimerais dire à cette Chambre qu'il n'y a pas de limite de temps pour les intervenants. En vertu de notre règlement, le temps de parole est de 20 minutes, et s'il n'y a pas de consentement de cette Assemblée pour limiter le temps de parole des intervenants, je dois respecter le règlement. Cette remarque étant faite, je suis prête à reconnaître le prochain intervenant, M. le député de Shefford.

M. Roger Paré

M. Paré: Merci, Mme la Présidente. Je dois dire que je trouve un peu normal qu'on prenne plus de deux ou trois minutes pour parler d'une partie de notre société qui comprend les plus mal pris, soit les sans-abri. Qu'il y ait une motion ici aujourd'hui, dans le cadre de la semaine du bénévolat, je trouve cela bien, mais, par contre, qu'on dépose aujourd'hui, le 30 avril 1987, une politique québécoise pour les sans-abri, je trouve cela plutôt scandaleux. Ma première réaction a été de dire: Enfin! C'est impensable qu'une politique dans le cadre de l'Année internationale du logement des sans-abri, 1987, nous arrive presque le 1er mai, alors qu'il y a déjà quatre mois de passés dans l'année.

On peut faire des comparaisons. Au Canada, l'an dernier, on a fait une tournée pour aller voir ce qui se passait sur place et discuter avec les gens concernés de ce que pourrait être une véritable politique pour les sans-abri. On ne peut pas dire: Oui, mais nous, ça fait seulement quinze ou seize mois qu'on est en poste. Il ne faut pas oublier que le conseil municipal de Montréal, le RCM, est là depuis à peine quelques mois et, parce qu'il avait une véritable préoccupation d'aider les plus démunis, il a déjà mis sur

pied un comité qui a fait la tournée des quartiers à Montréal, qui a consulté les gens et qui a déjà remis un rapport qui nous arrive avec des recommandations précises. Le conseiller municipal responsable à Montréal a le dossier depuis le 13 avril, qu'il garde sur le coin de son bureau en attendant la politique provinciale, la politique québécoise.

Donc, ce gouvernement n'a rien fait l'an passé. Il retarde de quatre mois cette année la mise en place de cette politique et a même retardé la mise en place du programme montréalais qui est prêt avec des recommandations précises. Donc, la politique nous arrive trop tard ou très tard, en tout cas. Il y a trop peu là-dedans et c'est insuffisant et c'est sans consultation. Le ministre aurait pu au moins se fonder sur ce rapport de la ville de Montréal, qui est public, qui est très bien fait, dans lequel on retrouve beaucoup d'informations, mais, surtout, des recommandations précises, des recommandations applicables, des recommandations qui sont fondées sur la réalité et à la suite de consultations, ce qui n'est pas arrivé avec le programme qui nous est présenté aujourd'hui. C'est sans consultation et c'est insuffisant. C'est surtout cela, je pense, qu'il faut faire ressortir.

C'est impensable qu'au Québec, en 1987, il y ait au-dessus de 10 000 citoyens et citoyennes, seulement à Montréal, qui sont considérés comme des itinérants, qui n'ont pas d'adresse, qui ont un avenir incertain, pas pour l'an prochain, pour ce soir où ils vont coucher. C'est inacceptable dans un société riche comme celle du Québec. On est un pays riche, et on accepte qu'il y ait 10 000 personnes, à Montréal seulement, qui ne savent pas où coucher et qui n'ont pas d'argent pour manger. On attend quatre mois avant de présenter cela dans le cadre de l'Année internationale des sans-abri qui commençait le 1er janvier 1987. Si on n'accepte pas cela et si on reconnaît que c'est une priorité gouvernementale, on se dépêche à présenter un plan. Il est trop tard maintenant pour se dépêcher, on l'amène maintenant. Au moins, si c'était suffisant.

Nous, quand nous étions au pouvoir, nous avons consacré 9 400 000 \$ pour l'Année internationale de la jeunesse. C'est important, la jeunesse, je le reconnais, mais est-ce que les sans-abri, ce n'est pas aussi très important? Et, pourtant, en argent neuf, 2 500 000 \$, alors que le gouvernement municipal seulement réclame, des deux gouvernements, 10 000 000 \$ cette année pour mettre en place son programme d'aide aux sans-abri, parce qu'il y a urgence, parce que ces gens-là, cela n'a pas de bon sens qu'ils vivent dehors. Un programme réaliste et réalisable de 10 000 000 \$, et le gouvernement accorde seulement 2 500 000 \$ d'argent neuf. On dit, par contre: On va

investir dans les organismes sans but lucratif pour les chambres. Ce n'est rien de neuf. Déjà, au mois de mars, on retrouvait dans la description générale, des appels de propositions pour les coopératives et les organismes sans but lucratif dans le domaine du logement un paragraphe qui disait: Par ailleurs, les projets destinés aux logements spéciaux ou à des logements destinés aux sans-abri feront l'objet d'un autre appel d'offres. Ce n'est pas nouveau, c'est dans le programme.

De plus, dans le communiqué fédéral qui est plus clair, on dit en toutes lettres: Pour les budgets encore disponibles dans les programmes de logement sans but lucratif, on prend l'argent à même les budgets déjà déposés. Ce n'est pas de l'argent neuf pour l'habitation, on le prend à même les crédits déjà déposés. Donc, on ne donne pas d'argent neuf, on le prend à même les budgets qui sont là. Est-ce qu'on va aider beaucoup? Il ne faut pas oublier quelque chose. Cet argent, on le prend déjà sur de l'argent qui était censé être consacré aux plus démunis de la société. Le ministre l'a reconnu, cette année, le logement social vise spécialement les plus démunis. Il a déposé des budgets le mois dernier en disant: C'est un budget pour les plus démunis. Aujourd'hui, il nous dit! On va le prendre à même ces budgets pour les plus démunis et on va le donner pour les sans-abri. Quel en est l'effet? Est-ce que cela aide les plus démunis? Non. Une partie de l'argent pour les plus démunis consacré aux sans-abri. Cela veut dire qu'on va moins aider les plus démunis. Cela risque de devenir d'autres personnes sans abri. Surtout avec les gestes qui ont été posés par le gouvernement libéral depuis un an et demi: coupures dans les maisons de jeunes, dans les maisons d'hébergement de femmes. En plus, on charge des taxes d'affaires aux organismes bénévoles qui aident ces gens-là. Qu'est-ce qui arrive? Il y a moins de gens pour aider. Il arrive que les gens sont de plus en plus démunis. On risque d'avoir davantage de sans-abri, c'est inacceptable. (16 h 40)

Oui, cela prend une politique, oui, cela prend un programme d'aide pour les sans-abri, mais un véritable programme d'aide, pas quelque chose comme cela, pas quelque chose qu'on a enlevé aux plus démunis pour donner aux sans-abri, pas quelque chose qui nous apporte seulement 2 500 000 \$. Le ministre a dit en conférence de presse: pour des poêles, des frigidaires et des accessoires. Ce n'est pas cela que ça prend. Quand on a une volonté déterminée et définie d'aider les plus mal pris de la société, les sans-abri, on pose des gestes concrets et les gestes qu'on doit poser, on les retrouve dans les recommandations du comité de la ville de Montréal. C'est, entre autres, d'aider les groupes bénévoles, les maisons de jeunes afin

que ces jeunes, qu'on va aider par l'entremise des maisons de jeunes, ne se retrouvent pas sans abri parce qu'on ne les aura pas aidés au moment opportun par des moyens qui coûtent moins cher, c'est-à-dire l'aide aux organismes bénévoles.

Je vais conclure là-dessus même si on pourrait parler longuement sur les sans-abri parce que c'est une situation inacceptable. Ce que je veux faire, c'est une demande pressante au ministre pour faire en sorte que le projet qu'il dépose aujourd'hui se réalise rapidement, mais qu'on y ajoute des choses. Quand on le lit, il y a des choses qui sont inacceptables. Premièrement, on lit: Le ministère de la Santé et des Services sociaux évaluera. Cela veut dire qu'on ne sait même pas où on s'en va. Plusieurs moyens de communication seront utilisés. Ce n'est pas défini non plus. Une réflexion sera également amorcée. On est en train de nous dire qu'il y a de l'argent et que, là, il n'y en a pas beaucoup; on va le transférer. Mais on n'a pas de politique, on n'a pas de recommandations définies. On va évaluer. On va regarder.

Je vous demande, M. le ministre, de consulter les gens qui sont impliqués, concernés, entre autres les gens de la ville de Montréal, là où l'on retrouve plus de 10 000 itinérants et itinérantes, d'essayer de mettre en place les recommandations qui sont formulées là-dedans. Consultez, M. le ministre, cela ne coûte pas cher et c'est la meilleure façon de répondre aux véritables besoins. La ville de Montréal a fait une véritable enquête. C'est important l'Année internationale du logement des sans-abri, mais il ne faut pas que ce soit simplement un beau discours aujourd'hui. Il faut que ce soit le début d'une préoccupation constante pour aider ces gens-là. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, M. le député de Shefford.

M. le ministre des Affaires municipales et responsable de l'Habitation, en réplique.

M. André Bourbeau (réplique)

M. Bourbeau: Oui, Mme la Présidente. Quelques mots seulement. J'avais espéré des félicitations de la part de l'Opposition et je suis un peu déçu de voir que tout ce qu'ils ont à dire, ce sont des critiques par rapport à un plan d'action très concret que nous venons de proposer à la population du Québec. Je rappelle, Mme la Présidente, que contrairement à ce qu'a dit l'Opposition, ce ne sont pas des vœux pieux que nous avons proposés. Ce sont des gestes concrets, des sommes d'argent sur la table: par exemple, 13 000 000 \$ de construction, de recyclage, qui vont aller à l'habitation dans tout le Québec pour les sans-abri, pour les mal

logés. Une somme de 2 500 000 \$ - ce ne sont pas des mots en l'air ou des vœux pieux - c'est une somme d'argent concrète qui sera mise à la disposition des organismes sans but lucratif pour l'achat de matériel et d'équipement, des choses concrètes. On nous met sur la table que la ville de Montréal, récemment, a formé un comité qui a fait une étude et des recommandations et on cite des recommandations d'un comité comme étant des gestes concrets. Or, sans vouloir, d'aucune façon, critiquer la ville de Montréal, je dois simplement remettre les choses à leur place et dire que la ville de Montréal, à notre connaissance, n'a pas encore pris position sur le sujet et qu'elle a reçu un rapport qu'elle n'a pas encore accepté et sur lequel elle n'a annoncé aucune décision encore. Je dirai à l'Opposition de retourner faire des vérifications et de ne pas tenter de faire la morale au gouvernement en comparant ce dernier à la ville de Montréal. Le gouvernement vient de se prononcer, d'annoncer des mesures concrètes, de l'argent sur la table, et je pense que c'est une décision qui vaut la peine d'être reconnue.

Une fois de plus, comme je viens de le dire, le gouvernement du Québec a pris ses responsabilités devant une réalité québécoise. Il ne fallait pas improviser, comme trop souvent l'Opposition l'a fait dans le passé, mais analyser dans son ensemble le dossier et non pas à la pièce. Je l'ai dit et je le répète, les actions que le gouvernement libéral a décidé de mettre de l'avant sont concrètes et apporteront des résultats concrets aussi.

Des rapports d'étapes ont été prévus et un bilan de la participation québécoise à l'Année internationale du logement des sans-abri sera fait en temps et lieu. D'ici là, nous réaliserons les actions annoncées et d'autres pourront s'ajouter en collaboration avec les milieux directement concernés. Confiant que nous pourrions déposer en cette Chambre un bilan positif de nos interventions, j'ajouterai en terminant, Mme la Présidente, que je suis fier de l'engagement du gouvernement du Québec à l'égard des sans-abri. Merci.

Des voix: Bravo!

La Vice-Présidente: Merci M. le ministre des Affaires municipales et responsable de l'Habitation. Le débat étant clos, est-ce que la motion du ministre des Affaires municipales et responsable de l'Habitation et qui se lit comme suit: Que cette Assemblée reconnaisse l'année 1987 comme étant l'Année internationale du logement des sans-abri au Québec, est adoptée? Est-ce que c'est adopté?

M. Gendron: Adopté.

M. Lefebvre: Adopté.

La Vice-Présidente: Adopté. M. le leader adjoint du...

M. Lefebvre: Mme la Présidente...

La Vice-Présidente: À l'ordre, s'il vous plaît! M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: ...je vous inviterais à reconnaître maintenant le ministre délégué aux Forêts pour lui permettre de faire son intervention sur une motion soulignant la semaine de l'arbre.

La Vice-Présidente: M. le ministre délégué aux Forêts a une motion. M. le ministre délégué aux Forêts.

Semaine de l'arbre et des forêts

M. Côté (Rivière-du-Loup): Mme la Présidente, je propose que l'Assemblée nationale prenne acte et souligne la tenue de la Semaine de l'arbre et des forêts qui se déroulera du 3 au 9 mai 1987 sous la présidence d'honneur de M. Jean Perron bien connu dans le milieu forestier.

Des voix: Bravo!

La Vice-Présidente: Est-ce qu'il y a consentement pour débattre de cette motion?

M. Gendron: Consentement, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Consentement. M. le ministre délégué aux Forêts, est-ce que vous pourriez déposer votre motion?

M. Côté (Rivière-du-Loup): C'est fait.

La Vice-Présidente: C'est fait. M. le ministre délégué aux Forêts.

M. Albert Côté

M. Côté (Rivière-du-Loup): Mme la Présidente, qu'il me soit permis d'attirer l'attention de tous les Québécois et de toutes les Québécoises sur un événement majeur concernant le passé, le présent et l'avenir de toute notre société. Il s'agit bien sûr et, vous l'avez deviné, des forêts du Québec et de l'ensemble des richesses qu'elles contiennent et représentent pour toute la population.

Du 3 au 9 mai prochain, la Semaine de l'arbre et des forêts permettra une prise de conscience de tous et de toutes à l'égard de notre patrimoine providentiel que sont les forêts du Québec, forêts que l'on devra dorénavant protéger, cultiver et aménager correctement et scientifiquement.

Une multitude d'activités se dérouleront partout sur le territoire du Québec pour marquer l'importance de cette richesse qui est présente dans la vie de chaque Québécois et de chaque Québécoise. En effet, qu'on se souvienne seulement que la forêt avec ses 765 kilomètres carrés de superficie environ est notre première ressource naturelle, qu'elle génère des revenus en biens de plus de 9 000 000 000 \$, des exportations d'une valeur de 4 000 000 000 \$, près de 200 000 emplois, 2 000 000 000 \$ en salaires, ce qui en fait notre premier levier économique.

Il ne faut pas oublier non plus, Mme la Présidente, l'aspect récréatif de cette richesse. La forêt est en fait le premier lieu de récréation de notre population. On comprendra facilement que le thème de cette semaine, La forêt, des richesses pour tous, est approprié.

Qu'il me soit aussi permis, Mme la Présidente, de souligner la présence dans nos tribunes d'un grand nombre de représentants de tous les secteurs de l'activité forestière du Québec. Je salue plus particulièrement le président d'honneur de la Semaine de l'arbre et des forêts, M. Jean Perron, président de Normick-Perron.

Pour bien marquer l'importance de l'arbre dans la vie de chacun de nous, j'invite chacun et chacune des députés de cette Chambre et vous, Mme la Présidente, en particulier, à vous rendre dès l'ajournement de nos travaux parlementaires dans le sous-sol du hall central où je me ferai un plaisir, en compagnie de M. Jean Perron, de remettre à chacun et à chacune un chêne rouge ou un frêne rouge.

Une voix: Bravo!

M. Côté (Rivière-du-Loup): Je vous incite à le planter à la place la plus visible de votre comté, de manière que chaque citoyen et chaque citoyenne puissent le voir croître et grandir.

Mme la Présidente, je vous invite donc ainsi que tous mes collègues à passer au sous-sol du hall principal pour prendre possession de ce plant qui sera plus tard la fierté de la population dans chacun de nos comtés pour chacun de nous. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci M. le ministre délégué aux Forêts.

M. le député de Lavolette.
(16 h 50)

M. Jean-Pierre Jolivet

M. Jolivet: Merci, Mme la Présidente. Avec un peu de retard sur l'horaire, c'est avec beaucoup de plaisir que je m'associe, avec tous les membres de l'Opposition, au ministre délégué aux Forêts pour cette

motion qu'il a déposée à l'occasion de la Semaine de l'arbre qui, comme il le disait, va se tenir du 3 au 9 mai prochain, sous un thème important: La forêt, des richesses pour tous.

Cependant, il faut bien situer cette motion annuelle dans le contexte suivant. Depuis le 1er avril dernier, nous nous retrouvons avec une nouvelle politique forestière qui a fait l'objet de nombreux débats depuis plusieurs années. Je dois vous dire qu'ayant eu à travailler à un livre blanc sur la gestion de nos forêts appelé **Bâtir une forêt pour l'avenir** et déposé ici à l'Assemblée nationale, je suis très heureux de m'y associer aujourd'hui. Je dois aussi vous dire que, lors de l'étude de ce projet de loi, nous avons constaté avec beaucoup de plaisir que l'ensemble des principes de base de ce livre blanc était respecté.

Cependant, nous avons eu l'occasion de le dire et de le redire, nous ne sommes pas nécessairement d'accord avec l'ensemble des modalités d'application de ce nouveau régime forestier. Mon collègue de Duplessis, actuellement en convalescence, M. Denis Perron, porte-parole de notre parti politique en matière forestière, aurait sûrement aimé être ici cet après-midi pour répéter au ministre les propos qu'il a tenus lors de l'adoption du projet de loi 150, le 19 décembre dernier. Je dois vous dire aussi qu'il aurait aimé dire au ministre qu'il est important - on le répète depuis fort longtemps - de s'assurer que cette richesse forestière ait pour nos générations futures des apports importants au point de vue économique, non seulement quant à l'utilisation de la ressource forestière, mais aussi quant à l'utilisation de la ressource dans son ensemble, qu'elle soit faunique, récréative ou touristique. Il aurait aussi, dans le contexte d'aujourd'hui, beaucoup à dire sur la difficulté qui pourrait survenir dans les jours à venir lorsque le ministre, à l'encontre de sa politique forestière, aura l'intention d'aller chercher sur la Côte-Nord des bois qui serviront à la Côte-Sud. Je le mets cependant en garde contre cette tentative, aussi bien que contre celle d'aller chercher à l'île d'Anticosti des bois qui sont, d'une certaine façon, économiquement non rentables.

Le ministre vient de nous parler de l'utilisation de la forêt de façon multifonctionnelle. Je tiens, dans le contexte actuel, à lui rappeler qu'au Québec il faut absolument préserver des lieux non seulement utilisés à des fins industrielles, mais aussi à des fins autres, soit touristiques, récréatives et fauniques.

Dans ce même contexte, il faut aussi déplorer l'attitude du ministre délégué aux Forêts qui a refusé de discuter nombre d'amendements qu'il s'apprête déjà à apporter à cette loi. Il a même refusé de le

faire par l'intermédiaire du ministre de tutelle, le ministre de l'Énergie et des Ressources, lors de la discussion, ce soir, du rapport sur le projet de loi 102, Loi sur les terres du domaine public. Comme nous l'avons dit le 18 décembre dernier, nous sommes prêts à collaborer de façon très positive avec le ministre délégué aux Forêts s'il s'aperçoit qu'il doit corriger certains articles de la nouvelle politique forestière, mais nous rappelons qu'il ne doit pas chercher de faux-fuyants. D'ailleurs, nous sommes prêts à adopter immédiatement un amendement qui, contrairement à un décret du Conseil des ministres adopté au 1er avril dernier, le nommerait lui-même ministre responsable de la Loi sur les forêts à la place de son collègue, le ministre de l'Énergie et des Ressources, qui a une forme de responsabilité très importante.

Dans une large mesure, la nouvelle politique forestière reconnaît donc ce rôle multifonctionnel de la forêt. La forêt ne peut plus être considérée simplement comme une source de matière première pour l'industrie forestière. Elle contribue de façon essentielle au maintien de l'équilibre naturel par le rôle biologique qu'elle joue en tant qu'habitat faunique et par son action physique sur le sol, l'eau et l'air. La qualité de vie des Québécois en dépend donc puisque la forêt joue un rôle de plus en plus important dans nos loisirs. Elle représente une source de formation et d'initiation à la nature, que ce soit par les réserves écologiques, les centres d'interprétation de la nature ou les centres forestiers éducatifs. Ce nouveau régime forestier invite donc tous les Québécois et toutes les Québécoises, dès à présent, à bâtir une forêt pour l'avenir, capable non seulement de fournir la matière ligneuse nécessaire à notre industrie forestière, mais aussi de satisfaire l'ensemble des besoins d'une société écologiquement plus éveillée.

Comme le dit si justement le thème de la Semaine de l'arbre et des forêts, la forêt représente et présente des forêts pour tous. C'est un cri de ralliement qui, tout en étant très motivant, invite à un juste équilibre entre le développement industriel sans réserve et la protection de l'environnement.

À l'occasion de cette motion je me joins aussi au ministre et au président d'honneur de cette semaine, le président de Normick-Perron, M. Jean Perron. J'oserais peut-être même faire une farce ici, tout en étant humoristique comme je le suis, en disant qu'on serait peut-être capable, M. Perron et moi, d'unir nos voix à des chansons sur la forêt et à participer à de nombreuses activités organisées par l'Association forestière québécoise, les Clubs 4-H du Québec et les nombreux organismes affiliés à l'organisation de cette semaine.

D'ailleurs, cette année de nombreux

intervenants, sous l'étincelle de son directeur général, M. Jacques Gauvin, se sont donné la main afin de tenir des activités dans tout le Québec. J'invite donc particulièrement l'ensemble de nos concitoyens, que ce soient ceux qui vivent en ville comme ceux qui vivent ailleurs, à prendre soin des arbres, à les protéger et à les cultiver.

Nous sommes chanceux d'avoir des arbres dans nos villes, dans nos rues et même, dans certains cas, dans nos cours d'école. C'est un décor unique qu'il nous faut léguer à nos enfants.

La Semaine de l'arbre et des forêts est donc une occasion unique pour favoriser cette prise de conscience, cet amour de l'arbre et de la forêt. En ce sens, Mme la Présidente, les membres de l'Opposition sont heureux de s'associer à ceux qui sont dans les galeries ici aujourd'hui, qui participent et qui vont participer avec d'autres, durant la semaine prochaine, à des activités faisant la promotion de l'arbre comme étant essentiel, non seulement à notre économie, mais aussi à notre écologie. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, M. le député de Lavolette.

M. le député d'Abitibi-Ouest.

M. François Gendron

M. Gendron: Oui, Mme la Présidente. Je m'excuse, je sais que, par rapport à l'horaire prévu... Mais je ne vais prendre que quelques minutes. Premièrement, c'est sûr que l'événement est majeur, important, mais ce n'est pas tous les jours non plus que, pour souligner la Semaine de l'arbre, on a, pour la première fois, un président d'honneur qui vient de la belle ville de La Sarre, du comté d'Abitibi-Ouest, une personne qui est ici même dans les galeries, que je connais très bien, qui s'appelle Jean Perron. Je m'en voudrais de ne pas m'associer à cette motion pour très sérieusement souligner tout le mérite et l'importance de cette semaine quand on connaît ce que représente la valeur de la forêt dans l'économie québécoise pour l'ensemble du Québec et, bien sûr, pour l'Abitibi-Témiscamingue qui est une région ressource où la forêt a toujours joué son rôle et son importance, et surtout avec des industriels de l'envergure de la famille Perron représentée ici par le président de la compagnie, M. Jean Perron, qui est le président d'honneur de la Semaine de l'arbre.

Je voulais juste joindre ma voix pour souligner l'importance de cette semaine, l'importance, comme mon collègue l'a fait, au sujet de la dimension récréative et écologique de l'arbre parce que nous vivons dans une société où, de plus en plus, ces préoccupations sont les préoccupations des jeunes. Je pense qu'il est correct qu'il en soit ainsi. Et il nous appartenait à nous,

membres de l'Assemblée nationale, de souligner l'événement et, encore là, de souligner que, pour la première fois, on a eu l'amabilité de nommer, comme président d'honneur, un industriel forestier qui a fait ses preuves, qui a fait la preuve que l'arbre est important parce que c'est avec ça qu'il vit, et c'est avec ça que beaucoup de citoyens et de citoyennes du Québec peuvent effectivement avoir un gagne-pain. Merci.

La Vice-Présidente: Merci, M. le député d'Abitibi-Ouest.

Le débat étant clos, je lis la motion du ministre délégué aux Forêts: "Que l'Assemblée nationale prenne acte et souligne la tenue de la Semaine de l'arbre et des forêts qui se déroulera du 3 au 9 mai 1987 sous la présidence d'honneur de M. Jean Perron, bien connu dans le milieu forestier." Est-ce que cette motion est adoptée?

M. Gendron: Oui, Mme la Présidente, sauf que je suis convaincu que le ministre délégué aux Forêts ne m'en voudra pas de souligner qu'on a failli le faire sur division, compte tenu que ce sont des pins rouges plutôt que des pins gris.

Des voix: Ha! Ha! Ha!

La Vice-Présidente: Cela dit, la motion est adoptée.

M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: Mme la Présidente, je vous demanderais de reconnaître maintenant Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux.

La Vice-Présidente: Mme la ministre de la Santé et des Services Sociaux désire présenter une motion pour souligner la Semaine nationale de sensibilisation des donneurs d'organes.

Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux.

Souligner la Semaine nationale de sensibilisation des donneurs d'organes

Mme Lavoie-Roux: Mme la Présidente, j'aimerais demander le consentement des membres de cette Chambre pour que nous puissions souligner, comme vous venez de le mentionner, cette Semaine nationale de sensibilisation des donneurs d'organes.

M. Rochefort: Consentement.

M. Gendron: Consentement.

La Vice-Présidente: Il y a consentement pour débattre la motion. Mme la ministre, est-ce que vous pouvez déposer votre motion?

(17 heures)

Mme Lavoie-Roux: Elle est déposée.

La Vice-Présidente: Motion déposée. Consentement.

Mme Thérèse Lavoie-Roux

Mme Lavoie-Roux: Mme la Présidente, je ne peux m'empêcher de faire une certaine association entre la motion qui a été faite précédemment sur les arbres et celle que nous faisons maintenant sur les dons d'organes. Si les arbres ont une signification de vie, je pense également que les dons d'organes ont aussi une signification de vie et certainement, dans bien des cas, une amélioration de la qualité de cette vie.

Il se déroule à travers le Canada, Mme la Présidente, du 26 avril au 2 mai 1987, une Semaine nationale de sensibilisation des donneurs d'organes. Il est important de rappeler à la population qu'il existe une pénurie d'organes et de tissus pour des fins de transplantation thérapeutique. Même si la population en général est maintenant de plus en plus sensibilisée à ce que j'appellerais presque des miracles, des transplantations, qu'il s'agisse de transplantation cardiaque, rénale ou autres, il reste que nous sommes encore devant une pénurie importante de ces organes qui pourraient permettre à plusieurs de nos concitoyens et concitoyennes, en certaines occasions, de prolonger leur vie et, dans bon nombre d'occasions, de prolonger leur vie d'une façon beaucoup plus satisfaisante.

À la fin des années soixante-dix, il convient de le rappeler, l'apparition d'un ensemble de procédures destinées à combattre le phénomène de rejet immunitaire de l'organe greffé a très sérieusement augmenté les chances de survie et le pronostic favorable à long terme de la personne qui subit une greffe ou une transplantation et ceci à un tel point que la greffe ou la transplantation qui était à ce moment davantage une médecine expérimentale devient aujourd'hui une forme efficace, dans bien des cas, de thérapie de plus en plus courante.

Je voudrais rappeler à la population qu'il est de plus en plus facile de léguer ou de faire don de ses organes dans le cas de décès. L'automne dernier, nous avons pris la décision suivante: sur la carte de la Régie de l'assurance-maladie du Québec que chacun détient est maintenant inscrite cette possibilité de léguer ses propres organes en cas de décès ou même de signer au nom de ses enfants mineurs des possibilités de léguer les organes de ses enfants en cas de décès ou d'accident.

Mme la Présidente, je voudrais inviter l'ensemble de la population à penser, parce que souvent quand on voit les nouvelles qui nous arrivent par la télévision, entre autres

sur tout ce nouveau phénomène - peut-être moins nouveau à certains égards et dans certains domaines, si je pense, par exemple, à la transplantation rénale - si nous regardons avec beaucoup d'intérêt toutes ces nouvelles données médicales vraiment spectaculaires, je pense qu'il faut s'attarder encore davantage à l'aspect humanitaire que ces transplantations peuvent vouloir dire pour un bon nombre de nos citoyens de prolonger leur vie.

L'on entend souvent et l'on a vu à plusieurs reprises dans des journaux des personnes qui étaient en attente d'un organe, qu'il s'agisse de transplantation d'un rein, du coeur, du foie, des poumons. Je pense qu'il est extrêmement important que, de plus en plus, nous voyions ces phénomènes non pas comme une nouvelle intéressante ou comme une nouvelle rassurante, mais vraiment comme un appel à la solidarité que nous pouvons avoir et que nous devons avoir tous les uns envers les autres qui prend une signification toute particulière quand, par le simple fait que nous consentions à léguer nos organes en cas de décès. Ceci se traduira pour d'autres en un espoir de vivre, de survivre et surtout de vivre dans des conditions tellement plus satisfaisantes. Merci.

La Vice-Présidente: Merci, Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux. M. le député de Gouin.

M. Jacques Rochefort

M. Rochefort: Oui, merci. Évidemment, je veux m'associer à la ministre de la Santé et des Services sociaux pour souligner à mon tour l'importance que ma formation politique accorde à cette Semaine nationale des dons d'organes. On vient une nouvelle fois saisir cette occasion pour lancer un appel à toute la population du Québec, lui dire combien il est important que nous prévoyions dès maintenant, pendant que nous sommes en vie, à partir des mécanismes, notamment à partir du nouveau mécanisme prévu par la Régie de l'assurance-maladie du Québec. Par notre carte d'assurance-maladie, nous pouvons maintenant immédiatement décider et indiquer formellement notre intention de faire don de nos organes à notre décès. Pour souligner, dis-je, combien de vies pourraient être prolongées, pourraient être maintenues, pourraient être données à des citoyens et à des citoyennes simplement par le fait de nos dons d'organes!

Je pense, Mme la Présidente, que tous les hommes et toutes les femmes qui ont la vie, qui ont eu la chance d'avoir la vie un jour devraient se sentir responsables aussi de prolonger leur vie, de permettre à d'autres de poursuivre leur vie par le biais extrêmement important, essentiel - c'est une question de vie pour bon nombre d'hommes

et de femmes - en leur léguant les organes dont eux ont besoin et dont de toute façon, à partir du moment de notre mort, nous n'avons plus besoin. Je pense que plus nous pouvons prolonger la vie, plus nous pouvons faire en sorte que notre corps serve à notre qualité de vie, mais aussi par la suite à la qualité de vie des autres hommes et des autres femmes qui pourraient en profiter. Il faut qu'on le fasse. Je pense que la semaine des dons d'organes doit être l'occasion pour nous de souligner l'importance que nous y accordons tous comme citoyens du Québec et donc de saisir cette occasion pour bien sensibiliser tout le monde. Très peu de gens devraient refuser ce don qui est le don de la vie, comme le disait le slogan publicitaire d'une semaine des dons d'organes, il y a quelques années.

Je veux toutefois souligner combien il me semble important que l'Assemblée nationale ne soit pas uniquement le lieu de motions qui sont un peu des vœux pieux. Je l'avais dit l'année dernière, à la même occasion, j'avais indiqué à la ministre qu'il me semblait qu'une façon concrète de donner suite à cette semaine de l'année dernière des dons d'organes, c'était de donner suite à la demande d'utilisation de la carte de la Régie de l'assurance-maladie du Québec, pour permettre à chaque citoyen et chaque citoyenne du Québec d'indiquer formellement et de décider maintenant qu'il léguera ses organes au moment de son décès.

Je pense que cette année, ce qu'il est important de souligner, c'est qu'il ne faut pas que, comme dirigeants politiques, nous nous limitions à souligner cette semaine et à venir l'appuyer par nos interventions à l'Assemblée nationale. Il faut qu'à partir d'un appui aussi important que celui que nous accordons comme membres de l'Assemblée nationale et dans le cas de la ministre comme membre du gouvernement, on nous assure aussi que les budgets requis pour les transplantations d'organes suivront. On sait combien - nous l'avons dit tous les deux - c'est important pour prolonger la vie, de permettre à des hommes et à des femmes de poursuivre leur vie, mais on sait en même temps combien c'est dispendieux, combien c'est coûteux pour l'État, dans le réseau des services de santé et des services sociaux, les frais reliés à la transplantation d'organes. Ce que nous faisons aujourd'hui tous les deux, ce que nous faisons comme membres de l'Assemblée nationale, serait inutile et demeurerait un vœu pieux, si les budgets nécessaires au financement concret d'une transplantation d'organe d'un individu à un autre ne sont pas présents.

En ce sens, Mme la Présidente, je lance un appel à la ministre aussi pour nous assurer qu'il y aura les budgets nécessaires pour qu'on puisse permettre effectivement qu'il y ait transplantation d'organes, parce

que, pour qu'il y ait transplantation d'organes, oui, il faut qu'il y ait des organes - c'est le but de nos interventions que nous appuyons tous massivement - mais il faut aussi qu'il y ait les budgets pour permettre à ces grands spécialistes que sont les médecins québécois dans le domaine de la transplantation d'organes d'avoir les moyens nécessaires pour réaliser ces transplantations d'organes. Je pense que c'est par la présence de budgets suffisants que nous pourrions utiliser à plein ce moyen qui permet de prolonger la vie, qui est au fond, comme je le disais, une forme de redonner une nouvelle fois la vie à des hommes et à des femmes qui y ont tout autant droit que ceux et celles qui en ont profité dans un cadre très qualitatif jusqu'à maintenant. Je vous remercie, Mme la Présidente.

(17 h 10)

La Vice-Présidente: Merci, M. le député de Gouin. Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux, en réplique.

Mme Thérèse Lavoie-Roux (réplique)

Mme Lavoie-Roux: Mme la Présidente, je voudrais simplement dire qu'en ce qui a trait au consentement à donner pour le don des organes en cas de décès à l'endos de la carte de la Régie de l'assurance-maladie du Québec, ceci était déjà en marche. C'est la suggestion qu'avait faite le député de Gouin dans le temps, et je voulais simplement appuyer une décision qui avait déjà été prise par le gouvernement.

En ce qui a trait à sa deuxième suggestion, d'assurer que les budgets nécessaires soient présents pour permettre ces transplantations d'organes, je voudrais rappeler qu'à ma connaissance, il n'y a personne au Québec qui s'est vu refuser des transplantations en raison d'insuffisance budgétaire. Le véritable problème - c'est cela, l'objet de la Semaine de sensibilisation aux dons d'organe - c'est qu'à l'heure actuelle, des transplantations ne peuvent avoir lieu parce que, justement, il n'y a pas suffisamment de donneurs. On voit assez souvent, dans les journaux, que des personnes n'ont pu bénéficier d'une transplantation parce qu'il n'y avait pas de donneur. C'est véritablement l'objet de la motion qui est devant la Chambre aujourd'hui, de rappeler à la population que cette nouvelle forme de thérapie qui, comme je le disais tout à l'heure, devient de plus en plus courante, est conditionnelle au fait que des personnes réalisent combien il est important, d'une façon concrète, de donner suite à cette signature qu'elles peuvent apposer derrière leur carte d'assurance-maladie.

Je veux simplement rassurer la population, les budgets sont là. C'est vrai que c'est extrêmement coûteux et peut-être qu'un jour il faudra se poser des questions

quant aux capacités financières de l'État - mais ce n'est peut-être pas pour aujourd'hui ou demain - devant la prolifération des différentes formes de transplantation qui peuvent avoir lieu, des nouveaux organes qui s'ajoutent comme possibilité de greffe. À ce moment-là, peut-être qu'un débat devra être fait, mais ce que je veux dire à la population d'aujourd'hui, c'est qu'aujourd'hui, les budgets sont à la disposition de nos centres hospitaliers pour que ces greffes puissent être faites au bénéfice de nos concitoyens ou nos concitoyennes qui en ont besoin. Merci, Mme la Présidente.

La Vice-Présidente: Merci, Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux. Le débat étant clos, est-ce que la motion présentée par la ministre de la Santé et des Services sociaux, qui se lit comme suit: "Que l'Assemblée nationale souligne la Semaine nationale de sensibilisation des donneurs d'organes", est adoptée?

Une voix: Adopté.

La Vice-Présidente: Adopté.

Ceci met fin à la période des affaires courantes. Nous allons donc passer aux affaires du jour. M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: Mme la Présidente, je vous demanderais d'appeler l'article 13 du feuillet, s'il vous plaît!

Projet de loi 100

Adoption du principe

La Vice-Présidente: À l'article 13 du feuillet, le ministre des Affaires municipales propose l'adoption du principe du projet de loi 100, Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités. M. le ministre des Affaires municipales.

M. André Bourbeau

M. Bourbeau: Merci, Mme la Présidente. À l'heure où notre société a choisi d'harmoniser les relations qu'entretiennent ensemble les nombreuses institutions qui la composent, j'ai le plaisir de vous présenter le premier chapitre de ce que sera le Code des municipalités du Québec. Cet ambitieux projet qui occupe sans relâche le ministère des Affaires municipales, depuis quelques années déjà, arrive aujourd'hui à maturité. La phase I se concrétise par le projet de loi sur les élections et les référendums dans les municipalités. Il nous est présenté aujourd'hui dans sa version réimprimée. En effet, de nombreuses représentations ont été faites en commission parlementaire l'automne dernier. À la suite des suggestions du milieu,

plusieurs modifications ont été apportées au projet original. Dans ces circonstances, il devenait plus simple de réimprimer en entier le projet pour le soumettre dans une version plus limpide.

Cette loi, connue comme étant le projet de loi 100, vise essentiellement à uniformiser le processus électoral pour l'ensemble des municipalités du Québec. Inspirée pour une large part des lois existantes dont la loi électorale provinciale, cette pièce fondamentale du "puzzle" législatif municipal contient, entre autres, des dispositions destinées à reproduire les traits distinctifs et originaux de la démocratie municipale.

En bref, on peut dire que le projet de loi témoigne d'un immense effort de modernisation et d'unification des institutions électorales du monde municipal québécois lequel a travaillé, de concert avec nous, afin d'en faire une loi aussi parfaite qu'il soit possible de le faire.

La loi traite dans son premier titre de chacun des aspects suivants: la date de l'élection générale, la division du territoire en districts électoraux, les différentes personnes qui interviennent lors d'une élection et les procédures électorales. La loi s'occupe aussi de déontologie électorale, de contestation d'élection et du mandat des membres du conseil. Par ailleurs, un chapitre complet a été consacré au financement des partis politiques municipaux ainsi qu'au contrôle des dépenses électorales.

Dans son titre deuxième, la loi traite des référendums municipaux. On y précise le champ d'application de cet outil de consultation et on y indique quelles personnes sont habiles à voter lors de ces référendums. Des dispositions spécifiques traitent de la procédure d'enregistrement, de la liste référendaire et du déroulement du scrutin.

Viennent, en dernier lieu, les dispositions pénales qui, conformément aux nouvelles techniques de rédaction, identifient clairement chacune des infractions et les peines qui y sont rattachées. Le tout forme un ensemble complet et cohérent. Et c'est avec beaucoup de plaisir que je vous sou mets maintenant le détail de ce premier volet du Code des municipalités du Québec.

Le projet de loi que nous avons présenté le 19 juin dernier et que vous avez devant vous a fait, depuis, l'objet d'audiences publiques devant la commission parlementaire de l'aménagement et des équipements. À la suite des représentations formulées par le milieu, nous proposons certaines modifications afin de bonifier le contenu du projet de loi. Ainsi, les élections générales municipales auront lieu tous les quatre ans, le premier dimanche de novembre, sans toutefois imposer qu'elles se tiennent la même année dans toutes les municipalités. Cependant, contrairement à ce qui avait été initialement

prévu, tous les postes du conseil municipal ne seront pas nécessairement ouverts en même temps aux candidatures. En effet, les intervenants du monde municipal nous ont convaincus de la nécessité de conserver un système de rotation qui permet à un conseil municipal de renouveler la moitié de ses membres tous les deux ans. Cette possibilité sera ouverte aux municipalités qui utilisent déjà ce mécanisme. Pour ce faire, elles devront faire connaître leur choix par l'adoption d'un règlement dans les trois mois suivant l'adoption du projet de loi.

En ce qui touche les règles de division du territoire aux fins électorales, elles demeurent sensiblement les mêmes pour les municipalités de 20 000 habitants ou plus. Celles-ci devront continuer à diviser leur territoire en districts électoraux, comme elles le font présentement. Le projet de loi permettra cependant aux autres municipalités, peut importe leur population, de diviser leur territoire selon le système des districts électoraux, si tel est leur désir. Le découpage des districts devra tenir compte de certaines caractéristiques telles les barrières physiques, la limite des paroisses, les tendances démographiques. Nous avons ajouté les notions de superficie et de distance aux trois premiers critères.

Quant aux règles de procédure qui s'appliquent à la division du territoire, elles demeurent les mêmes qu'en juin dernier si ce n'est de certains ajustements de nature technique. Par exemple, les délais pour donner l'avis qui invite les électeurs à faire connaître leur opposition au projet de règlement sont augmentés de dix à quinze jours. De même, les délais applicables aux assemblées publiques augmentent de cinq à dix jours.

(17 h 20)

Mentionnons aussi que le nombre d'opposants requis pour provoquer une assemblée publique de consultation a été augmenté sans pour autant rendre hors de portée l'exercice de ce droit démocratique. Dans les municipalités dont le territoire n'est pas divisé en districts électoraux ou en quartiers, le conseil municipal devra désormais numéroté les sièges et compter six conseillers, sauf décision contraire du ministre.

Je souhaiterais à présent passer en revue les différents rôles que peuvent jouer les citoyens lors d'une élection et examiner les caractéristiques qui leur permettent de se qualifier à un titre ou à un autre. Nous verrons, dans un premier temps, les notions d'électeur et de candidat et nous nous intéresserons par la suite au personnel électoral.

En ce qui concerne les électeurs, nous proposons de donner la qualité d'électeur à toute personne physique majeure qui est domiciliée, propriétaire d'immeuble où

occupant de place d'affaires dans la municipalité depuis au moins douze mois. Par ailleurs, pour se présenter comme candidat à un poste de membre du conseil, il faut être un électeur de la municipalité et y avoir son domicile ou encore sa résidence de façon continue ou non depuis au moins douze mois. En contre-partie, le projet de loi maintient la plupart des motifs qui rendent une personne inéligible à une charge municipale tout en les précisant davantage. À titre d'exemple, les juges des tribunaux judiciaires, les substituts permanents du Procureur général, le chef d'un parti qui aurait omis de transmettre les rapports financiers prévus par la loi, ne peuvent poser leur candidature à un poste de membre du conseil.

Au chapitre du personnel électoral, nous avons choisi de laisser au président d'élection la liberté de composer l'équipe du personnel électoral comme bon lui semble. Ce personnel peut se limiter à deux personnes, soit le président et le secrétaire d'élection. Il peut aussi comprendre plus d'une centaine de personnes agissant à divers titres. Nous proposons de rendre obligatoire la présence du préposé à l'information et au maintien de l'ordre, mieux connu sous le nom de PRIMO, dans chaque local regroupant au moins cinq bureaux de vote et ce, quelle que soit la population de la municipalité.

Par ailleurs, la loi reconnaît spécifiquement que le greffier ou le secrétaire-trésorier d'une municipalité devient automatiquement le président d'élection. Ce n'est qu'en cas d'empêchement ou de refus d'agir de cette personne ou de son substitut que la Commission municipale du Québec interviendra pour nommer quelqu'un d'autre.

Quant aux dispositions concernant les recommandations partisans, elles s'appliquent aux villes de 100 000 habitants ou plus où il existe déjà des partis politiques autorisés qui ont fait élire des candidats lors de la dernière élection générale. Le parti ayant fait élire le plus grand nombre de candidats recommande les noms des scrutateurs et des vice-présidents des commissions de révision de la liste électorale. Le parti en seconde place recommande, pour sa part, les secrétaires des bureaux de vote et un membre desdites commissions.

Cela étant exposé, abordons maintenant le domaine des procédures électorales proprement dites. En ce qui a trait à la confection de la liste électorale, seules les personnes qui se qualifient comme électeurs au 1er septembre de l'année de l'élection régulière ont le droit d'être inscrites sur cette liste. De plus, un seul électeur pourra désormais avoir le droit d'être inscrit sur la liste en raison de la propriété d'un immeuble ou de l'occupation d'une place d'affaires. Cette nouvelle règle oblige les copropriétaires indivis ou les cooccupants d'une place d'affaires à s'entendre entre eux

pour déterminer qui exercera le droit de vote. En outre, si un électeur se qualifie à plus d'un titre, par exemple domicile et propriété dans la même municipalité, il ne sera inscrit qu'à un seul endroit sur la liste électorale.

À cette fin, sa qualité de domicilié l'emportera sur sa qualité de propriétaire d'immeuble qui elle-même l'emportera sur sa qualité d'occupant d'une place d'affaires.

Comme par le passé, le président d'élection est chargé de dresser la liste électorale et il peut nommer des recenseurs pour l'aider dans cette tâche. Une fois la liste terminée, celle-ci est divisée en sections de vote. Il faut compter environ 300 électeurs par section de vote. Notons au passage que les candidats peuvent recevoir gratuitement un certain nombre de copies de la liste électorale.

En ce qui concerne la révision de la liste électorale, celle-ci est obligatoire s'il y a tenue d'un scrutin. Cette révision sera faite désormais par une ou plusieurs commissions de révision selon la décision du président d'élection. Cela aura pour effet de dégager la Cour municipale de cette responsabilité, du moins dans les villes où cette pratique existait.

Le projet de loi, dans sa première version, indiquait la date du début et de la fin de la période de révision de la liste électorale. Des représentations ont été faites lors de la commission parlementaire disant que les délais prévus étaient trop serrés. En conséquence, nous suggérons de remédier à cet inconvénient, d'indiquer à quel moment doit se terminer la période de révision, mais de laisser à la discrétion du président d'élection le choix du jour où il peut commencer cette révision.

De la même façon, nous avons proposé dans le projet de loi initial de donner au président d'élection le pouvoir de faire distribuer à chaque adresse d'une section de vote un extrait de la liste électorale. À la suite des représentations du milieu, nous recommandons maintenant de donner au président d'élection le choix parmi les trois possibilités suivantes: soit de distribuer l'extrait de la liste, soit d'expédier un avis personnalisé d'inscription ou soit d'afficher l'extrait de la liste dans chaque section de vote.

Concernant les procédures de déclaration de candidature, une période de 35 jours est ouverte pour le dépôt des mises en candidature, plus précisément la période comprise entre le 58ième jour et le 23ième jour avant le jour du scrutin. Une déclaration de candidature doit être appuyée par 5, 10 ou 25 électeurs, ce nombre variant en fonction de la taille de la municipalité. Soulignons que nous avons supprimé l'obligation qui existait dans certaines municipalités de déposer une somme d'argent

lors de la déclaration de candidature, ceci afin de favoriser l'accès aux charges municipales. Après bien des réflexions, nous avons décidé d'abolir le système des colistiers, cette mécanique n'étant pas vraiment représentative de notre système électoral municipal.

Au sujet de l'examen de la légalité des candidatures, nous avons proposé au départ de donner au président d'élection la responsabilité de porter un jugement sur la légalité manifeste de telles déclarations. À la réflexion, il sera plus efficace d'exiger une déclaration assermentée du candidat dans laquelle celui-ci atteste de son éligibilité.

Après ces brèves considérations sur les candidatures, nous voilà déjà prêts à examiner les dispositions relatives au scrutin. J'aimerais tout d'abord dire un mot du vote par anticipation et préciser qu'une seule journée de vote sera désormais obligatoire. Une deuxième journée pourra cependant être ajoutée le lendemain si le président d'élection le juge nécessaire et ce, sans tenir compte du critère de population initialement prévu.

Le projet de loi permet au président d'élection, s'il le juge à propos, d'envoyer une carte rappelant à l'électeur les jours, heures et lieux où il peut exercer son droit de vote. Nous rendons l'envoi de cette carte obligatoire pour les municipalités de 20 000 habitants et plus, dans le but de favoriser une plus grande participation des citoyens à la vie municipale.
(17 h 30)

Quant à la période de scrutin, nous avons choisi d'uniformiser les heures du scrutin. Celui-ci se tiendra de 9 heures à 19 heures, avec une possibilité de prolongation en cas de retard ou d'interruption du vote. Les nouvelles dispositions du projet de loi reconnaissent expressément l'existence du "chasseur", appelé parfois "runner". Il s'agit du représentant qui circule entre les bureaux de vote pour recueillir certains renseignements sur l'identité des personnes qui ont voté.

Comme nous l'avons mentionné en introduction, le projet de loi traite de certains aspects de la déontologie électorale. À ce sujet, le travail partisan des fonctionnaires a retenu particulièrement notre attention. Pour éviter les frictions entre les élus et les fonctionnaires et afin de préserver l'impartialité de la fonction publique, nous maintenons la prohibition, tant pour les fonctionnaires de la municipalité que pour le personnel électoral, d'effectuer du travail partisan. Cette prohibition s'étend aux syndicats et aux associations qui représentent les intérêts de ces mêmes fonctionnaires. Cependant, il y a levée de l'interdiction du travail partisan dans le cas des fonctionnaires ou des employés qui travaillent pour une communauté urbaine ou régionale,

une municipalité régionale de comté ou une régie intermunicipale.

En outre, le projet de loi maintient les principaux motifs d'inhabilité existant en vertu des lois actuelles. Certaines prohibitions sont levées et, pour illustrer nos propos, mentionnons que la personne qui n'a pas payé ses taxes municipales peut tout de même siéger au conseil municipal.

Par ailleurs, la nouvelle loi conserve les dispositions existantes en matière de conflit d'intérêts et définit cette situation comme étant le fait d'une personne qui, sciemment, pendant la durée de son mandat, a un intérêt direct ou indirect dans un contrat avec la municipalité. À ce grand principe, il existe un certain nombre d'exceptions. Mentionnons, entre autres, le fait, pour un individu, de posséder moins de 10 % des actions votantes d'une corporation tout en n'étant ni un administrateur ni un officier de cette corporation, de même que certains cas de force majeure où l'intérêt général de la municipalité exige que le contrat soit conclu de préférence à tout autre. Pensons simplement à la possibilité qu'il n'y ait qu'un seul fournisseur dans une région.

Une autre amélioration apportée par le projet de loi concerne le recours en déclaration d'inhabilité. Celui-ci est inspiré du recours qui existe en vertu de la Loi sur la fraude et la corruption dans les affaires municipales. De portée plus large que le recours actuel, il pourrait être utilisé pour faire constater n'importe quelle inhabilité et non pas seulement celle basée sur l'existence d'un conflit d'intérêts, comme c'est le cas en vertu du recours actuel.

En ce qui a trait au mandat des membres du conseil, nous avons uniformisé le moment où débute et prend fin le mandat d'un élu. Ainsi, le mandat commence lorsque l'élu prête serment et se termine normalement, s'il s'agit d'un conseiller, à la fin de la période de mise en candidature. Pour le maire, le mandat prend fin au moment de la prestation du serment du nouveau maire. S'il advient qu'un membre du conseil ne puisse plus remplir ses devoirs pour un motif sérieux et incontrôlable, la loi prévoit que le conseil municipal détient d'office l'autorité pour dispenser ce membre de siéger. L'absence ne doit pas, de l'avis du conseil municipal, causer de préjudice aux commettants du conseiller concerné.

Dans cette même section, le projet de loi du 19 juin 1986 prévoyait qu'un greffier ou secrétaire trésorier qui constatait la fin du mandat d'un élu devait donner un avis à cet effet. Afin d'éviter que le fonctionnaire se retrouve dans une situation, disons, délicate, le projet de loi a été modifié pour faire en sorte qu'un greffier ou secrétaire trésorier qui constate une fin de mandat en avise maintenant la Commission municipale du Québec qui, elle, sera chargée de donner

un avis de fin de mandat à la personne intéressée, et ce, après enquête, bien sûr.

Par ailleurs, lorsque le greffier ou le secrétaire trésorier constate qu'il existe une vacance à un poste de conseiller ou au poste de maire, il doit en aviser le conseil municipal. Dans le cas où l'on constate cette vacance plus de douze mois avant le jour fixé pour le scrutin de la prochaine élection régulière, le déclenchement de l'élection partielle est alors obligatoire. Cependant, lorsque la vacance est constatée, dans l'un ou l'autre des cas, à l'intérieur des douze mois précédant le prochain scrutin régulier, le conseil a le pouvoir de décréter une élection partielle même si celle-ci n'est pas obligatoire.

Toujours à l'intérieur du délai de douze mois, si le poste de maire est vacant et que le conseil a choisi de ne pas décréter d'élection partielle, il faut alors appliquer le système de cooptation. Il s'agit pour les conseillers d'élire un d'entre eux au poste de maire. Cette élection se fait au scrutin secret lors d'une séance du conseil.

Dans le contexte de l'élection partielle, rappelons la nécessité pour tout membre du conseil de démissionner avant de se présenter à un poste vacant. Pensons à un conseiller qui voudrait se présenter à la mairie par exemple. À cet égard, afin d'éviter la tenue d'élections partielles à quelques semaines d'intervalle comme c'est le cas présentement, la nouvelle loi offre la possibilité au greffier ou au secrétaire trésorier de tenir plus d'une élection partielle à la fois.

Voyons à présent le chapitre du financement partisan et du contrôle des dépenses électorales. En guise d'entrée en matière, on remarque qu'une municipalité est assujettie aux règles du financement partisan à partir du moment où elle a atteint le nombre de 20 000 habitants. Donc, pour les municipalités qui comptent plus de 20 000 habitants, un parti ou un candidat indépendant qui désire solliciter ou recueillir des contributions doit être titulaire d'une autorisation du Directeur général des élections. Cette autorisation est aussi nécessaire pour effectuer des dépenses électorales.

S'il existe des fonds accumulés par le parti avant son assujettissement aux règles sur le financement partisan, celui-ci doit révéler ces sommes au Directeur général des élections en même temps qu'il fait sa demande d'autorisation. Le parti peut conserver ces fonds mais ne peut les utiliser pour payer ses dépenses électorales. Cette prohibition s'étend même au remboursement des emprunts dont le produit a servi à payer une dépense électorale.

Au sujet des contributions, notons que le parti ou le candidat indépendant autorisé doit verser à la municipalité la partie des dons anonymes qui excède 20 % des

contributions recueillies.

Quant à la notion de dépense électorale, il faut comprendre que le coût de tous les biens ou services utilisés pendant la période électorale pour favoriser ou défavoriser un parti ou un candidat est considéré comme une dépense électorale.

Afin de mieux contrôler les dépenses électorales, il y a lieu d'étendre la période électorale. Celle-ci débutera donc à l'avenir au moment du déclenchement de l'élection et non le 34^{ième} jour précédant la journée du scrutin comme le prévoyait initialement le projet de loi.

Le maximum de dépenses électorales autorisé est présentement fixé par la loi sur la base du nombre d'électeurs dans la municipalité ou dans le district électoral. Pour une plus grande souplesse administrative nous fixerons désormais ce maximum dans un règlement ministériel plutôt que dans la loi elle-même.

Terminons nos remarques sur le financement électoral en soulignant que la perte du droit de siéger due au retard dans la transmission d'un rapport financier vaut non seulement pour les séances du conseil mais aussi pour celles de toute commission, de tout comité de la municipalité ou de tout organisme paramunicipal, intermunicipal ou supramunicipal. Le membre empêché de siéger perd en conséquence une partie de sa rémunération. Voilà les principaux paramètres qui serviront désormais de guide à la tenue des élections municipales au Québec, et ce dès l'entrée en vigueur du projet de loi. (17 h 40)

Nous voici maintenant au titre II. Cette partie de la loi traite des référendums. Nous avons revu les dispositions concernant les procédures préréférendaires et référendaires afin de leur donner plus de cohérence. La loi précise entre autres un mode d'emploi uniforme pour soumettre les règlements, résolutions ou autres actes à une approbation référendaire. La notion de personne habile à voter a fait aussi l'objet d'une révision en profondeur. Ainsi, à l'avenir, les personnes domiciliées, les propriétaires d'immeubles et les occupants de places d'affaires seront habiles à voter sur toute question référendaire. C'est une amélioration apportée à la loi puisque, présentement, seuls les propriétaires et locataires sont habiles à voter sur des questions en matière d'urbanisme tandis qu'en matière d'emprunt seuls les propriétaires peuvent se prononcer.

Quant à la liste référendaire, une personne aura le droit d'y être inscrite dans la mesure où elle se qualifie comme personne habile à voter en raison de son domicile, de la propriété d'un immeuble ou de l'occupation d'une place d'affaires. Tout comme en matière électorale, une seule des personnes qui se qualifie comme personne habile à voter sera inscrite sur la liste à

titre de propriétaire d'un immeuble ou à titre d'occupant d'une place d'affaires. De même, une personne habile à voter ne peut être inscrite qu'à un seul endroit sur la liste référendaire.

Quant à la procédure préférendaire d'enregistrement, nous nous sommes inspirés de la Loi sur les cités et villes. Cette procédure s'appliquera à l'avenir à toutes les municipalités, remplaçant ainsi l'assemblée publique de deux heures dans les municipalités rurales. Il me faut aussi dire un mot du registre de signatures qui sera ouvert au moins une journée jusqu'à un maximum de six jours. Le nombre de jours varie en fonction de la quantité de signatures requises pour provoquer la tenue du scrutin référendaire.

Avant le début de la période d'enregistrement, le conseil pourra donner des instructions afin de stopper les procédures si, à la fin d'une des journées, un nombre suffisant de signatures a été atteint. Nous avons donné au greffier ou au secrétaire-trésorier les pouvoirs du président d'élection lors de la procédure d'enregistrement. Celui-ci verra à empêcher la publicité partisane sur les lieux où le registre est accessible de la même façon que sur les lieux d'un bureau de vote.

Le nombre de signatures requises pour provoquer la tenue d'un scrutin référendaire a fait l'objet d'un examen attentif de notre part. Il me faut d'abord vous rappeler que dans les lois actuelles, dès qu'on atteint le chiffre de 5000 personnes habiles à voter, 500 signatures suffisent pour provoquer la tenue du scrutin référendaire. Ces dispositions nous sont apparues de nature à entraver la bonne administration de certaines grandes villes. En conséquence, le chiffre de 500 signatures s'appliquera désormais dans les cas où il y a entre 5000 et 20 000 personnes habiles à voter. Dans les cas où il y a 20 000 personnes habiles à voter et plus, nous pensons qu'il est préférable d'exiger un pourcentage de 2,5 %. Ce chiffre fera en sorte qu'à Laval, par exemple, où il peut y avoir près de 200 000 personnes habiles à voter lors d'un référendum général, près de 5000 personnes devront signer le registre pour provoquer la tenue du scrutin référendaire. On précise dans la loi que le scrutin référendaire se tient obligatoirement un dimanche tout comme le scrutin électoral.

Avant de conclure, certaines autres dispositions méritent qu'on s'y attarde. Nous ne pouvons passer sous silence le fait que nous ayons introduit une clause omnibus qui prévoit la protection du personnel qui, de bonne foi, commet une erreur dans l'accomplissement d'un devoir prévu par la loi. Cet ajout nous semblait nécessaire, puisqu'il n'existe présentement aucune protection particulière pour ceux qui posent de bonne foi des actes non conformes à la

loi.

Rappelons, en terminant, que la loi sera en vigueur à compter du 1er janvier 1988 et que le point de départ pour les mandats de quatre ans sera la prochaine élection générale au poste de maire.

Voilà l'essentiel du contenu du projet de loi 100 qui se veut aussi le premier volet du nouveau Code des municipalités du Québec. En effet, la révision législative entreprise depuis quelque temps dans les lois municipales québécoises va bon train. Nous souhaitons revenir très bientôt devant cette Assemblée afin de faire adopter les autres volets de la révision. Nous espérons que les buts que nous nous étions fixés seront atteints et que nous aurons réussi à unifier, moderniser et harmoniser dans toute la mesure du possible les dispositions concernant les élections et les référendums dans les municipalités. Je pense que tous les membres de cette Assemblée partagent nos objectifs. Pour cette raison, je formule le vœu que cette nouvelle loi soit bien accueillie par tous. J'invite donc tous mes collègues à souscrire au présent projet de loi. Je vous remercie, M. le Président.

Le Vice-Président: Je vais maintenant reconnaître M. le député de Jonquière.

M. Francis Dufour

M. Dufour: Merci. Le 19 juin dernier, le projet de loi 100, Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités a été présenté par le ministre des Affaires municipales. Ce projet de loi, dans une large mesure, ne fait que poursuivre le travail amorcé sous le gouvernement précédent. En effet, j'ai devant moi ici un communiqué de presse daté du 20 juin 1985 dont le titre est le suivant: Alain Marcoux dépose le projet de loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, projet de loi 100. Depuis quelques années, le ministre des Affaires municipales prépare, en collaboration avec ses principaux partenaires, cette vaste refonte des lois municipales qui comprendra six parties et dont le présent projet de loi constitue la première partie, le premier volet. Le ministre admettra sûrement que les deuxième et troisième volets qui portent respectivement sur l'organisation territoriale et sur l'organisation administrative étaient déjà prêts lors de son arrivée en poste.

Néanmoins, on peut constater qu'entre le dépôt du projet de loi, le 19 juin 1986 - projet de loi 100 - les audiences et la réimpression de ce projet de loi, il s'est écoulé dix mois. Donc, accouchement très long, plus long que normal et qui, je l'espère, va se traduire dans les faits par une loi meilleure, mais aussi une loi qui mérite encore malgré tout d'être bonifiée. Même si on a entendu plusieurs intervenants,

il y a peut-être des points qu'on doit éclaircir ou améliorer.

En principe, l'Opposition appuie cette refonte de la loi, mais en même temps, on presse le ministre des Affaires municipales de prendre, dans les plus brefs délais, toutes les mesures nécessaires pour terminer la refonte. On doit constater que le changement de gouvernement a déjà retardé de deux ans l'entrée en vigueur du premier volet des élections dans les municipalités, donc ce projet de loi qu'on étudie actuellement, qui était prévu pour décembre dernier. Le monde municipal attend cette réforme préparée de longue date, et nous demandons au ministre d'accélérer le rythme de sa mise en vigueur.

Quand on parle de refonte des lois municipales, il est bon de faire un certain retour dans le temps. Toute la démarche de la restructuration générale du cadre juridique du régime municipal date du début des années soixante-dix. Mais avant une refonte des lois, il apparaissait important d'apporter certaines réformes. Ainsi, on se souviendra que, de 1977 à 1980, le gouvernement précédent a fait adopter par l'Assemblée nationale toute une série de lois visant à concrétiser, dans le monde municipal, des réformes portant sur la fiscalité, l'aménagement et la démocratie municipales.

Quelques années auparavant, différentes commissions avaient été créées, puisque ces réformes découlaient de certaines études. Il y avait eu le rapport La Haye, la commission Castonguay sur l'urbanisme, la commission Hébert sur la réforme des lois municipales existantes. À ce moment-là, il n'y avait aucune réforme à l'horizon ni aucune vision globale de ce que devait être le monde municipal.

(17 h 50)

Il a donc fallu trois ans de discussions entre le gouvernement et ses principaux partenaires, c'est-à-dire les municipalités, pour arriver, en 1980, à une nouvelle vision du monde municipal, qui se résume en trois volets. Les finances municipales se résument dans la loi 57, amendée par la loi 33, et la loi 50 qui, je l'espère, sera modifiée incessamment vu les problèmes soulevés actuellement concernant la taxation municipale dans certaines grandes municipalités, problèmes que le ministre a déjà refusé de voir, mais qu'il a été obligé de constater. Il a mis sur pied un comité pour étudier les faramineuses hausses de taxes qui ont été adoptées dernièrement, donc il y a un transfert de fiscalité. Il y a aussi la loi qui touche les taxes d'affaires, problème qui a été causé, bien sûr, par un amendement apporté par ce même ministre, et aussi la loi concernant l'évaluation industrielle. J'espère que le ministre n'attendra pas que tout le monde soit d'accord, mais que, une fois pour toutes, il va prendre des décisions. Je reviendrai sur

ce sujet au cours de mon discours.

La loi 105 sur la réforme de la démocratie municipale a aussi été adoptée et, en même temps, le partage des compétences entre le gouvernement et les municipalités a fait l'objet de la loi 125. Toutes ces réformes ont été enclenchées. Il devenait donc plus indiqué de procéder à la refonte des lois municipales.

Le projet de loi 60, déposé en 1985 par le gouvernement précédent, enclencherait le processus législatif de la vaste réforme en six parties de la Loi municipale. Il a été précédé d'un avant-projet de loi rendu public le 17 janvier 1985 qui avait fait l'objet de consultations auprès des principaux intervenants du monde municipal, dont l'Union des municipalités du Québec, l'Union des municipalités régionales de comté et les municipalités locales du Québec.

À maints égards, le projet de loi 100 est un digne successeur du projet de loi 60 mort au feuillet et reflète les grandes orientations qui ont guidé la refonte de cette première partie des lois municipales, c'est-à-dire la nécessité d'uniformiser le processus électoral et référendaire tout en tenant compte des particularités et du souci d'adopter un régime électoral municipal qui s'apparente au régime électoral provincial, et le besoin d'abolir des dispositions législatives désuètes.

Le projet de loi 100, déposé le 19 juin dernier, a fait l'objet d'une consultation particulière, les 4 et 5 septembre et le 23 octobre derniers, qui a permis au ministre des Affaires municipales et à l'Opposition d'entendre de nombreux organismes dont l'Union des municipalités régionales de comté, la ville de Québec, l'Union des producteurs agricoles, la Fédération des associations de propriétaires du canton de Chertsey, la Fondation des sourds du Québec, la Corporation des secrétaires municipaux du Québec, le Conseil central de Montréal de la CSN, l'Union des municipalités du Québec, la Corporation des officiers municipaux agréés du Québec, la Conférence des maires de la banlieue de Montréal, le Comité pour la sauvegarde du boulevard Wallberg de Dolbeau, la ville de Laval, le Rassemblement populaire du Québec, la Commission des droits de la personne du Québec.

Je pense qu'à la lecture des noms de ces différents intervenants, la constatation de l'Opposition, c'est qu'on avait l'impression au cours de cette consultation que le ministre n'avait même pas lu son projet de loi. Il amenait l'Opposition à constater que le ministre semblait extrêmement ouvert, il recevait les intervenants. Je ne sais pas si c'est une approche politique ou une approche qui fait que tout le monde en avait pour ce qu'il demandait. Donc, en cours de route, on peut dire... Le ministre nous a dit dans son discours d'introduction qu'il avait beaucoup

écouté les groupes, qu'il avait fait actionner sa démarche par rapport à ces groupes. On peut ajouter que l'Opposition a concouru pour beaucoup dans ses prises de position. On s'en réjouit puisque cela a amené des changements dans ce projet de loi.

Cependant, malgré toutes les consultations menées par le ministre et par son prédécesseur, ainsi que lors de la commission parlementaire, il reste des ambiguïtés à lever. Des doutes persistent sur la pertinence de certains articles et même sur certains principes et modalités. Toutefois, avant de passer à un certain point particulier du projet de loi 100, j'aimerais soulever un aspect important, soit la protection de la démocratie.

Le projet de loi 100 sur les élections et les référendums dans les municipalités constitue la refonte de la base de la démocratie dans nos villes et villages du Québec. De ce fait, il comporte un juste équilibre entre les responsabilités exercées par le Directeur général des élections, la Commission de la représentation électorale, la Commission municipale et le ministre des Affaires municipales. Ce que je dis, ce n'est pas ce que le ministre nous a rapporté tout à l'heure dans son introduction, mais c'est la déclaration du ministre du Revenu ou le ministre responsable de la Réforme électorale qui a dit ou déclaré dans un journal qu'il pensait - et le ministre des Affaires municipales avait pratiquement accepté - qu'au lieu de se rapporter au Directeur des élections, ce serait à la Commission municipale. Si le ministre veut procéder de cette façon, il peut s'attendre qu'on va faire une opposition farouche, qu'on va maintenir et qu'on va essayer de maintenir et de protéger ce qui est vraiment contenu dans la loi et les buts visés.

Ce n'est pas pour rien que, dans une loi, on dit que les principes veulent s'apparenter le plus possible avec les principes de la loi provinciale au point de vue électoral. Ce n'est pas non plus pour rien qu'on parle de financement politique municipal et qu'on dit, dans l'introduction de ce projet de loi, qu'on veut autant que possible... On vise l'harmonisation des règles de la loi actuelle aux paliers provincial et municipal, donc concernant le financement des partis politiques municipaux et concernant la loi électorale provinciale. Le ministre responsable de la Loi électorale dans ce gouvernement a dit, dans une déclaration, que c'est normal que cela soit enlevé au Directeur des élections et que cela aille à la Commission municipale. On aura certainement des questions très importantes à poser. Je vous dis d'avance que ce projet n'est pas accepté, qu'il ne passera pas comme une lettre à la poste et que le ministre peut s'attendre que s'il ne défend pas ce projet de loi de cette façon-là,

l'Opposition va faire une opposition très forte.

De ce côté-là, on va être intransigeant. Il n'y aura pas de demi-mesure. On va certainement l'obliger à décider, parce qu'à ce moment-là il vient de décider ou il vient de dire qu'à la Commission municipale il n'y a plus de travail, mais s'ils ont du travail, cela veut dire changement de personnel d'un endroit à un autre. Il n'y a pas d'économie d'échelle. Quand on harmonise, autant que possible on prend les mêmes personnes pour faire appliquer les mêmes lois, les mêmes règlements, ce qui a pour effet que tout le monde s'y reconnaît mieux. À mes yeux, c'est dans le respect de la démocratie, mais aussi dans le respect des citoyens parce qu'on n'est pas obligé de les amener à prendre des décisions, les unes par rapport aux autres, en ne tenant pas compte de ce qui se fait ailleurs. C'est une proposition qui, à nos yeux, n'a pas de sens. C'est évident que si le ministre nous rassure à ce sujet, on pourra certainement procéder plus rapidement dans l'étude de ce projet de loi.

Il y a aussi un autre point important, M. le Président, que je désire aborder. C'est le nombre de districts électoraux, c'est-à-dire qui sont aussi concordants avec le nombre de conseillers municipaux. Oui à la démocratie, mais une municipalité ne doit pas devenir ingouvernable. L'article 9 de ce projet de loi dit que le nombre de districts électoraux d'une municipalité est d'au moins de 6 et d'au plus 8, pour une municipalité de moins de 20 000 habitants, d'au moins 8 et d'au plus 12, pour une municipalité de 20 000 habitants ou plus mais moins de 50 000 habitants, d'au moins 10 et d'au plus 16 conseillers municipaux, pour une municipalité de 50 000 habitants ou plus mais de moins de 100 000 habitants, d'au moins 14 et d'au plus 24, pour une municipalité de 100 000 habitants ou plus mais moins de 250 000 habitants, d'au moins 18 et d'au plus 36, pour une municipalité de 250 000 habitants ou plus mais de moins de 500 000 habitants, d'au moins 30 et d'au plus 90, pour une municipalité de 500 000 habitants et plus.

Ainsi, cet article permettra à la ville de Montréal, tout le temps en prenant l'extrême, de passer de 57 conseillers à 90 conseillers. Cela permettrait à la ville de Québec de passer de 21 conseillers à 24 conseillers. Cela permettrait à Saint-Léonard, une ville de Montréal, de passer de 6 conseillers à 16, à Brossard, de 8 à 16, tout le temps en prenant les extrêmes, à Sept-Îles, de 6 à 12, à Laval de 24 à 36, etc., etc. Je comprends que ce sont des maximums que je donne là, mais je crois qu'il y aura lieu de diminuer le nombre car, en bout de ligne, ce sont les contribuables qui paient pour ces nouveaux conseillers, à moins qu'on fasse la preuve que cela

améliore beaucoup la démocratie. La loi du plus grand nombre n'améliore pas nécessairement la démocratie. La division par le nombre diminue la responsabilité des individus. Il s'agit de regarder ce qui se passe un peu dans le domaine scolaire, on nomme beaucoup de commissaires avec pas beaucoup de responsabilités.

Si on demande aux citoyens s'ils connaissent leurs commissaires d'écoles, la plupart vont dire: On ne les connaît pas. Pourquoi? Parce que ce n'est pas en associant beaucoup de monde à la table qu'on va avoir plus de manger à diviser. Je pense qu'à ce moment-là, on devrait faire une restriction un peu plus grande. On aura sûrement des amendements à proposer. Il faudrait que le ministre comprenne qu'il devrait y avoir des normes qui soient arrêtées quelque part sur le nombre de conseillers pour une meilleure compréhension de l'ensemble de la population, pour qu'elle puisse voir ce qui se passe dans le domaine municipal et pour que cela puisse augmenter d'une façon systématique. Sans cela, c'est la loi de l'arbitraire qui s'applique. C'est la loi aussi du conseil municipal, du maire et de son conseil, qui décide de donner des postes supplémentaires. Dieu sait si, dans notre société, on a besoin de gens responsables. (18 heures)

Je pense qu'on n'a pas besoin de gens qui sont là juste pour tenir le flambeau, juste pour s'asseoir sur un siège. On n'a pas besoin de cela. C'est important dans une municipalité que les citoyens sachent à qui ils ont affaire et quels sont les gens qui sont responsables vis-à-vis d'eux. Donc, c'est un point aussi qui me semble assez important.

En ce qui a trait aux procédures électorales, le projet de loi 100 cherche la plus grande harmonisation avec les règles applicables lors d'élections tenues en vertu de la Loi électorale du Québec. Donc, on essaie d'établir d'une façon presque systématique, dans les villes de 20 000 habitants et plus, le régime des partis politiques. Bien qu'il faille reconnaître que le ministre a apporté des amendements intéressants en limitant certaines dispositions aux municipalités de 100 000 habitants et plus, en voulant que l'institution municipale devienne une copie conforme de l'institution provinciale, on cherche à favoriser les partis politiques municipaux puisque les partis qui ont obtenu le plus grand nombre de votes auront le pouvoir de nommer ou de suggérer le nom des scrutateurs qui vont travailler dans les bureaux de scrutin ou de ceux qui vont fabriquer les listes électorales.

Par rapport à ce projet de loi, je me pose la question suivante: Est-ce que le vécu que nous avons actuellement dans les partis politiques municipaux nous permet de dire hors de tout doute que cette nouvelle façon de procéder dans les municipalités n'aura pas

à subir des modifications avec le temps ou à tenir compte du phénomène des candidats indépendants? Cela va pour les partis politiques municipaux, mais, pour les indépendants, il n'y a rien de prévu quant à la nomination des gens qui vont travailler sur le terrain dans le domaine électoral et on sait que c'est de nature à favoriser les partis politiques municipaux. Quand on nomme des gens payés par la municipalité pour faire un certain travail en période électorale, ils deviennent, assez souvent et très normalement, des organisateurs politiques. Donc, c'est une mesure qui favorise certainement la venue de partis politiques municipaux dans les municipalités. Il s'agit de se rappeler ce qui se passe dans certaines municipalités. J'exprime beaucoup de réticences vis-à-vis des partis politiques municipaux dans nos municipalités. Je pourrais nommer certaines municipalités. Il faut voir ce qui s'est passé à Anjou: tantôt, le maire était majoritaire, tantôt, tous étaient minoritaires, ou, tantôt, ils étaient à peu près d'égale force. Dieu sait s'il a été difficile d'adopter des lois ou des règlements au conseil municipal, justement, parce qu'il y avait un conseil municipal et que ce n'est pas une municipalité de 100 000 habitants!

Oui, M. le Président.

Le Vice-Président: M. le député de Jonquière, un instant, s'il vous plaît. Je veux seulement avoir le consentement de l'Assemblée pour poursuivre nos travaux, puisque nous dépassons maintenant 18 heures. Je constate donc qu'il y a consentement. Nous poursuivons nos travaux dans le cadre de ce projet de loi. M. le député de Jonquière, allez-y!

M. Dufour: Donc, les partis politiques municipaux, dans certains endroits... Je peux vous en nommer d'autres. À Chicoutimi, une ville près de mon ancienne municipalité, le maire est minoritaire. Il s'agit qu'il dise blanc pour que l'ensemble des autres conseillers disent bleu, rouge ou une autre couleur. Cela cause un autre phénomène parce qu'on a systématisé et on a obligé les municipalités, dans certains cas, à se nommer des partis politiques municipaux.

On va vous en nommer d'autres. Près d'ici, à Sainte-Foy, il y a trois partis politiques municipaux et la mairesse est prise avec toutes sortes de problèmes. Je pense qu'elle est assez grande pour se défendre, mais il faut tout de même soulever les problèmes que suscitent les partis politiques municipaux.

Parlons de la ville de Saint-Léonard qui, à mes yeux, a peut-être soulevé le premier problème au Québec, où la première décision des conseillers municipaux, qui avaient été élus majoritairement, avait été de couper le bureau du maire. C'était la

grande décision qui avait été prise au départ. Ça crée des climats de lutte obligatoire où on amène des coûts supplémentaires puisque les décisions ne se prennent pas où elles doivent se prendre. À mes yeux, c'est un phénomène qui demande réflexion, et je pense que le ministre qui pense abolir les colistiers devra aussi réfléchir sur les partis politiques municipaux pour qu'on puisse peut-être les regarder fonctionner, mais pas les entériner ou obliger les municipalités à faire cette démarche quand ce n'est pas nécessaire. Je pense que c'est vraiment important.

Quand on parle des partis politiques municipaux, si le ministre continue toujours dans sa décision de garder des gens pour travailler comme travailleurs électoraux, il faudra aussi s'arrêter sur les gens qui se présentent comme indépendants, qui, eux, n'auront pas le droit de nommer les personnes pour travailler sur le terrain à la confection des listes électorales. À ce moment-là, il me semble qu'il y a double mesure ou, si on a voulu uniformiser, il faudrait qu'on traite les gens sur un pied d'égalité. C'est un point qui mérite certainement d'être approfondi et examiné.

Quand on parle en même temps de la loi qui permet le financement des partis politiques ou justement des gens qui se présentent aux élections, il y avait un point du projet de loi 60, que je veux souligner, qui disait que les gens qui pouvaient donner à un parti politique municipal pourraient avoir un dégrèvement d'impôt jusqu'à concurrence de 140 \$. Je comprends que le ministre ne l'a pas retenu, mais, pour nous, c'était une mesure de nature à favoriser les contributions des contribuables au maintien de la démocratie ou à la tenue des élections ou à la participation monétaire des citoyens aux élections municipales, ce qui aurait mis les élections municipales sur un même pied que les élections provinciales.

Il y a aussi les obligations qu'ont les partis politiques municipaux ou les individus de rendre publics les montants de 100 \$ et plus. C'est une copie de ce qui se passe au gouvernement provincial, mais on pense que, là comme ailleurs, puisqu'on permet que les dépenses augmentent de 50 %, on aurait pu augmenter la cotisation de 50 %. Si les montants d'argent sont moindre, puisqu'on admet que les dépenses doivent être augmentées en période électorale - cela a augmenté d'au moins 50 % - il aurait fallu aussi que les premiers dons qui sont faits à un parti ou à un individu en politique municipale soient augmentés de 50 %. Les 100 \$ auraient pu devenir 150 \$ assez facilement et cela serait une question de cohérence et de concordance. Si on augmente les coûts et si on augmente les dépenses, il faudrait aussi que les contributions monétaires des individus, à un parti ou à un

individu au point de vue électoral, que ces contributions soient augmentées dans la même proportion. Sans cela, on a deux poids deux mesures, puisque d'une part on dit: l'argent vaut moins. S'il vaut moins, cela en prend plus pour faire les élections. S'il vaut moins, il vaut moins aussi pour celui qui le donne, donc il faudrait penser que ces contributions soient augmentées du côté du contribuable, de celui qui donne à un parti ou à un individu.

On se rappellera qu'au cours du printemps, le directeur général des élections a blâmé le Parti libéral du Québec pour avoir fourni un rapport financier en se moquant de l'esprit de l'article analogue de la Loi électorale et en rendant à toutes fins utiles impossible la consultation de sa liste de souscripteurs. L'objectif visé par l'article 481 est clair, c'est-à-dire de faciliter la consultation de la liste des souscripteurs de plus de 100 \$. C'est l'objectif d'assainissement des mœurs politiques. Le ministre est-il prêt à considérer une formule prévoyant fournir des listes par districts électoraux dans les municipalités de plus de 20 000 habitants? Je voudrais possiblement connaître l'opinion du ministre à ce sujet.

En fait, l'article 516 stipule que le titre de cette loi régit les référendums facultatifs et les scrutins référendaires qu'une loi générale spéciale oblige à tenir. La charte de Montréal et celle de Québec ne contiennent aucune disposition concernant la tenue de référendums. Y a-t-il lieu de soumettre les villes de Montréal et de Québec au mécanisme des référendums municipaux? Depuis la rédaction de la loi 44 en juin 1979, la naissance des partis politiques dans les municipalités de plus de 20 000 habitants a modifié sensiblement la tenue d'élections dans plusieurs villes du Québec et a permis d'augmenter la participation des citoyens à la vie politique municipale. En contrepartie, il est maintenant plus facile, dans une municipalité, de réunir le niveau d'opposition nécessaire pour avoir recours à un référendum. L'article 53 concernant les référendums municipaux ne change pas le nombre prévu à l'article 379 de la Loi sur les cités et villes, sauf pour les municipalités de 20 000 habitants et plus. Je remercie le ministre de s'être rendu à ma demande de façon à rendre la règle proportionnelle à la population.

(18 h 10)

Le droit de poser sa candidature à un poste de maire ou de conseiller constitue aussi un droit fondamental, mais à cause du danger de conflit d'intérêts le projet de loi 100 prévoit un certain nombre d'exceptions. Il y a une exception que je veux soulever, soit l'article 63 qui dit: Sont également inéligibles à un poste de membre du conseil de la municipalité: les fonctionnaires ou employés de celle-ci, à

l'exception de ceux qui ne sont pas des employés permanents, les policiers d'une autre municipalité, d'une communauté urbaine ou régionale ou d'une régie intermunicipale qui ont compétence sur tout ou partie du territoire de la municipalité. Étant donné le travail particulier des policiers, je trouve que l'article 63.2 ne va pas assez loin, puisqu'un policier municipal peut arrêter n'importe qui, même à l'extérieur de sa municipalité, ce qui le place potentiellement en conflit d'intérêts à tout moment. En même temps, il faut penser que les membres de la Sûreté du Québec ne peuvent pas être candidats à une élection municipale ni être membres d'un conseil municipal. Ces mêmes directives ou ces mêmes obligations devraient s'appliquer dans le cas du policier municipal. Je suis convaincu encore là qu'il y a une disproportion. Il y a d'autres motifs qui me poussent à dire ou à affirmer que son statut de policier devrait l'empêcher d'avoir droit à un poste dans la municipalité, parce qu'il y a des conflits d'intérêts potentiels mais aussi, à cause de certaines mesures ou certains problèmes de convention, certains avantages qui pourraient être retirés. Je pense que ce projet de loi devrait prévoir que les membres de la Sûreté municipale n'ont pas le droit de militer ou de demander d'obtenir un poste électif dans la municipalité.

Il y a aussi des améliorations qui ont été apportées à ce projet de loi 100 concernant le droit des personnes de voter, d'améliorer le cens électoral. On peut parler des articles 49 et 50, le détenu, la personne qui quitte temporairement son domicile, la personne qui réside ou séjourne dans un centre hospitalier et l'obligation pour le président - le ministre en a parlé tout à l'heure - d'élection de distribuer des cartes de rappel pour indiquer aux gens qu'ils doivent voter. La couleur des bulletins qui pourrait être changée, si cela concerne le maire ou les conseillers municipaux. La personne qui est handicapée, que ce soit un sourd ou un muet, peut avoir de l'aide pour lui permettre d'exercer son droit de vote. Je pense que ce sont des améliorations importantes qui ont été apportées au projet de loi.

Il y a aussi l'article 798 qui amende la Loi sur l'enseignement primaire et secondaire public et qui prévoit que les articles 304 à 312 de la Loi sur les élections et les référendums des municipalités concernant les motifs d'incapacité à exercer la fonction de membre du conseil municipal s'appliqueront aux membres du conseil des commissaires de la même manière. Ce qui m'amène justement à traiter de la moralité publique des hommes et des femmes qui désirent exercer ou exercent présentement la fonction de membre d'un conseil municipal. Le projet de loi 100 constitue un sérieux effort pour cerner les motifs d'incapacité aux fonctions

de maire et de conseillers.

Lors de la consultation particulière, j'avais exprimé de sérieuses réserves sur le pouvoir que voulait se donner le ministre des Affaires municipales de déterminer tout cas où l'article 304 ne serait pas appliqué. En fait, le ministre prévoyait un certain nombre de motifs d'incapacité et, dans un autre article ou un sous-article, il disait qu'il pouvait décider à son bon vouloir. Donc, à l'article 304, on dit: "Est inhabile à exercer la fonction de membre du conseil de toute municipalité la personne qui, sciemment, pendant la durée de son mandat de membre du conseil d'une municipalité ou de membre d'un organisme municipal, a un intérêt direct ou indirect dans un contrat avec la municipalité ou l'organisme."

"L'incapacité subsiste jusqu'à l'expiration d'une période de cinq ans après le jour où le jugement qui déclare la personne inhabile est passé en force de chose jugée."

Le ministre, heureusement, a reculé, car un tel pouvoir d'intervention ad hoc aurait été très dangereux. Nous nous réjouissons aussi de voir que le ministre a reculé sur les alinéas prévoyant que les motifs d'incapacité ne seraient pas appliqués dans les cas où l'intérêt général de la municipalité ou de l'organisme municipal exige que le contrat soit conclu de préférence à tout autre, tout autre cas déterminé par le ministre des Affaires municipales.

Par contre, l'alinéa 5 de ce même article nous semble imprécis et même contradictoire par rapport au quatrième alinéa de l'article 116 de la Loi sur les cités et villes. Le projet de loi 100 veut introduire la notion de fourniture de services offerts de façon générale par la municipalité, alors que la Loi sur les cités et villes parle plutôt d'acceptation ou de réquisition de services municipaux mis à la disposition des contribuables suivant un tarif établi. On peut trouver l'exemple suivant à l'article 834 du projet de loi 100 qui modifie l'article 21, paragraphe d, de la charte de la ville de Québec. On prend exactement les mêmes termes qui sont "l'acceptation ou la réquisition de services municipaux". En voulant changer, on revient à une fourniture de services, donc cela va changer partout et on va essayer de faire l'adaptation à ce moment.

Il y a un autre endroit, qui est l'article 355, où le ministre donne une certaine discrétion au conseil municipal en cas de décès ou de démission d'un conseiller municipal, où il donne la latitude à un conseil municipal de décider si ce poste sera comblé ou non. Je pense que l'Union des municipalités s'était opposée à cette façon de procéder. Je concorde dans le même sens en disant que le conseil ne devrait pas avoir le choix. Je pense que cette discussion a

déjà été faite, il n'y a pas tellement d'années, et il avait été reconnu que, normalement, un conseil municipal composé surtout du nombre qu'on a devant nous, discrétionnaire, où il y a un certain nombre, plus que moins, de conseillers... Mais même s'il y en avait un qui décédait, nous continuons de prétendre que le quartier n'est pas nécessairement diminué ou n'est pas moins bien servi par l'absence d'un conseiller en deça de douze mois. Donc, j'avais indiqué au ministre, à ce moment-là, lors de l'étude de ce projet de loi, qu'il était dangereux de laisser cette discrétion au conseil municipal à moins d'une année d'élection municipale. Il y aurait lieu de ne pas permettre à un conseil de pouvoir décréter une élection partielle lorsqu'un poste de maire ou de conseiller devient vacant.

Il y a d'autres points, M. le Président - cela achève - que je veux soulever. Je pense qu'il y a un article dans le projet de loi qui est intéressant au sujet de quelqu'un qui a subi des procédures judiciaires qui sont de nature à le disqualifier. Il ne sera plus nécessaire pour un contribuable de prendre les mesures qu'on connaissait à l'époque et qui au point de vue de la loi obligeaient à des dépenses énormes pour faire disqualifier quelqu'un qui, à toutes fins utiles, maire ou conseiller, pouvait siéger un an, deux ans tout en sachant très bien qu'il était dans l'illégalité. Donc, ce projet de loi bonifie de ce côté. On doit s'en réjouir. Je pense que cela est de nature à rassurer les gens sur la qualité du cens électoral, aussi du sens de la responsabilité des élus municipaux.

Mais il y a d'autres points qui me semblent faire problème et ce sont certains articles concernant les règlements d'emprunt, les règlements référendaires ou permettant de vendre une certaine partie des réseaux municipaux. Il y a des différences et, encore là, il n'y a pas de concordance ou de cohérence certaine. Par exemple, pour un règlement d'emprunt qui parlerait d'aqueduc, de vendre l'aqueduc, de le confier à un autre, quel serait le nombre de personnes habilitées à voter? Il faut qu'il y en ait plus que moins. Donc, plus de positif que de négatif. Mais il faut au moins que le tiers des personnes habilitées à voter, donc cela pourrait être l'ensemble de la population, se prononce.

Concernant les règlements d'emprunt, si c'est une municipalité, cela prend un huitième de 1000 habitants, huit centièmes de 2000, 20 % sur 2000 habitants et plus. Dans le Code municipal, c'est la moitié des citoyens qui doivent voter majoritairement.

En ce qui concerne le réseau électrique, on a deux poids, deux mesures. Il y a encore quelques municipalités qui ont des réseaux électriques municipaux. Pour elles, on demande seulement la majorité simple. On ne dit pas: Vous devez aller voter à 50 %

ou à 20 %. D'abord qu'il y en a quelques-uns qui vont voter. S'ils sont majoritaires, la municipalité peut vendre son réseau. Je comprends pourquoi. Le gouvernement veut favoriser la vente ou le transfert des réseaux électriques municipaux à Hydro-Québec. L'intention est louable. Mais pourquoi avoir deux poids, deux mesures ou avoir trois poids, trois mesures? Est-ce qu'on ne devrait pas uniformiser jusqu'à un certain point ces nombres ou ces votes? Il y a un danger qui est certain aussi: Quand on demande un référendum, s'il y a des gens qui sont contre un projet de règlement de la municipalité, ils peuvent s'opposer, donc demander un référendum, la meilleure façon de battre un référendum, c'est de ne pas aller voter parce qu'on n'aura pas le tiers. Dieu sait si c'est difficile d'amener des gens qui sont pour un projet de loi à aller voter. Je me demande de ce côté si le ministre a réfléchi, même si cela existait dans l'ancien projet de loi, dans la loi actuelle. Je pense que lorsqu'il fait des projets de loi, ce gouvernement devrait se distinguer des autres. Il a dit à tout le monde: Nous allons légiférer moins, mais on fera de meilleurs projets de loi et on fera moins de réglementations.

(18 h 20)

Quand on regarde, il n'y a rien de changé pour le moment. Je pense qu'on doit lui rappeler de temps en temps qu'il avait un objectif et qu'il faudrait qu'il livre la marchandise. Est-ce que c'est nécessaire d'obliger les conseils municipaux à avoir des procédures plus complexes dans l'ensemble, surtout qu'on n'est pas dans un pays totalitaire? Rien, dans les lois, n'oblige un citoyen à voter si ce n'est son sens du civisme et son envie, son obligation ou sa sensation de faire partie d'une société. Mais, dans des règlements d'emprunt, c'est rare que l'ensemble des citoyens va partir pour aller voter. C'est comme aller à la messe ou à peu près, il n'y en a pas beaucoup qui y vont; en tout cas, il y en a de moins en moins. Il faut penser que, dans des règlements municipaux et des référendums... Il faudrait que le ministre réfléchisse là-dessus. Est-ce que c'est nécessaire de le faire? Je vous dis que quelqu'un qui examine la loi comme il faut peut faire la preuve de cela. Si les gens n'ont qu'à s'opposer à un projet de loi, donc demander un référendum, donc des coûts supplémentaires à la municipalité et qu'ensuite ils s'abstiennent de voter, je vous passe un papier que ce sera difficile de faire passer un référendum.

En gros, c'étaient les remarques que j'avais à faire. J'en aurais eu d'autres, bien sûr, parce que c'est un projet de loi tout de même très important. Ce n'est pas seulement une refonte du Code municipal et de la Loi sur les cités et villes, c'est aussi un projet de loi qui introduit de nouveaux éléments importants dans une loi, dont on aura à

discuter pendant de nombreuses heures. Je vous dis d'avance que, ce projet de loi, l'Opposition va continuer à prétendre qu'on doit le bonifier et l'améliorer. On se réserve le droit de poser beaucoup de questions, non pas pour embêter, mais surtout pour améliorer ce projet de loi. Il y a des principes auxquels on tient forcément, que j'ai identifiés. Tout le reste fera l'objet de discussions ou d'amendements que nous pourrions apporter au cours de l'étude article par article de ce projet de loi. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président: Est-ce qu'il y a d'autres interventions? M. le ministre, donc, a droit de réplique. Le débat est en clos à cette étape-ci du projet de loi, est-ce que cette motion d'adoption du principe du projet de loi 100, Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, est adoptée?

Des voix: Adopté.

Le Vice-Président: Adopté. M. le leader adjoint du gouvernement.

**Renvoi à la commission de
l'aménagement et des équipements**

M. Lefebvre: M. le Président, je fais motion pour déferer le projet de loi 100 à la commission de l'aménagement et des équipements.

Le Vice-Président: Est-ce que cette motion est adoptée?

Des voix: Adopté.

Le Vice-Président: M. le leader adjoint du gouvernement.

M. Lefebvre: J'aurais un avis consécutif à l'adoption de la motion en question. M. le Président, j'avise cette Assemblée que le mardi 5 mai 1987, de 10 heures à 12 h 30, à la salle 101 de l'édifice Pamphile-Le May, la commission de l'aménagement et des équipements procédera à l'étude détaillée du projet de loi 100, Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités.

Le Vice-Président: Très bien. Puisqu'il est maintenant plus de 18 heures, nous allons suspendre nos travaux. Je comprends qu'il y a consentement pour que nos travaux reprennent seulement à 20 h 30 et non à 20 heures. L'Assemblée nationale suspend ses travaux jusqu'à 20 h 30.

(Suspension de la séance à 18 h 23)

(Reprise à 20 h 32)

Le Vice-Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

Veuillez prendre place, s'il vous plaît!

L'Assemblée nationale reprend maintenant ses travaux, toujours à la période des affaires du jour, simplement pour aviser que nos travaux sont maintenant suspendus à loisir et reprendront vers 21 heures. Donc, les travaux de l'Assemblée nationale sont suspendus à nouveau.

(Suspension de la séance à 20 h 33)

(Reprise à 21 h 10)

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît! Je vais maintenant reconnaître M. le ministre des Finances. M. le ministre des Finances.

Des voix: Bravo! Bravo!

M. Levesque: M. le Président...

M. Gendron: M. le Président. Oui, M. le Président, question de directive.

Le Président: M. le leader adjoint de l'Opposition et député d'Abitibi-Ouest.

**Discussion sur l'état de la
situation et sur la procédure**

M. Gendron: Oui, M. le Président. Devant ce fait absolument sans précédent, vous n'êtes pas sans vous douter que l'Opposition officielle veut, à tout le moins, vous signaler certaines anomalies au sujet desquelles, je pense, il est important de savoir de votre part, comme président de l'Assemblée, quelle sera votre décision. Il n'y a personne qui ne sait pas que la Chambre n'a pas été convoquée. Il n'y a pas d'ordre de la Chambre pour faire ce que vous venez d'indiquer. À ce moment-ci, on n'a jamais reçu d'ordre de la Chambre à savoir que la parole est au ministre des Finances, d'autant plus que vous n'avez même pas eu l'occasion de demander au leader du gouvernement d'appeler un autre élément du feuillet de la Chambre d'aujourd'hui. Pour ce qui nous concerne, devant ce fait absolument sans précédent, devant le devancement d'une semaine d'un discours sur le budget, quelque chose qui ne s'est jamais vu, devant l'obtention de renseignements privilégiés de la part de deux chaînes de télévision, l'Opposition a appris, il y a quelques minutes, que nous ne ferions pas ce qui est prévu au feuillet d'aujourd'hui, que nous ne ferions pas les travaux prévus en cette Chambre ce soir.

M. le Président, nous, nous ne pouvons absolument pas accepter que les parlementaires voient leurs droits ainsi bafoués,

quelque chose de sans précédent, de jamais vu. Le gouvernement et son ministre des Finances se livrent ainsi à une parodie sans précédent de l'Assemblée nationale à l'égard des droits des parlementaires, à l'égard des règles connues, à l'égard de la démocratie, à l'égard des traditions parlementaires. On ne peut pas arriver en Chambre comme on vient de le faire à 21 heures et quelques minutes et voir le président se lever et nous indiquer que nous allons avoir droit au discours sur le budget, alors que tout ce qui était connu, c'était jeudi soir prochain le discours sur le budget.

Comment se fait-il qu'on change les règles, qu'on change les traditions, les habitudes parlementaires et qu'on nous demande d'entendre le ministre des Finances livrer, une semaine avant le temps, le discours sur le budget parce qu'il a été insouciant, parce qu'il a manqué de précaution, parce qu'il a manqué à ses responsabilités fondamentales de ministre des Finances? Donc, M. le Président, il s'agit d'une bourde monumentale et grave de conséquence pour ce que nous en savons à ce moment-ci. Si tel n'est pas le cas, on va exiger des informations concernant la situation qui a prévalu pour que nous changions les règles, que nous changions l'ordre de la Chambre et que nous assistions à une présentation anticipée du budget. Tout le monde sait qu'une pareille fuite de documents publics de nature strictement confidentielle doit à tout le moins entraîner une enquête des plus sérieuses et, selon la nature des éléments qui nous seraient révélés par cette enquête, conduire possiblement à la démission du ministre des Finances.

Une voix: Eh oui!

Le Président: En conclusion, s'il vous plaît!

M. Gendron: Oui, M. le Président, la tradition parlementaire, toutes nos règles et les précédents parlementaires, compte tenu de la nature confidentielle et très importante du budget, exigent qu'un ministre des Finances prenne toutes les mesures afin qu'aucune disposition d'un budget ne soit connue avant le temps. Pourquoi la tradition parlementaire exige-t-elle des mesures aussi draconiennes, aussi sévères? C'est parce que, normalement, dans la tradition parlementaire, un budget, c'est sérieux, c'est majeur, c'est important. C'est important pour l'équité, pour que personne ne puisse profiter d'avantages auxquels il n'aurait pas droit si les choses se déroulaient convenablement et selon les règles parlementaires. M. le Président, ce à quoi nous assistons pour l'instant...

Le Président: En conclusion, s'il vous plaît, M. le député d'Abitibi-Ouest.

M. Gendron: Un instant, M. le Président! On va conclure quand j'aurai fini ma plaidoirie.

Des voix: Oui, oui.

M. Gendron: Oui, M. le Président.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît! Je vous ai permis d'intervenir...

Des voix: M. le Président...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît! M. le député d'Abitibi-Ouest, vous avez demandé la parole, je vous ai reconnu. C'est une occasion très exceptionnelle. Je vais rendre une seule et unique décision. Je vous ai permis d'intervenir et je vais continuer à vous écouter, mais je vais vous demander une chose. Je vais demander une brève réplique de la part du leader du gouvernement, mais je vais vous demander de conclure le plus rapidement possible. Je pense que, déjà, vous avez très bien expliqué votre point à l'Assemblée.

Une voix: M. le Président...

Le Président: Je m'excuse! J'ai accepté que vous interveniez, mais je voudrais quand même rendre une décision de façon globale.

M. Gendron: M. le Président, je n'ai pas d'objection à procéder le plus rapidement possible, mais il faut que j'aie le temps de m'exprimer. On ne peut pas arriver comme ça, à brûle-pourpoint, changer les règles du jeu et dire à l'Opposition: Asseyez-vous, je donne la parole au ministre des Finances.

M. le Président, vous êtes président de cette Assemblée, vous êtes président des droits des parlementaires, je vous demande de nous expliquer comment il se fait que, ce soir, nous ne sommes pas appelés à faire, comme parlementaires, ce pourquoi nous avons été convoqués, ce pourquoi il y a eu un ordre de la Chambre et un feuillet, que vous connaissez autant que moi. Là, je n'ai aucune explication, et vous donnez la parole au ministre des Finances. Et je sais, compte tenu des informations qu'on a obtenues et compte tenu que le leader nous a indiqué, vers 19 h 15, que nous ne ferions pas ce qui était prévu, mais que nous assisterions, une semaine à l'avance, au discours sur le budget... Je vais être obligé de vous demander que quelqu'un du gouvernement, que le leader du gouvernement explique aux parlementaires de cette Chambre ce qui s'est passé, comment il se fait que nous ne faisons pas le boulot auquel nous avons été conviés.

C'est quoi le genre de fuite dont on

entend parler à la radio? C'est quoi l'information que des chaînes de télévision ont alors que, nous, comme parlementaires, on dispose même pas, on ne dispose d'aucune information? On est informés, comme parlementaires, qu'il y a eu des fuites, et le public peut effectivement, à ce moment-ci, avoir des informations que nous n'avons même pas comme parlementaires. On va assister béatement à la lecture du discours sur le budget que nous fera le ministre des Finances sans avoir droit, comme parlementaires, au préalable, à certaines explications sur ce qui s'est passé, sur le genre de fuite dont il s'agit?

Est-ce que le gouvernement a l'intention d'ordonner une enquête publique? Est-ce que l'Opposition aura l'occasion de prendre connaissance du résultat de l'enquête? Qui fera l'enquête? Ce sont toutes des questions auxquelles nous sommes en droit d'avoir des réponses avant d'indiquer quelle attitude aura l'Opposition, avant de poursuivre le travail pour lequel vous nous avez conviés qui, à la surprise de tout le monde, n'est pas du tout celui de l'ordre de la Chambre.

Dans ce sens, je pense que c'était mon droit de parlementaire, c'était mon droit de leader adjoint de l'Opposition d'exposer ces faits et d'exiger qu'avant que le ministre des Finances livre le discours sur le budget, on ait au moins des réponses aux questions qu'on vient de poser. On verra par la suite quelle sera l'attitude de l'Opposition. Merci.

Le Président: Très brièvement, M. le leader du gouvernement, sur le point soulevé; je n'appelle pas cela une question de règlement. J'ai accepté que M. le député d'Abitibi-Ouest intervienne. Je reconnais que vous avez la parole, M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: Merci, M. le Président. Je dirai d'emblée que le député d'Abitibi-Ouest a complètement raison de se poser des questions. Je reconnais volontiers que nous n'avions pas prévu procéder au prononcé du discours sur le budget ce soir. Nous avions annoncé publiquement que le ministre des Finances prononcerait son discours sur le budget le jeudi 7 mai prochain. Ce qui fait que nous nous retrouvons dans la situation actuelle, c'est qu'il y a eu un bris à la confidentialité qui entoure et qui doit entourer la préparation du discours sur le budget.
(21 h 20)

Mais je voudrais que ce soit très clair dès maintenant que le ministre des Finances n'est aucunement responsable du bris à la confidentialité dont il est question. Au contraire, le ministre des Finances agit de la façon la plus responsable possible. Quand le député d'Abitibi-Ouest, leader adjoint de

l'Opposition, disait tantôt que les droits des parlementaires, notamment ceux des parlementaires de l'Opposition, ont été brimés, je lui rappelle que, dès le moment où on a été informé qu'il y avait eu un bris à la confidentialité par un journaliste... Je dis, entre parenthèses, qu'il n'y a aucun blâme qui est adressé par le gouvernement à quelque journaliste que ce soit, mais je laisse le soin au ministre des Finances de dire, tantôt, comment il entendra vérifier qui est responsable du bris à la confidentialité. Je ferme la parenthèse en reprenant: Dès le moment où le ministre des Finances a été informé de ce bris à la confidentialité, il a pris les décisions suivantes.

Il a convoqué une réunion non seulement des journalistes, mais des membres de l'Opposition, à ce qu'on appelle communément un "lock-up", pour les informer immédiatement du contenu du discours sur le budget, après avoir décidé, bien entendu, qu'il procéderait immédiatement, ce soir, à la présentation du discours sur le budget. Je pense que c'est là la preuve la plus éclatante du sens des responsabilités du ministre des Finances. Plutôt que d'avoir tergiversé, d'avoir tenté d'imaginer toutes sortes de scénarios, constatant qu'une partie du contenu de son discours sur le budget avait été rendue publique, il a choisi d'agir et d'en saisir les parlementaires à la première occasion, c'est-à-dire au moment où l'Assemblée nationale devait se réunir après la suspension pour le souper.

Si vous le permettez, M. le Président, le ministre des Finances pourra expliquer de quelle façon il entend procéder pour satisfaire aux appréhensions fort légitimes du député d'Abitibi-Ouest. Mais je signale et je répète encore une fois que le ministre des Finances agit de façon exemplaire dans des circonstances qui, j'en conviens, ne sont pas normales, ne sont pas usuelles. C'est là la marque d'un parlementaire aguerri, d'un homme d'expérience et d'un homme soucieux du respect des traditions parlementaires que d'agir comme le fait présentement le ministre des Finances.

Des voix: Bravo!

M. Brassard: M. le Président.

Le Président: M. le whip de l'Opposition.

M. Brassard: Sur la même question.

Le Président: Ce n'était pas une question. C'est un point...

Une voix: Wo! Wo!

Le Président: Je m'excuse.

Une voix: C'est un point...

Le Président: Oui, exactement, et je pense que M. le député d'Abitibi-Ouest et leader adjoint du gouvernement a fait le point. Je pense qu'il y a eu réponse à certaines questions. Après...

Une voix: ...

Le Président: J'ai une décision à rendre. Après, je pense que le leader du gouvernement a donné certaines explications et a annoncé que, tout à l'heure, durant la lecture, s'il y avait certaines autres explications à donner, M. le ministre des Finances les apporterait. Alors, je ne reconnaitrai... M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: Je voudrais faire une suggestion, M. le Président. Pourrait-on permettre au ministre des Finances de dire ce qu'il entend faire, quelles mesures il entend prendre et peut-être bien que, par le fait même, il répondra aux appréhensions que voudrait exprimer le député de Lac-Saint-Jean?

Le Président: M. le député d'Abitibi-Ouest, sur l'offre qui vient d'être présentée par M. le leader du gouvernement.

M. Gendron: M. le Président, il est clair que, dans la présentation que j'ai faite tantôt de l'irrégularité à laquelle nous sommes conviés, j'ai posé un certain nombre de questions. Le leader a été très gentil, très correct de nous expliquer ce qu'il nous avait dit, mais je ne sais rien des questions que j'ai posées et pour lesquelles je veux avoir des éléments de réponse.

Une voix: ...

M. Gendron: Un instant. Ce ne sera pas long! Je veux indiquer effectivement que, selon le genre de réponse que le ministre va nous faire avant la présentation du budget sur les aspects... Est-ce que, oui ou non, il y aura une enquête publique? Est-ce que, oui ou non - là, je profite de quelques minutes, M. le Président, pour poser clairement certaines questions que je n'ai pas posées parce que je croyais que ce serait leader du gouvernement qui donnerait la réponse... Avant que le ministre des Finances ait la parole, on voudrait savoir également, si on nous annonce qu'on doit faire le discours sur le budget parce qu'il y a eu des fuites ce soir, quelles garanties, nous comme parlementaires, avons-nous qu'il n'y en a pas eu il y a quelques jours? Quelles garanties aurons-nous de faire le tour de l'ensemble de la question puisque, si le ministre des Finances décide de présenter le budget dès ce soir et, comme le leader du gouvernement l'a

mentionné, de répondre à l'action par l'action - pour le moment, nous pensons que c'est de répondre davantage à l'affront par l'affront des parlementaires et par l'affront des règles traditionnelles... En conséquence, le ministre des Finances devrait nous indiquer si oui ou non, il y aura une enquête publique. Est-ce que, oui ou non, le gouvernement a envisagé que le ministre des Finances soit effectivement obligé de laisser "sa job" comme ministre des Finances par manque de responsabilité? Il me semble, M. le Président, que les réponses à ces questions-la...

Le Président: En conclusion.

M. Gendron: ...doivent difficilement venir du ministre des Finances. Comment voulez-vous qu'il me réponde lui-même: Oui, je vais offrir ma démission au premier ministre? Je pense que le gouvernement est interpellé dans ce dossier-là. Le ministre des Finances a une partie de réponse à donner, à savoir: Comment il se fait qu'il y a eu bris de confidentialité? Qu'est-ce qui s'est passé? Est-ce qu'il a l'intention d'ordonner une enquête publique pour laquelle l'Opposition - un instant! - aura le droit d'avoir les informations pertinentes? Et, selon le genre de réponse du ministre des Finances, on verra!

Le Président: Bon! Je pense...

M. le leader du gouvernement très brièvement. Je vais céder la parole...

M. Gratton: Qu'on écoute ce que le ministre des Finances a à dire. Et je vous donne une primeur: Il ne démissionnera pas!

Des voix: Bravo! Bravo! Bravo!

M. Gratton: Qu'on écoute ce que le ministre des Finances a à dire et peut-être que, de l'autre côté, on sera à court d'interventions.

M. le Président, je vous prie de laisser à celui qui est responsable du discours sur le budget, de la politique budgétaire du gouvernement, la possibilité de s'exprimer à ce moment-ci et l'Opposition jugera ensuite s'il est nécessaire de continuer d'intervenir.

Le Président: Bon! Avant de céder la parole à M. le ministre des Finances, pour répondre à une question de règlement... non, il n'y a pas de question de règlement à ce niveau-là... à une interrogation plutôt...

M. Gendron: On va pouvoir s'en aller si...

Le Président: Vous m'avez posé une question et je dois répondre. Vous m'avez parlé du règlement. Je m'excuse, vous

m'avez parlé du règlement et je vais répondre à votre question de règlement du tout début de votre première intervention. Vous avez mentionné, M. le député d'Abitibi-Ouest, qu'il fallait absolument que le sujet "discours sur le budget" soit au feuillet. Il n'y a aucune coutume, aucun usage ni aucun règlement qui oblige qu'un préavis soit donné au feuillet avant d'appeler l'affaire qui s'appelle le discours sur le budget. C'est un privilège qui est accordé au leader du gouvernement. Il y a plus que ça. Il n'y avait aucune affaire en cours et c'est le privilège du gouvernement d'appeler le discours sur le budget.

J'ai eu la chance - je m'excuse! - de vérifier avant de monter et avant d'ouvrir cette Assemblée. On m'apprend qu'il n'est pas nécessaire de donner un préavis. Il n'est pas nécessaire que ce préavis soit inscrit au feuillet pour qu'on puisse procéder ce soir s'il n'y a pas d'affaire en cours et il n'y avait pas d'affaire en cours. Si le leader décide à sa discrétion d'appeler M. le ministre des Finances sur le discours sur le budget... C'est sur le point de droit que vous aviez mentionné.

Maintenant, il est de coutume et d'usage parlementaire... Je m'excuse. C'est très important. Je ne veux rendre qu'une seule et unique décision. Je vous ai permis d'intervenir à deux reprises, M. le député d'Abitibi-Ouest. J'ai permis à M. le leader du gouvernement d'intervenir aussi mais il est de coutume et d'usage en cette Chambre... Je comprends et j'accepte les qualificatifs qui ont été appliqués tout à l'heure des deux côtés de cette Chambre et prononcés dans cette Chambre, qu'il n'est pas usuel qu'on appelle le discours sur budget comme on l'a fait ce soir. Il est inhabituel aussi qu'en l'espace de quelque temps, on appelle avec peut-être 30 minutes de retard... Il y a eu une suspension légale, correcte de la Chambre, mais qu'on appelle le discours sur le budget... Mais il y a aussi un usage parlementaire. Alors que le leader du gouvernement, à sa discrétion, accepte d'appeler le discours sur le budget, depuis toujours en cette Chambre et dans les Chambres parlementaires britanniques, il est de coutume et d'usage de n'accepter aucune question de...

Une voix: ...

Le Président: ...règlement, aucune question de privilège avant d'entendre M. le ministre des Finances. Si le ministre des Finances, par son discours, attend un privilège de cette Assemblée ou un privilège d'un de ses membres ou soulève des questions de règlement, on verra en temps et lieu à y répondre. Pour le moment, il y a un précédent extrêmement clair ici en cette Chambre. Le 10 mars 1981, alors que le ministre des

Finances de l'époque, M. Parizeau, voulait prononcer son discours des finances, il y eut une question de règlement de soulevée par M. le leader de l'Opposition. En page 1303 et suivantes, le 10 mars 1981, toute la jurisprudence a été expliquée par ma collègue, Mme Cuerrier, qui était vice-présidente et M. le Président Vaillancourt qui siégeait à ce moment-là comme président de l'Assemblée.

Tout à l'heure, vous aviez demandé à titre d'indicatif, et c'est très légitime de votre part, M. le député d'Abitibi-Ouest, quels étaient les moyens qui étaient donnés, non seulement à l'Opposition, mais à tous les parlementaires de cette Assemblée, pour savoir s'il y avait eu irrégularité ou pas. Je vous rappellerai immédiatement qu'il y a des moyens, qu'il y avait des moyens à ce moment-là, en 1981, qui étaient l'article 127, et également les articles 68 et 24 de l'ancien règlement.

(21 h 30)

Aujourd'hui, vous avez deux moyens qui sont très explicites et qui sont très clairs dans le règlement de l'Assemblée nationale. Il s'agit des articles 304 à 307. Il vous est permis et vous avez encore des motions de censure qu'il vous est disponible de faire en tout temps après la lecture de ce discours sur le budget et non pas avant. Je m'excuse. Je veux respecter toutes les traditions parlementaires, autant canadiennes que britanniques dans ce sens-là.

Dans un deuxième temps, vous avez aussi un autre moyen qui est prévu dans le règlement de l'Assemblée nationale, et c'est l'article 316, paragraphe 3° de notre règlement qui est une motion de blâme qu'il est possible d'adresser à un membre de cette Assemblée, s'il y a lieu, si vous en décidez, peut-être à l'adresse du ministre des Finances, mais ce sont des moyens qui sont prévus dans le règlement de l'Assemblée nationale. À cette étape-ci, nous devons procéder à la lecture du budget de la part du ministre des Finances. Je n'accepterai pas, comme mes prédécesseurs, et comme la jurisprudence qui a été établie non seulement au Québec mais également à Ottawa le 17 avril 1978 dans le **Journal des débats** à la page 4549, où il a été décidé exactement la même chose et dans d'autres Chambres aussi...

Vous me permettez de ne pas citer plus abondamment la jurisprudence, mais celle très récente de cette Assemblée, en 1981, établit sans aucun doute la jurisprudence en cette matière. Je pense que vous avez tous les moyens et d'autres articles du règlement vous permettront... Il y a une offre qui a été faite tout à l'heure par M. le leader du gouvernement. À l'intérieur même de la lecture de son discours sur le budget, si le ministre des Finances veut ce soir donner certaines

explications, il en donnera. Mais, si l'Opposition ou un autre membre de cette Assemblée... Je m'excuse, je m'excuse. Si un autre membre de cette Assemblée veut utiliser le règlement, je viens de vous donner les articles pertinents. Que ce soit un membre de l'Opposition ou un autre membre de cette Assemblée, ce sont les mêmes droits ici dans cette Assemblée.

Je vais céder immédiatement la parole...

M. Gendron: M. le Président.

Le Président: Je m'excuse, je vous ai cédé la parole, M. le député d'Abitibi-Ouest.

M. Gendron: Je m'excuse. J'ai une autre question de directive à vous demander et... Oui. La deuxième question...

Le Président: Je vais vous donner quelques secondes, M. le député d'Abitibi-Ouest. Je pense que je viens de rendre... Je vous avais annoncé dans votre première intervention que je rendrais une décision finale en bloc et je pense qu'elle est très claire. Je me suis basé... À l'ordre, s'il vous plaît! Je me suis basé sur la jurisprudence et les cas de décisions de cette Assemblée par mes collègues ici alors qu'on soulevait les mêmes questions que vous venez de soulever, M. le député d'Abitibi-Ouest.

M. Gendron: Non, ce n'est pas pareil. Il y a des fuites.

Le Président: Je m'excuse. C'est exactement cela qui était allégué en 1981.

Une **voix:** Non, monsieur, non, monsieur.

Le Président: Écoutez, je ne lirai pas toute la cause de jurisprudence. Je viens de vous la citer.

M. Gendron: M. le Président.

Le Président: Je vais reconnaître...

M. Gendron: Non, un instant, M. le leader du gouvernement. Je pense qu'effectivement le leader du gouvernement m'a fait l'offre, les parlementaires l'ont entendue, y compris ceux de la formation ministérielle - un instant - et ceux de l'Opposition, à savoir qu'il demanderait au ministre des Finances, avant de prononcer le discours sur le budget, de répondre aux questions que j'ai posées. C'est mon premier point.

Deuxième question de directive, M. le Président. Êtes-vous capable d'indiquer ce soir, comme président de cette Assemblée, sur quelles dispositions réglementaires vous vous êtes basé pour ne pas appeler la

Chambre, tel que prévu par consentement unanime, à 20 h 30? Je veux avoir une réponse de vous là-dessus, M. le Président. Cela n'a rien à voir avec le leader du gouvernement et le ministre des Finances. Il y avait entente des deux partis pour que la Chambre soit convoquée à 20 h 30...

Le Président: Je m'excuse. Vous m'avez posé cette question tout à l'heure. Vous m'avez posé aussi la question à savoir s'il fallait que ce soit au feuillet. Vous avez aussi prétendu que cela prenait un préavis. J'ai répondu à toutes ces questions et je ne veux pas revenir sur ma décision.

Dans un deuxième temps, la séance de la Chambre a été ouverte à 20 h 30.

M. Gendron: Je m'excuse. On m'indique que la séance de la Chambre a été ouverte à 20 h 30.

Le Président: Et les travaux de la Chambre avaient été suspendus à 18 h 30 pour 20 h 30.

M. Gendron: Merci. Je finis ma deuxième question. Sur la base de quel article, M. le Président, avez-vous permis que le leader du gouvernement n'appelle pas le projet de loi qui était prévu mais appelle le discours sur le budget? Sur la base de quel article vous êtes-vous appuyé pour appeler le discours sur le budget à...

Le Président: Le pouvoir discrétionnaire du leader du gouvernement qui, en vertu de l'article 96, appelle l'article du feuillet qu'il veut bien. Et je vous ai répondu tout à l'heure qu'en ce qui concerne le discours sur le budget, il n'est pas nécessaire que ce soit inscrit au feuillet. C'est à la discrétion - s'il n'y a pas d'appel ou de choses en marche dans cette Assemblée - du leader du gouvernement d'appeler...

M. Gendron: M. le Président...

Le Président: ...le discours sur le budget.

M. Gendron: ...quand le leader a-t-il appelé le discours sur le budget?

Une **voix:** Jamais!

M. Gendron: Le leader n'a jamais appelé le...

Une **voix:** Jamais! Jamais!

M. Gendron: ...discours sur le budget, M. le Président. Vous vous êtes levé et vous avez dit: Maintenant, le ministre des Finances va prononcer le discours sur le budget. Jamais le leader du gouvernement...

Le Président: Écoutez...

M. Gendron: ...en cette Chambre n'a appelé le discours sur le budget.

Le Président: Écoutez, si on veut être formaliste, voulez-vous l'appeler immédiatement? Je pense que je suis ici et si j'ai accepté cette question... Un instant. Non, non. Là, je pense qu'il y a eu des communications depuis 18 heures. Je m'excuse. Il y a eu des communications entre les deux formations depuis 18 heures. À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît! M. le député d'Abitibi-Ouest, il y a eu des communications. La Chambre a été ouverte à 20 h 30 et elle a été suspendue jusqu'à bon vouloir. Je pense que les deux formations étaient bien avisées. Je ne qualifierai pas les événements d'autre chose que les qualificatifs qui ont été employés par vous deux, le leader adjoint de l'Opposition et M. le leader du gouvernement. Je pense que c'est suffisant pour tout expliquer ce pour quoi on est tous ici ce soir.

M. Gendron: Qu'est-ce que vous allez faire, M. le Président, à 22 heures?

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Gendron: Qu'est-ce que vous allez faire, M. le Président, à 22 heures?

M. Gratton: Est-ce qu'on me permettrait, M. le Président?

Le Président: Je verrai à 22 heures si jamais il y a quoi que ce soit, je demanderai. M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: M. le Président...

Une voix: Consentement.

Le Président: Je suis entièrement d'accord.

M. Gratton: Pourrais-je faire appel à la collaboration de tous? J'ai offert tantôt que le ministre des Finances explique comment il entend procéder, quelles mesures il entend prendre pour régulariser la situation avant de prononcer son discours sur le budget. Je suis prêt à accorder le consentement de notre côté pour que, si les explications du ministre des Finances ne sont pas complètes, les députés de l'Opposition puissent l'interroger. Évidemment, à condition qu'on m'accorde ce que j'ai compris des discussions qu'on a eues au préalable, soit que le ministre des Finances, ayant enfin fourni des réponses à toutes les questions de l'Opposition, puisse ensuite procéder au prononcé de son discours sur le budget. Et le critique de l'Opposition

officielle pourra, selon les règles de procédure, répliquer, de façon que nous puissions régulariser la situation. M. le Président, je suis convaincu que tant l'Opposition que les membres du gouvernement veulent, dans l'intérêt du public, que nous régularisions une situation qui, je l'ai admis dès le départ, n'est pas régulière, n'était souhaitée par personne et surtout pas par le ministre des Finances.

Alors, je répète, je réitère l'offre que j'ai faite: qu'on laisse au ministre des Finances le soin d'expliquer et de tenter de répondre aux appréhensions de l'Opposition que, si d'autres questions sont suscitées ou sont souhaitées par l'Opposition, qu'on les entende, que le ministre des Finances ou le leader du gouvernement y répondent pour qu'ensuite on procède au prononcé du discours sur le budget.

M. Gendron: M. le Président...

Le Président: Y a-t-il consentement?

M. Gendron: Oui, il y a consentement, mais je voudrais que, comme président, vous preniez acte, effectivement, de l'offre qui est faite par le leader du gouvernement. Dans ces conditions là, si le ministre des Finances répond aux questions qu'on a posées, à la suite des réponses qu'il donnera, si vous nous donnez l'autorisation d'interroger à nouveau sur certains éléments qui auraient été omis dans les réponses fournies par le ministre des Finances, oui, sur cette base, parce que c'est ça l'offre du leader du gouvernement, nous sommes d'accord pour entendre le ministre des Finances.

Le Président: M. le leader du gouvernement, la dernière intervention vous va? Alors, M. le ministre des Finances.

M. Levesque: M. le Président, j'ai été informé vers 17 heures aujourd'hui qu'un journaliste d'un poste de télévision de Montréal allait révéler aux nouvelles de 18 heures des éléments majeurs du budget 1987-1988 dont la présentation, en effet, était prévue pour jeudi prochain le 7 mai. J'ai immédiatement pris les décisions qui s'imposaient en pareille circonstance, en mon âme et conscience, celle qui fait passer les intérêts supérieurs du Québec au-dessus de toute autre considération. Mon devoir est de rendre public dans les plus brefs délais l'ensemble du budget afin d'éviter que des personnes subissent des préjudices ou qu'elles en tirent un avantage indu.
(21 h 40)

De fait - je fais ici une parenthèse, M. le Président - si j'avais prévu que ce discours devait avoir lieu le jeudi 30 avril, disons, à 16 heures de l'après-midi, je pense qu'après ce discours, jusqu'à minuit, nous

serions dans les mêmes circonstances à l'heure actuelle, même que le discours est prononcé plus tard qu'il ne l'aurait été normalement.

Mon devoir est aussi de faire bénéficier, comme prévu, les citoyens et les citoyennes du Québec des mesures fiscales et budgétaires sur lesquelles nous travaillons depuis plusieurs mois et qui sont susceptibles de les avantager à maints égards. Lt. membres de l'Opposition qui ont été convoqués immédiatement pour prendre connaissance du budget doivent être, à ce moment-ci, bien convaincus de l'importance pour les citoyens et les citoyennes du Québec de pouvoir bénéficier des mesures prévues dans ce budget. Je suis convaincu que leur sens des responsabilités est tel qu'ils comprendront l'importance qu'il y avait d'agir immédiatement dans les circonstances que l'on connaît ou que l'on connaîtra peut-être davantage un peu plus tard. Mon devoir est d'agir dans le respect de nos institutions et dans l'intérêt de l'ensemble de la population qui nous a délégués ici, à l'Assemblée nationale, pour défendre les véritables intérêts des citoyens du Québec.

Bref, M. le Président, mon devoir est de couper court aux rumeurs, aux spéculations, à l'incertitude qui risque de perturber le fonctionnement normal de notre économie, de nos institutions parlementaires, de la vie courante de nos concitoyens et de présenter immédiatement le discours sur le budget, quitte - et je réponds à une question de l'honorable député d'Abitibi-Ouest - à laisser aux autorités compétentes le soin de donner suite à la requête que j'ai déjà faite au Solliciteur général d'une enquête policière complète sur l'origine de cet incident.

Une voix: Très bien.

M. Levesque: En terminant, M. le Président, vous me permettrez de remercier tous ceux et toutes celles qui ont collaboré d'une manière constructive, au cours des dernières heures, à la présentation de ce budget. Je pense à la présidence de l'Assemblée, à mes collègues du parti ministériel, à ceux de l'Opposition, aux fonctionnaires de mon ministère et de l'Assemblée nationale, et aux journalistes qui, également, se sont réunis pour prendre connaissance du budget en même temps qu'ont pu le faire les membres de l'Opposition. Je remercie tous ceux et toutes celles qui ont pris les mesures nécessaires pour faciliter ma tâche qui, vous en conviendrez, n'est pas facile et n'avait pas été prévue comme telle.

Le Président: M. le député d'Abitibi-Ouest.

M. Gendron: Oui, assez rapidement, M.

le Président. Je veux remercier le ministre des Finances de nous dire deux choses. Il était urgent d'agir, on en convient. Après une pareille bourde, une pareille fuite, il était urgent d'agir; cela va. Il y avait lieu de calmer les inquiétudes de la population pour que certains citoyens ne soient pas lésés, au nom de l'intérêt public; nous sommes d'accord. Mais j'aurais voulu et je veux encore que le ministre des Finances nous indique trois, quatre choses précises. Le journaliste qui a été saisi de l'information privilégiée, depuis quand l'est-il? Une heure? Une journée? Une semaine? Quelles sont les circonstances qui ont entouré la fuite? Est-ce qu'il s'agit de l'extrait d'un document du discours sur le budget? Est-ce qu'il s'agit d'un extrait du discours sur le budget, est-ce qu'il s'agit de la version finale du discours sur le budget ou s'il s'agit seulement d'une partie du discours sur le budget?

L'autre élément, le ministre des Finances nous dit: J'ai pris mes responsabilités, j'ai indiqué tout de suite au Solliciteur général qu'il y aurait lieu d'ordonner une enquête policière. Cela ne couvre pas, M. le ministre des Finances, la dimension sur laquelle on voudrait que vous-même ou le leader répondiez au nom du gouvernement. Comment l'Opposition pourra-t-elle prendre connaissance de cette enquête policière? Je ne ferai pas un discours, vous savez tous qu'une enquête policière, on ne peut pas y toucher, seul le gouvernement contrôlera cette enquête, seul le gouvernement aura les informations.

Mais le budget est un document tellement majeur pour la population du Québec que, nous, comme Opposition, nous avons des droits. Il me semble qu'il serait normal que le gouvernement nous indique - et s'engage - comment l'Opposition pourra effectivement avoir les informations nécessaires et accès à cette enquête policière puisque ce que nous réclamions, c'est davantage une enquête publique, ce qui est beaucoup plus large. Si le ministre des Finances et le gouvernement disent: Nous, on va se contenter d'une enquête policière, à tout le moins, nous devons avoir des garanties sur les moyens par lesquels l'Opposition pourra prendre connaissance des informations privilégiées qu'il y aura effectivement à la suite de cette enquête.

Le Président: M. le ministre des Finances.

M. Levesque: M. le Président, je suis disposé à répondre à toutes les questions de l'Opposition. Je comprends qu'à ce moment-ci, c'est le moment privilégié pour la population d'être informée sur les dispositions du discours sur le budget. Je vais répondre brièvement. On comprendra également que je ne peux pas répondre d'une façon complète,

entière et adéquate, alors que les événements datent de quelques heures à peine. On me demande à quel moment le journaliste a pu être mis au courant de ces faits. Je l'ignore. Cela fait partie de ce que nous révélera, je l'espère, l'enquête en question. Sauf qu'il faut bien comprendre qu'en général les journalistes ont certains privilèges que d'autres citoyens n'ont pas.

Alors, cette réserve étant faite, j'espère que nous pourrons, dans un avenir le plus rapproché possible, répondre à toutes les questions que se pose normalement l'Opposition, et que je me pose moi-même. Je vous le dis bien franchement, j'aimerais bien en savoir un peu plus sur cette histoire pour vous en dire davantage. Et quand vous vous inquiétez de savoir si vous serez mis au courant, imaginez-vous à quel point j'ai hâte de pouvoir vous dire ce qui s'est passé, parce que, moi, je n'en ai aucune idée au moment où je vous parle.

J'ai pris les mesures qui s'imposaient. Je pense que, si vous aviez été à ma place, vous auriez fait la même chose, je l'espère. Que pouvais-je faire? Je pouvais faire ce que je fais ce soir, ou encore quoi? Remettre le discours sur le budget peut-être à la semaine prochaine, pour donner le temps à chacun de voir cela plus en profondeur et risquer que des gens puissent bénéficier de ces connaissances qui sont déjà dans le public et faire en sorte que nous ayons à nous reprocher de ne pas avoir posé le geste que nous posons ce soir. Ou encore, finalement, on aurait pu dire: Mon Dieu, on refait le budget, il n'y a rien là. Mais justement, c'est dans l'intérêt du public, parce que c'est un bon budget, que je voulais le donner au public et que je ne voulais pas le diluer ni le changer.

Des voix: Bravo! Bravo!

M. Levesque: M. le Président, est-ce que je peux commencer le discours? Non?

Le Président: M. le whip de l'Opposition.

M. Brassard: Une précision, pour qu'on se comprenne très bien. Est-ce que je comprends des propos du ministre des Finances qu'il s'engage à fournir à l'Opposition toutes les informations, les résultats de l'enquête policière sans réserve, de façon qu'on puisse connaître nous aussi les circonstances de la fuite, les responsables de la fuite, la façon dont ça s'est passé? C'est l'engagement que prend le ministre des Finances. Est-ce que c'est comme cela qu'il faut comprendre les choses?

Le Président: M. le ministre des Finances.

M. Levesque: M. le Président, je n'ai pas qualifié cela de fuite. C'est le député qui a parlé de fuite. Moi, j'ai parlé d'un incident. Je ne peux aller plus loin pour le moment.

(21 h 50)

Deuxièmement, est-ce que l'Opposition sera mise au courant de tous les détails qui pourraient être découverts à la suite de cette enquête? Je serai le premier à plaider pour que de telles révélations soient faites. Évidemment, je ne suis pas en mesure, à ce moment-ci, de parler pour mes collègues, le ministre de la Justice ou le Solliciteur général, non, et je ne le ferai pas. Je ne peux pas le faire, mais je puis vous dire, cependant, qu'en ce qui me concerne, je vais insister pour que toute la lumière soit faite, qu'il n'y ait rien qui soit négligé, justement afin que la population sache, pas seulement l'Opposition, la population, pas seulement l'Opposition, les députés ministériels, pas seulement les députés ministériels et l'Opposition, mais tout le monde et moi le premier, je veux être mis au courant et j'ai hâte de vous dire exactement ce qui s'est passé.

Le Président: Nous allons maintenant... Avant de céder la parole à M. le ministre des Finances sur le discours sur le budget, est-ce qu'il y a... Je demanderais à M. le leader adjoint de l'Opposition s'il y a consentement pour dépasser 22 heures qui est l'heure habituelle pour terminer les travaux, ici en cette Assemblée.

M. Gendron: À ce moment-ci, M. le Président, il y aurait consentement pour... C'est-à-dire, il n'y aurait pas consentement, mais il y aurait demande de suspension de ma part pour quelques minutes. C'est la demande que je vous fais comme leader adjoint en vous indiquant tout de suite, de toute façon, que même si on dépassait le temps de suspension de quelques minutes après 22 heures, de considérer que, oui, il y a consentement pour revenir en Chambre - je ne sais pas si vous comprenez - uniquement pour éviter... Non, je suis très sérieux. Je pense que le leader du gouvernement comprend ce que je veux dire. Pour éviter qu'il dise: Écoutez, il est passé 22 heures et on ne peut plus revenir en Chambre. Non, moi, je pense qu'il y aurait consentement pour que nous revenions en Chambre. C'est juste quelques vérifications que j'ai à faire avant de donner mon consentement pour poursuivre après 22 heures. La demande que je vous fais, c'est une suspension de quelques minutes.

Le Président: Oui, mais j'aimerais... Sur l'enveloppe de la suspension...

M. Gratton: M. le Président.

Le Président: Oui, M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: J'ai compris le message du leader adjoint. Je voudrais simplement lui faire remarquer qu'il y a des journalistes présentement et, notamment peut-être des membres de l'Opposition qui sont sous embargo, qui sont prisonniers présentement, qui ne seront libérés qu'au moment où le ministre des Finances prononcera son discours. Alors, moi, je suis prêt à ce qu'on suspende. J'ai compris le message. Je n'ai jamais eu l'occasion...

Une voix: Il y en a qui sont libérés.

Une voix: Il y en a qui sont là.

Une voix: Ils sont tous libérés, je pense.

M. Gratton: On constate que, sauf erreur, des membres de l'Opposition qui ont été privilégiés d'information ont maintenant été libérés. Donc, M. le Président, on est en train de vivre une situation qui s'aggrave de minute en minute. A ce moment-ci, je souhaiterais que le député d'Abitibi-Ouest m'indique tout au moins dans combien de temps on pourra revenir. Il m'indique dix minutes. Je tiens pour acquis qu'au moment où on se réunira, le ministre des Finances pourra procéder à la présentation de son discours.

M. Gendron: D'accord, M. le Président. Dix minutes, c'est assez... Je vois quand même des gens qui disent que, parce qu'il y a un collègue qui est sorti... Il ne peut quand même pas y avoir plus de fuites qu'il y en a.

Des voix: Ha! Ha! Ha!

Le Président: Les travaux de cette Assemblée, de consentement...

À l'ordre, s'il vous plaît!

M. le ministre des Finances.

M. Levesque: M. le Président, s'il ne s'agissait pas du discours sur le budget qui, comme on le sait, présente certains aspects de confidentialité - que voulez-vous? - on ne peut pas dire que ce qui s'est dit à la télévision, ce soir, comprenait tout, hein? On sait qu'il y a des gens qui sont maintenant libérés, on sait qu'il y a un bulletin de nouvelles à 22 heures. Peut-être que c'est le hockey qui va passer avant, mais enfin, ce que je veux dire, c'est que je ne veux pas prendre de risques inutiles et je vous demanderais de m'aider à ne pas aggraver une situation que nous essayons de corriger. C'est pour cela que je voudrais que le plus tôt possible... Non, il n'y a pas de hockey à

Radio-Canada.

Une voix: Oui, à Montréal.

M. Levesque: Enfin, je dis que... Je pourrais permettre au député de sortir un peu, mais si je pouvais commencer... D'ailleurs, au début, pendant l'introduction, vous pourriez quitter pour quelques minutes; ce n'est pas là qu'est le... Je pense que c'est important qu'on commence le discours sur le budget, M. le Président.

Une voix: Ils n'ont pas de parole, ce monde-là!

M. Levesque: Toutes les traditions... C'est dans l'intérêt public que je le demande, M. le Président, ce n'est pas pour autre chose.

Une voix: Cela ne les dérange pas, ça.

M. Levesque: Moi, je peux rester.

Le Président: M. le député d'Abitibi-Ouest.

Une voix: Ça ne les dérange pas, ça.

Le Président: M. le député d'Abitibi-Ouest.

M. Gendron: Je voulais simplement signaler au ministre des Finances que je pense que le leader du gouvernement a très bien compris la demande du leader de l'Opposition. Je pense qu'on est assez professionnels, nous aussi. Le problème est déjà assez grave qu'on ne l'empirera pas. Soyez assurés que, dans dix minutes au maximum, nous serons ici, de retour en cette Chambre, et d'aucune façon, je ne peux laisser commencer le discours sur le budget - je vous le dis, M. le Président, et j'aimerais que le leader du gouvernement m'écoute - je ne peux pas laisser commencer le discours sur le budget et aller discourir avec des collègues pour entendre quoi, puisque la simple vérification que je veux faire, c'est sur les réponses que vous nous avez données. Vous comprendrez, M. le Président, et le leader du gouvernement va sûrement comprendre que cela ne fait pas...

M. Levesque: Vous avez ma parole.

M. Gendron: Je n'ai pas vécu cette situation-là à plusieurs reprises, même si cela fait bientôt onze ans que je suis parlementaire. C'est la première fois qu'on vit une telle situation. Alors, tout ce que je demande, c'est dix minutes de consultation pour s'assurer que les réponses qui nous ont été données par le ministre des Finances conviennent à l'Opposition et, après cela, s'il

nous reste quelques questions à poser, on les posera. Mais je garantis qu'il n'y aura pas de problème pour autoriser la reprise de la séance, passé 22 heures.

Le Président: Alors, de consentement, les travaux de cette Assemblée sont suspendus jusqu'à 22 h 5 et ce, du consentement des deux côtés de la Chambre.

(Suspension de la séance à 21 h 57)

(Reprise à 22 h 9)

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! Assoyez-vous.

M. le député d'Abitibi-Ouest.

M. Gendron: M. le Président, comme je l'avais indiqué tantôt, avant d'entendre le ministre des Finances, l'Opposition exige que le gouvernement s'engage formellement à nous tenir régulièrement au courant de l'évolution de l'enquête et des éléments d'information que ladite enquête contiendra.

On veut également que le ministre des Finances ou le gouvernement - mais je préférerais le gouvernement puisqu'on voudrait un engagement formel du gouvernement - nous assure que dans le mandat exigé du Solliciteur général pour l'enquête policière, les éléments suivants seront compris: une évaluation et une analyse des circonstances qui ont entouré cette fuite, et que le ou les responsables puissent être clairement identifiés. Nous voudrions également qu'une évaluation soit faite dans le mandat de l'étendue de l'incident, comme le ministre des Finances lui-même en parlait tantôt, ainsi qu'une évaluation des impacts de ces fuites concernant les groupes, les citoyens, les corporations.

En ce qui nous concerne, même si le leader du gouvernement a annoncé ce qu'il appelait la bonne nouvelle, à savoir que d'aucune façon il n'était question que le ministre des Finances ne démissionne, nous prétendons toujours que la situation est importante et grave et nous considérons que le ministre des Finances est inapte à exercer les responsabilités qui lui ont été confiées et qu'il devrait lui-même indiquer qu'il a l'intention d'offrir sa démission au premier ministre du Québec.

En conséquence, pour plus de sagesse, nous pensons que le leader du gouvernement devrait tout de suite demander à la vice-première ministre du Québec de faire la présentation du discours sur le budget tant...

Des voix: Bravo! Bravo! Bravo!

Des voix: Démission! Démission!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Gendron: ...que nous n'aurons pas eu les informations que nous croyons l'Opposition en droit d'exiger. Merci.

Des voix: Démission! Démission!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît!

Mme la vice-première ministre.

Mme Bacon: M. le Président, nous serons heureux de fournir toutes les informations disponibles à l'Opposition en autant que nous ne brimerons pas les privilèges du Solliciteur général ou du ministre de la Justice et, sur ça, je pense que le député d'Abitibi-Ouest sera d'accord avec nous.

L'enquête a été demandée officiellement à M. Beaudoin par le Solliciteur général du Québec et l'information nous arrive à l'instant même de son chef de cabinet. Je dois dire aussi, M. le Président, qu'il n'y a aucun impact si le discours sur le budget est prononcé maintenant. Le député d'Abitibi-Ouest va comprendre cela aussi. J'aimerais bien qu'il laisse le ministre des Finances lire son discours sur le budget. Il est toujours et encore ministre des Finances.

Le Président: M. le député d'Abitibi-Ouest. À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Gendron: Oui, M. le Président, je voudrais que la vice-première ministre soit consciente des questions que je lui ai posées. Nous voulons un engagement ferme du gouvernement de nous tenir régulièrement au courant de l'évolution de l'enquête. Lorsqu'elle dit: Pour autant que les privilèges du Solliciteur général ne soient pas lésés, je préférerais qu'elle s'engage au sujet des privilèges des parlementaires. Il semble que, si le gouvernement était un peu conscient de ce qui se passe, il devrait prendre l'engagement très ferme de s'assurer qu'il n'y aura aucun droit des parlementaires qui sera brimé, avant de s'assurer de ne pas brimer les privilèges du Solliciteur général.

Je répète les questions précises, Mme la Présidente. Je veux savoir à quel rythme l'Opposition sera informée de l'évolution de l'enquête. Vous ne m'avez donné aucune information sur le mandat qui sera donné par le gouvernement au Solliciteur général. Est-ce que, dans ce mandat, on fera le tour des circonstances, on cherchera le ou les responsables, l'étendue de l'incident et les impacts, non pas sur la fuite de ce soir, mais sur les impacts de l'ensemble des informations qui auraient pu couler et qui auraient pu permettre à certains groupes, corporations, citoyens ou autres, de bénéficier d'avantages auxquels ils n'auraient pas eu droit si la fuite n'avait pas eu lieu?

Le Président: Mme la vice-première ministre.

Mme Bacon: M. le Président, je dois répéter puisqu'il semble qu'on n'a pas saisi que l'enquête a été demandée officiellement à M. Beaudoin, directeur de la Sûreté du Québec. Nous attendons le Solliciteur général qui était en chemin pour Montréal et qui doit revenir ici à Québec. S'il arrive avant la fin du discours sur le budget, il donnera lui-même, M. le Président, les informations nécessaires. S'il n'est pas là, il s'engage sûrement...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît!

Mme Bacon: Voulez-vous me laisser terminer? M. le Président, si...

Une voix: On peut bien l'attendre.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît!

Mme la vice-première ministre, vous avez la parole.

Mme Bacon: M. le Président, le Solliciteur général...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

Mme Bacon: ...sera ici dans une heure, ce qui laisse...

Une voix: On va l'attendre.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! M. le député de Laviolette, s'il vous plaît!

M. Jolivet: Non, on va l'attendre.

Mme Bacon: Si le député de Laviolette veut écouter, M. le Président, il va avoir toutes les informations dont il a besoin.

M. Jolivet: On veut attendre.

Mme Bacon: M. le Président, le Solliciteur général sera ici et il donnera lui-même toutes les informations. Nous avons non seulement le temps d'entendre le discours sur le budget, mais nous avons aussi et nous, poliment, le temps d'entendre le discours de réplique de l'Opposition, M. le Président.

M. Gendron: M. le Président, en tout cas, en ce qui nous concerne, je pense qu'il va falloir être plus sérieux que cela. Que le Solliciteur général soit ici, M. le Président, et qu'il nous donne des informations, je pense qu'on a en face de nous le leader du gouvernement et la vice-première ministre.

Le leader du gouvernement est conscient de l'impact et des inconvénients majeurs que peut créer ce qui est arrivé. Je ne veux pas un engagement disant que, lorsque le Solliciteur général sera ici, il nous indiquera de quelle façon va se faire l'enquête. J'ai demandé un temps de suspension, M. le Président, et je n'ai pas changé d'avis. On va donner notre consentement à la condition qu'on ait un engagement ferme du gouvernement que, oui, l'Opposition aura l'occasion d'être saisie régulièrement des informations de l'évolution de l'enquête. Oui, vous m'avez répondu là-dessus, Mme la vice-première ministre, mais vous ne m'avez rien dit encore du mandat qui sera donné au Solliciteur général.

Le Solliciteur général est un membre, du gouvernement. Bien, écoutez, il va nous le donner après que le ministre des Finances aura commencé le discours sur le budget. C'est justement, M. le Président, la question que je pose au leader du gouvernement, c'est de nous donner tout de suite un engagement du gouvernement quant aux éléments de l'enquête policière. Le Solliciteur général a toujours eu une responsabilité, celle de donner suite aux commandes que le gouvernement lui fait. Si le gouvernement autorise une enquête policière, il va être obligé de la banaliser, il va être obligé de donner les éléments de précision sur lesquels il veut que l'enquête porte. La question que je pose, c'est: Est-ce que le leader du gouvernement nous donne les garanties que les circonstances, le ou les responsables, l'étendue de l'incident et l'évaluation de l'impact de la conséquence à laquelle on assiste à la suite des fuites du budget seront des éléments imbriqués à l'intérieur du mandat qui sera confié au Solliciteur général afin qu'il ordonne l'enquête policière? C'est à cela que je veux une réponse.

Le Président: M. le leader du gouvernement

M. Gratton: M. le Président, je réitère l'engagement que vient de prendre Mme la vice-première ministre qui parle au nom du gouvernement beaucoup mieux que le leader du gouvernement à ce moment-ci, à savoir que le Solliciteur général, qui a été saisi d'une demande de façon officielle par le ministre des Finances de faire enquête devra et aura le mandat du gouvernement de faire enquête sur l'ensemble du dossier pour faire l'ensemble de la lumière.

M. le Président, je pense qu'il va de soi que non seulement l'Opposition - car c'est l'intérêt public qu'on veut servir - mais aussi la population seront informées à toutes les étapes des conclusions de cette enquête. Comme l'a clairement indiqué le ministre des Finances, lui, à titre de ministre des Finances, et nous, à titre de membres du

gouvernement, sommes les premiers à vouloir savoir quels sont les tenants et aboutissants. Je ne sais quelle autre assurance donner au leader adjoint de l'Opposition de notre intention d'agir de la façon la plus transparente possible dans le dossier en espérant qu'un jour ou, en tout cas, qu'aujourd'hui, on va procéder à écouter le discours sur le budget.
(22 h 20)

Le Président: Si j'ai bien compris, M. le député d'Abitibi-Ouest, c'est une dernière demande. M. le député d'Abitibi-Ouest.

M. Gendron: Cela dépend de la réponse, parce qu'il y a un élément de la réponse qui n'a pas été couvert par le leader du gouvernement, M. le Président. À ma connaissance, j'ai demandé ceci à trois reprises: Est-ce que le gouvernement s'engage formellement, ici, ce soir, avant que soit entrepris le discours sur le budget par le ministre des Finances qu'on souhaiterait démissionnaire, est-ce que le leader du gouvernement s'engage à ce que l'Opposition puisse avoir accès à l'enquête qui sera ordonnée par le Solliciteur général? Je vous ai dit tantôt que règle générale, c'est le gouvernement qui a accès aux enquêtes policières.

Dans un dossier comme celui-ci, où les droits fondamentaux du public et de l'Opposition sont lésés comme jamais, d'une façon sans précédent, il faut absolument que l'Opposition puisse avoir la garantie que le gouvernement prendra toutes les dispositions pour que l'Opposition puisse avoir accès au résultat de cette enquête.

Le Président: M. le leader du gouvernement. M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: M. le Président, je ne peux pas agir de façon irresponsable. Il appartient au Solliciteur général de donner les éclaircissements que souhaite obtenir le leader de l'Opposition. Le Solliciteur général sera ici un peu plus tard. Je suggère qu'on attende qu'il soit présent pour poser ces questions et qu'en attendant, on procède à la lecture du discours sur le budget.

M. Gendron: M. le Président...

Le Président: M. le député d'Abitibi-Ouest.

M. Gendron: Oui, c'est que je veux bien comprendre le leader.

Le Président: Sur la suggestion qui vient d'être faite, oui, par le leader du gouvernement.

M. Gendron: Est-ce que le leader est en train de m'indiquer - oui - M. le Président, que nous aurons l'occasion de

suspendre les débats dès que le Solliciteur général sera présent?

Le Président: Non, non. Après.

M. Gendron: Comment voulez-vous que j'interroge le Solliciteur général à la suite de la présentation du discours sur le budget? C'est du jamais vu. Je ne peux pas... Oui, mais écoutez, M. le Président, c'est important. Le leader du gouvernement me dit que je pourrai interroger tant que je voudrai le Solliciteur général, mais le discours sur le budget sera prononcé. Il me semble que ce n'est pas la question. C'est quelle garantie le gouvernement me donne-t-il, donne-t-il à l'Opposition que nous pourrions avoir accès à l'information qui sera contenue dans le résultat de l'enquête policière? C'est un droit fondamental de l'Opposition. Et là, je voudrais que le leader m'écoute. Je ne pourrai pas donner mon consentement à ce que le ministre des Finances puisse procéder à la lecture du discours sur le budget si nous n'avons pas la garantie comme l'Opposition qu'on pourra prendre connaissance d'une enquête qui nous concerne, d'une enquête qui concerne nos droits de parlementaires, d'une enquête dont on doit absolument avoir l'occasion d'être saisis pour être certains que des choses comme celle que nous vivons ce soir ne se produiront plus jamais dans l'histoire du Parlement du Québec.

Une voix: Sinon, on fait une enquête publique.

Le Président: M. le leader du gouvernement, M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: M. le Président, si ce que demande le député d'Abitibi-Ouest, c'est un engagement de la part du gouvernement que les résultats de l'enquête seront rendus publics ou seront rendus disponibles à l'Opposition, je lui dis: Oui. S'il veut des détails là-dessus, je lui suggère de poser ses questions au Solliciteur général, mais non pas qu'on suspende le discours sur le budget pour procéder à des questions au Solliciteur général, mais au moment opportun, c'est-à-dire soit à des périodes de questions subséquentes. J'indique tout de suite que si le leader adjoint de l'Opposition veut vraiment qu'on procède de façon responsable, nous, on est prêts et avec les engagements qu'on a pris. Mais qu'il ne me demande pas de prendre des engagements qu'il ne m'appartient pas de prendre, qu'il n'appartient pas non plus à la vice-première ministre de prendre en l'absence du Solliciteur général.

M. Gendron: M. le Président...

Le Président: M. le député d'Abitibi-

Ouest.

M. Gendron: ...le leader du gouvernement vient de nous confirmer que l'enquête concernant les fuites, le mandat et je ne reprends pas les questions, sera rendue publique.

M. Gratton: Le résultat de l'enquête, oui.

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Gendron: M. le Président...

Le Président: M. le député d'Abitibi-Ouest. À l'ordre, s'il vous plaît! M. le député d'Abitibi-Ouest, vous avez la parole. À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Gendron: M. le Président, je veux indiquer à cette Chambre que même si nous, on est toujours convaincus que le ministre des Finances devient inapte et inhabile à procéder à la lecture du discours sur le budget, puisqu'on est toujours convaincus qu'un impair aussi majeur a les conséquences que vous savez dans le système de droit parlementaire, d'exiger sa démission, mais, au nom de l'intérêt public, comme il l'avait mentionné au tout début, puisque effectivement il faut mettre fin aux incertitudes et qu'il faut surtout s'assurer, comme parlementaires, qu'il y ait le moins possible de citoyens, de groupes ou de corporations qui soient pénalisés par une telle fuite, nous allons autoriser le ministre des Finances à livrer le discours sur le budget.

Le Président: Je vais maintenant reconnaître M. le ministre des Finances pour son adresse sur le discours sur le budget. M. le ministre des Finances.

Discours sur le budget

M. Gérard D. Levesque

M. Levesque: M. le Président, vers 21 h 15, j'ai remercié tous ceux et toutes celles qui nous ont permis de procéder dès maintenant à la présentation du budget, même dans des circonstances un peu particulières. Je veux réitérer ces remerciements et tout particulièrement rassurer les membres de l'Opposition qui, j'en suis convaincu, seront les premiers, ce soir - peut-être pas les seuls cependant - à féliciter le gouvernement. Ils auront l'occasion de le faire pendant dix minutes à la suite de cet exposé. Même s'il est tard, je suis convaincu qu'ils voudront s'associer à la joie de la population du Québec d'entendre un discours sur le budget fait dans l'intention de répondre aux aspirations les plus légitimes

de notre population.

Notre gouvernement s'est fait élire sur la base d'un programme qui accorde la priorité à la croissance de l'économie et à la création d'emplois. Mais il est clair que cet objectif fondamental passe par des finances publiques saines. Nous avons franchi en 18 mois une étape très significative sur la voie de la restauration de la santé financière du Québec et ce n'est certainement pas le temps de diminuer nos efforts à cet égard. Dans un premier temps, j'exposerai les objectifs qu'entend poursuivre le gouvernement à ce chapitre d'ici la fin du présent mandat.

Le redressement des finances publiques est plus facile à réaliser, évidemment, lorsque l'économie va bien. Or, en 1986, la croissance économique du Québec a été de 3,3 %. Cette performance dépasse la moyenne canadienne et place même le Québec au premier rang des économies industrialisées puisque l'augmentation, dans l'ensemble des pays de l'OCDE, aura été d'environ 2,5 %. Comme gouvernement, nous ne pouvons que nous en féliciter. Nos initiatives ont porté fruit, le climat de confiance s'est rétabli.

Cet affermissement des conditions économiques est manifeste. Les mises en chantier ont atteint, en 1986, plus de 60 000 unités, un niveau inégalé en dix ans. Les dépenses des consommateurs ont poursuivi leur hausse rapide et la part de l'investissement non résidentiel privé dans le produit intérieur brut a dépassé 8 % pour la première fois depuis 1980.

Cette bonne performance a permis de créer 62 000 nouveaux emplois en 1986, surtout des emplois à temps plein. Le taux de chômage a donc été réduit, passant de 11,8 % en 1985, à 11 % l'an dernier et encore moins, évidemment, à l'heure où je vous parle. La situation du marché du travail s'est encore raffermie depuis le début de l'année. Malgré ces progrès pour l'ensemble de la population, le taux de chômage diminue encore trop lentement pour certains groupes, notamment chez les jeunes, où il est passé de 18 % en 1985 à 16,9 % l'an dernier. Ces derniers chiffres montrent l'ampleur du chemin qui reste à parcourir.

J'exposerai dans le présent budget les mesures que nous mettrons en place cette année pour assurer à la population du Québec le développement économique auquel elle aspire. Une autre partie de mon exposé sera consacrée aux gestes que j'entends poser pour améliorer la justice sociale et la fiscalité. Même si la réforme fiscale québécoise et les changements majeurs qu'elle comportera ne pourront être mis au point avant quelques mois, j'annoncerai quand même, dès ce soir, un certain nombre de mesures qui s'imposent dès maintenant afin de rendre notre fiscalité plus équitable,

augmenter l'incitation au travail et bonifier la situation des familles et de certains groupes particuliers.

(22 h 30)

En dernier lieu, j'expliquerai comment le gouvernement entend financer ses dépenses en 1987-1988, et je ferai part des perspectives quant à l'évolution des équilibres financiers au cours des trois prochaines années.

Le discours de ce soir fera état d'un bon nombre de mesures concrètes dans plusieurs secteurs d'activité; en fait, il constitue l'instrument que privilégie le gouvernement pour faire le bilan de l'ensemble de sa gestion à incidences financières et annoncer la politique qu'il entend suivre à cet égard au cours de l'année qui vient. Il devient aussi un véhicule efficace pour dégager un certain nombre de priorités d'actions.

L'objectif prioritaire de notre gouvernement, soit la croissance de l'économie et de l'emploi passe, je le répète, par des finances publiques saines. À ce chapitre, les progrès accomplis au cours de la dernière année ont été remarquables: le déficit a été réduit à moins de 2 900 000 000 \$; la croissance de l'endettement a été ralentie; le niveau des emprunts de l'ensemble du secteur public est maintenant équivalent à ses investissements; et les pratiques comptables du gouvernement ont été améliorées en tenant compte des recommandations du Vérificateur général du Québec. En outre, ces progrès ont été enregistrés malgré une réduction de plus de 300 000 000 \$ des transferts fédéraux.

La situation était nettement moins reluisante au lendemain des élections, lorsque les livres du gouvernement nous ont été ouverts; elle était fort préoccupante et des mesures de redressement s'imposaient d'urgence.

L'impasse à résoudre pour 1986-1987 était de 1 505 000 000 \$. Le document que j'ai présenté à la population au mois de mars de l'an dernier expliquait en détail l'origine et la nature de cette impasse. Permettez-moi tout simplement de rappeler en résumé que lors du discours sur le budget d'avril 1985, sous l'ancien gouvernement, le ministre des Finances de l'époque avait présenté des prévisions triennales des équilibres financiers du gouvernement dans lesquels le déficit budgétaire prévu pour 1986-1987 devait s'établir à 2 970 000 000 \$. Un mois après ce discours sur le budget du gouvernement précédent, ce gouvernement révisait à la hausse de 753 000 000 \$ ses prévisions de dépenses pour la même année. De plus, il cessait de prendre pour acquises les compressions budgétaires de 455 000 000 \$ qu'il avait prévues et révisait les revenus à la baisse de 54 000 000 \$. En fait, dès la fin de mai 1985, à peine un mois après avoir

prononcé le fameux discours sur le budget, le déficit anticipé pour 1986-1987 n'était plus de 2 970 000 000 \$, mais bien plutôt de 4 232 000 000 \$.

Puis survint l'élection de décembre 1985. Afin de rendre la fiscalité québécoise plus concurrentielle, notre gouvernement accéléra la réduction des taux de taxation et élimina la surtaxe sur les carburants dans les régions périphériques. Le déficit prévu pour 1986-1987 fut alors révisé à 4 475 000 000 \$. L'impasse budgétaire à résoudre pour le ramener au montant de 2 970 000 000 \$ indiqué dans le discours sur le budget d'avril 1985 s'établissait, comme je l'ai mentionné, à 1 505 000 000 \$.

Des mesures rigoureuses ont dû être adoptées: réduction des dépenses de 1 050 000 000 \$ par rapport à ce qui était prévu au moment où l'impasse fut dévoilée à la population, augmentation des impôts et taxes totalisant 251 000 000 \$ et mise en place de diverses mesures de récupération affectant les revenus budgétaires.

Le plan de redressement mis en oeuvre pour équilibrer le budget 1986-1987 était rigoureux et ses résultats ont été conformes aux objectifs poursuivis. Selon les données présentement disponibles, les dépenses, les revenus et le déficit sont, à toutes fins utiles, les mêmes que ceux prévus. Il s'agit d'une performance dont peu de gouvernements peuvent faire état cette année et je suis particulièrement heureux de le souligner.

Voyons un peu plus en détail comment ont évolué les opérations financières du gouvernement au cours de la dernière année. Avec le consentement de cette Chambre, je dépose le tableau suivant qui renferme les résultats préliminaires de l'année financière 1986-1987. (Voir annexe)

Le Présidents Document déposé.

M. Levesque: Considérons d'abord les dépenses. Lors du discours sur le budget de mai dernier, j'avais prévu qu'elles s'établiraient à 28 480 000 000 \$. Grâce à un suivi constant de la part du Conseil du trésor et à une très forte discipline de la part des ministères, cet objectif a été atteint. Mais ce qui est remarquable, c'est que cela a pu être fait alors même que le gouvernement en venait à des ententes négociées avec ses employés. Cela signifie que l'accroissement des coûts découlant des bonifications apportées aux offres gouvernementales au cours des négociations a été financé par la réduction d'autres dépenses. Pour 1986-1987, le coût supplémentaire des conventions collectives par rapport à ce qui était anticipé en mai dernier a été de 164 500 000 \$.

La prévision des revenus budgétaires a aussi été réalisée. Toutefois, les revenus autonomes ont été plus élevés de

375 000 000 \$ en raison d'abord de rentrées fiscales supérieures à l'impôt sur le revenu des particuliers. Les bénéfices nets d'Hydro-Québec se sont, pour leur part, établis à 303 000 000 \$ en 1986, soit une augmentation de 170 000 000 \$ qui découle d'une conjoncture plus favorable, notamment d'une demande d'électricité plus importante.

Par contre, les surplus de la Commission des normes du travail n'ont été récupérés qu'au début de l'année financière en cours. Quant aux revenus découlant de la privatisation de certains actifs sous contrôle gouvernemental qui devaient s'établir à 175 000 000 \$, ils n'ont été que de 29 000 000 \$. Cette situation découle du fait que la vente des actifs détenus dans la société Donohue par Dofor, filiale de la Société générale de financement du Québec, rapportant au gouvernement un revenu de l'ordre de 150 000 000 \$, ne sera complétée qu'au cours de la présente année financière.

Les transferts fédéraux, pour leur part, ont été inférieurs de 320 000 000 \$ aux prévisions.

En définitive, nous aurons réussi à limiter le déficit au niveau fixé lors du dernier discours sur le budget et ce, malgré des revenus de transferts fédéraux plus faibles, malgré le fait que la vente des actions de Donohue ne sera complétée que cette année et malgré la signature de conventions collectives un peu plus généreuses.

La correction de la situation financière aurait certes été plus facile à réaliser n'eût été de l'évolution des transferts fédéraux. En effet, plutôt que de connaître une croissance normale, ils ont diminué en valeur absolue de plus de 5 % au cours des trois dernières années. Ces paiements ne constituent présentement que 23,4 % de l'ensemble de nos revenus budgétaires, alors qu'ils en ont représenté jusqu'à 28,9 % en 1983-1984. On comprend donc l'importance des contraintes financières que cette évolution nous impose dans nos efforts d'assainissement des finances publiques.

Les transferts fédéraux devraient recommencer à croître au cours des prochaines années mais de façon insatisfaisante, puisque le gouvernement fédéral, par la loi C-96, a imposé l'an dernier au Québec un manque à gagner qui totalisera plus de 2 000 000 000 \$ d'ici 1991-1992. Si on ajoute à cette mesure celles mises en place par le gouvernement fédéral en 1982 et 1983, c'est un manque à gagner total de près de 6 000 000 000 \$ que devra supporter le gouvernement du Québec sur la période 1982-1992.

(22 h 40)

Par ailleurs, le ministre fédéral des Finances proposera incessamment une réforme fiscale qui modifiera profondément le cadre financier et budgétaire canadien.

L'incidence de la nouvelle structure de taxation fédérale sur la répartition du fardeau fiscal fédéral entre les provinces sera majeure. Son impact sera aussi important à l'égard de la capacité des provinces de percevoir des revenus autonomes comparables à ceux qu'elles perçoivent actuellement ainsi que pour la valeur des transferts qu'elles reçoivent du gouvernement fédéral et ce, tant au titre de la péréquation que de la santé et de l'éducation supérieure. Bref, pour s'assurer que les provinces bénéficiaires de la péréquation ne seront pas pénalisées par une telle réforme, c'est tout l'édifice des arrangements fiscaux qu'il nous faudra revoir. J'ai donc proposé récemment au ministre fédéral des Finances de s'engager à procéder avec les provinces à un réexamen exhaustif du dossier des arrangements fiscaux dès cet été. Un tel examen est déjà amplement justifié dans la situation actuelle; il deviendra impératif à l'occasion de la réforme fiscale.

À l'occasion du discours sur le budget de l'an dernier, j'ai annoncé une réforme des conventions comptables utilisées pour la présentation des états financiers du gouvernement. Ces modifications aux pratiques comptables faisaient suite, notamment aux remarques du Vérificateur général qui souhaitait depuis plusieurs années que les comptes publics reflètent plus fidèlement la situation financière du gouvernement.

Les nouvelles méthodes obligent le gouvernement à gérer de façon plus efficace. Par exemple, auparavant, une société d'État pouvait voir sa situation financière se détériorer pendant longtemps avant que les effets de cette détérioration ne se fassent sentir sur les équilibres budgétaires du gouvernement. Il était donc facile, sinon tentant, de laisser emprunter des sociétés d'État déficitaires pour retarder l'inscription aux dépenses des subventions destinées à combler leurs pertes. La modification apportée à la comptabilisation des placements du gouvernement dans ses entreprises lors du budget 1986-1987 représente donc à cet égard une incitation très concrète à discipliner davantage les opérations des sociétés d'État, à en assurer une meilleure gestion et à agir de façon responsable envers elles.

Les modifications comptables introduites l'an dernier sont la manifestation claire d'un souci de rigueur, de transparence et de prudence dans la présentation des comptes. Elles ajoutent, bien sûr, de la pression sur la gestion des revenus et des dépenses, mais il faudra s'y faire.

Il restait cependant un problème à régler, celui de la comptabilisation et de l'évaluation des engagements du gouvernement envers les régimes de retraite du secteur public.

Les méthodes en vigueur au gouvernement du Québec pour la présentation de ses obligations envers les régimes de retraite sont, dans l'ensemble, plutôt rigoureuses, comparativement à la situation prévalant ailleurs au Canada. Il s'avère, cependant, que certaines améliorations doivent leur être apportées de façon qu'elles soient plus conformes aux recommandations les plus récentes des organismes normatifs en comptabilité et en actuariat, et que tous les engagements soient comptabilisés de façon systématique.

À ces fins, le gouvernement inscrira à ses dépenses, à compter du 1er avril 1987, les montants nécessaires pour refléter le plein coût du service courant des régimes de retraite des membres de la Sûreté du Québec et de la magistrature. Les autres éléments des engagements qui étaient jusqu'ici inscrits sur la base des montants à déboursier ou qui n'étaient pas inscrits du tout seront dorénavant portés aux livres par voie d'amortissement. Grâce à ces mesures, la totalité des obligations du gouvernement à ce chapitre sera, à terme, inscrite intégralement à son passif.

Enfin, pour l'établissement des coûts et des engagements à comptabiliser à l'égard des régimes de retraite, on utilisera à l'avenir la méthode d'évaluation actuarielle qui est recommandée par l'Institut canadien des comptables agréés, soit la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service.

L'ensemble de ces modifications, qui sont décrites plus en détail à l'annexe C du présent discours, et la réforme des conventions comptables effectuée l'an dernier font en sorte que le gouvernement du Québec est maintenant à l'avant-garde en matière de présentation de l'ensemble de ses résultats d'opérations et de sa situation financière.

M. le Président, même si la situation des finances publiques du Québec s'est grandement améliorée depuis un an, notre tâche n'est pas encore terminée. L'effort de réduction du déficit doit être poursuivi.

J'ai déploré dans "L'urgence d'un redressement" le fait que le gouvernement du Québec avait dû faire face à la dernière récession sans disposer de la flexibilité financière requise pour laisser s'ajuster complètement ce qu'on appelle les stabilisateurs automatiques. Il a, au contraire, été forcé, on se le rappellera, d'augmenter les impôts et d'effectuer une série de coupures sévères et ce, en plein cœur de la récession. Pour éviter qu'une telle situation ne se reproduise, le présent gouvernement juge prioritaire de réduire le déficit, surtout après une cinquième année de reprise.

Cela est d'autant plus important que la dette totale du gouvernement, c'est-à-dire sa

dette directe et son passif à l'égard des régimes de retraite, s'établissait à 35 328 000 000 \$ au 31 mars 1987, soit 31 % du PIB.

Les déficits importants encourus de façon répétitive ont contribué à hausser l'endettement du Québec à un point tel que 14 % - oui, 14 % - de nos revenus budgétaires servent maintenant à payer nos intérêts sans réduire le capital emprunté. En 1977-1978, ce n'était pas 14 %, on n'en consacrait que 5 %.

Il faut que cesse cette croissance inéluctable de la part de nos revenus qui sont alloués aux paiements des intérêts. Ainsi, pourrions-nous dégager plus facilement les sommes nécessaires pour régler les véritables problèmes de la société québécoise. Ne serait-il pas plus intéressant de pouvoir affecter à des réductions d'impôts ou à des programmes de dépenses prioritaires les centaines de millions de dollars qu'il faut consacrer chaque année à l'accroissement des intérêts sur la dette?

Pour mettre fin au cercle vicieux déficit-intérêts-déficit, il faut que notre dette cesse d'augmenter plus rapidement que notre richesse collective. C'est l'objectif que notre gouvernement s'est donné. D'ici la fin du présent mandat, M. le Président, nous avons l'intention de stabiliser la proportion de la dette dans le PIB et, pour ce faire, à moins que la situation économique ne se détériore, nous avons l'intention de réduire le déficit sous la barre des deux milliards de dollars dès 1989-1990.

Des voix: Bravo! Bravo! Bravo! Bravo!

M. Levesque: M. le Président, les résultats enregistrés en 1986-1987, de même que l'objectif à atteindre en 1989-1990 étant connus, il reste à déterminer à quel rythme s'effectuera cette réduction.

Lors du discours sur le budget de mai dernier, j'anticipais, pour l'année 1987-1988, une baisse du déficit à 2 705 000 000 \$. Oui, M. le Président, je le répète, parce que c'est important que l'on se rappelle ces chiffres-là que l'on retrouvait dans les prévisions de l'an dernier. Nous anticipons une baisse du déficit pour 1987-1988 à 2 705 000 000 \$. Je suis fier d'annoncer ce soir qu'il sera réduit encore davantage que prévu pour atteindre 2 400 000 000 \$ immédiatement, dès cette année, soit une diminution de 495 000 000 \$ par rapport à l'an dernier.

Des voix: Bravo! Bravo! Bravo! Bravo!

M. Levesque: Une partie de l'amélioration des équilibres financiers découle de la croissance économique accrue. Comme je l'ai expliqué précédemment, il est important d'utiliser les sommes ainsi

dégagées pour assurer la flexibilité financière du gouvernement. D'autre part, ce n'est qu'en 1987-1988 que seront complétées certaines transactions par lesquelles le gouvernement se départira d'avoirs qu'il détient dans certaines sociétés d'État. Une somme de 215 000 000 \$ est donc prévue à cet égard pour l'année qui vient. Or, il s'agit là de gains en capital sur des placements effectués antérieurement et il ne serait pas opportun de consacrer de tels gains au financement de dépenses courantes et récurrentes. Ces gains en capital doivent donc être utilisés pour diminuer la croissance de notre dette et non pas pour payer l'épicerie.

La décision du gouvernement de baisser son déficit plus rapidement lui permettra d'atteindre plus tôt son objectif d'assainissement des finances publiques. Tant mieux si la conjoncture économique présente nous donne un coup de pouce. Nos objectifs de base n'ont pas changé et, si nous les atteignons, nous aurons réalisé une performance remarquable.
(22 h 50)

D'ici là cependant, le gouvernement n'a pas l'intention de se croiser les bras. Le temps est venu de relever un certain nombre de défis et d'accentuer notre démarche vers le développement économique et social du Québec.

Comme je l'ai dit précédemment, il y a des signes évidents de renouveau économique au Québec. Les Québécois ont plus que jamais confiance dans leur avenir. Les résultats enregistrés en 1986 en sont un bon indice et les perspectives pour 1987 apparaissent également favorables, surtout si l'on considère qu'il s'agira d'une cinquième année consécutive d'expansion depuis la dernière récession. En effet, la performance de l'économie du Québec devrait se comparer avantageusement cette année à celle de la quasi-totalité de ses partenaires commerciaux, avec un rythme de croissance de 2,7 %.

Malgré cela, nos projections à moyen terme, comme celles d'autres organismes, concluent que la situation actuelle de sous-emploi ne se résorbera que très graduellement au cours des prochaines années. Autant aux États-Unis qu'au Canada, les prévisions de croissance à moyen terme ne dépassent guère les 3 % par année. Comme le Québec exporte environ 40 % de sa production, ces tendances chez nos principaux partenaires commerciaux ne seront pas sans imposer une contrainte sur la croissance future de notre économie. Aussi, les progrès additionnels dans la réduction du chômage et l'accroissement du taux d'utilisation des équipements productifs ne se feront pas d'une façon automatique. Au cours des prochaines années, ils devront résulter d'une action encore plus concertée de tous

les agents économiques.

Maintenant que les efforts d'assainissement des finances publiques commencent à porter fruit, l'accroissement de notre potentiel de production peut redevenir notre priorité numéro un. Le budget de ce soir comprend des mesures importantes pour créer des conditions encore plus favorables à nos entrepreneurs en appuyant leur dynamisme et leurs initiatives en matière de développement technologique.

Enfin, non seulement ce budget a pour objectif d'accroître le potentiel de l'économie, mais il comporte également des mesures qui visent la diffusion du développement dans toutes les régions. Il en résultera, j'en suis convaincu, de meilleures opportunités d'emplois pour les chômeurs et les jeunes qui arrivent sur le marché du travail.

Créer des emplois au Québec, c'est d'abord permettre à nos entreprises de compétitionner aussi bien sur les marchés locaux qu'internationaux. Aujourd'hui, les entreprises qui réussissent sont celles qui peuvent combler les besoins des consommateurs avec les produits les meilleurs et au moindre coût. Pour ce faire, elles doivent savoir utiliser les résultats de la recherche fondamentale et se tenir à la fine pointe de tous les développements les plus récents de la science et de la technologie. Les entreprises qui réussissent dans le domaine de la haute technologie sont souvent celles qui profitent de la présence d'établissements spécialisés en recherche et qui savent créer avec eux un lien de mutuel enrichissement. C'est pourquoi les universités constituent aussi un des rouages essentiels du processus d'innovation technologique dans l'économie québécoise.

Malheureusement, le Québec et le Canada accusent un retard manifeste à ce chapitre. En 1983, la part des dépenses en recherche et développement représentait 1,1 % du PIB au Québec contre 1,7 % en Ontario et 1,4 % au Canada. Dans les autres pays industrialisés, cette proportion est de beaucoup supérieure et s'élève à 2,6 % au Japon et en Allemagne et 2,7 % aux États-Unis.

Pour le gouvernement du Québec, la création d'emplois passe par un soutien plus important au processus d'innovation. Le présent budget vient y contribuer sur quatre plans différents.

Le premier concerne l'appui aux universités québécoises, qui constituent un réseau dont le niveau d'excellence est reconnu, mais à qui on ne peut demander d'aider le Québec à gagner la bataille de l'avance technologique tout en les laissant dans une situation financière difficile. Il y a donc lieu à la fois de les appuyer dans leurs efforts de recherche et de les aider à résoudre leurs problèmes financiers.

L'automne dernier, à la fin des travaux de la commission parlementaire de l'éducation sur les orientations et le cadre de financement du réseau universitaire québécois, mon collègue, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, s'est engagé à réformer en profondeur le mode de financement des universités. Mais d'ici à ce que cela soit fait, une aide immédiate doit leur être apportée. J'annonce donc les mesures suivantes: D'abord, des crédits additionnels de 15 000 000 \$ par année scolaire seront accordés aux universités pour relever d'une façon permanente leur base de financement.

Des voix: Bravo!

M. Levesque: Des fonds seront alloués en priorité aux établissements qui sont désavantagés par la formule actuelle de financement. De plus, des montants de 8 000 000 \$ en 1987-1988 et de 7 000 000 \$ en 1988-1989 seront accordés aux universités pour les aider à éliminer leur déficit.

Je tiens à être clair à cet égard. L'allocation de ces montants sera conditionnelle à la présentation par ces établissements de plans de résorption de leur déficit.

Ensuite, afin de renforcer la capacité de recherche des universités québécoises, une somme de 44 000 000 \$ sera mise à leur disposition au cours des quatre prochaines années. L'aide accordée servira à défrayer les dépenses qui seront effectuées pour l'acquisition d'équipement scientifique, l'achat de matériel de référence nécessaire à la recherche et le financement des coûts indirects associés à ce type d'activité. Pour la prochaine année scolaire, les sommes qui pourront être utilisées à ces fins totaliseront 17 000 000 \$.

Le deuxième appui du gouvernement au processus d'innovation sera dirigé vers le capital humain en entreprise. Il faut que le Québec soit capable d'attirer les meilleurs chercheurs au monde dans les disciplines qu'il veut développer; nos universités en forment beaucoup, mais encore faut-il créer ici l'environnement requis pour les garder.

En général, l'impôt sur le revenu des particuliers supporté par ces chercheurs est plus élevé au Québec qu'en Ontario et aux États-Unis. En 1983, un crédit d'impôt remboursable de 10 % des salaires versés en recherche et développement avait été introduit afin de permettre aux entreprises effectuant de la recherche au Québec de compenser au moins partiellement la différence entre l'Ontario et le Québec. Actuellement, par son crédit d'impôt à la recherche et au développement et ses faibles taux d'imposition, le régime fiscal du Québec confère des avantages intéressants aux

entreprises rentables du secteur de la haute technologie. De plus, le crédit d'impôt qui est remboursable favorise les petites entreprises en phase de démarrage qui ne sont généralement pas imposables. Nous allons maintenant faire un pas de plus dans cette direction afin de susciter chez nous plus d'activités de recherche et de développement. À partir de minuit ce soir, ce crédit d'impôt est porté de 10 % à 20 % et il sera désormais réservé aux corporations, étant donné que d'autres dispositions viendront s'appliquer aux particuliers. Pour une pleine année d'imposition, cette mesure coûtera 43 000 000 \$ au Trésor québécois.

Par ailleurs, les entreprises éprouvent parfois des difficultés à trouver au Québec ou ailleurs au Canada des chercheurs possédant les expertises requises et elles doivent les recruter à l'extérieur. Afin de leur venir en aide, j'annonce un congé fiscal de l'impôt sur le revenu des particuliers de 24 mois à l'intention de ces chercheurs étrangers de haut calibre. L'annexe A sur les mesures fiscales et budgétaires, qui fait partie intégrante du présent discours, explique le fonctionnement de cette mesure.

Une troisième mesure vise la collaboration entre les universités et les entreprises, laquelle occupe une place stratégique dans le processus d'innovation contemporain. Aussi, afin de favoriser une plus grande synergie entre elles, j'annonce que le crédit d'impôt dont bénéficient les corporations pour les salaires versés en recherche et développement sera porté de 20 % à 40 % lorsque ces activités se déroulent en milieu universitaire. De plus, ce ne sont pas seulement les salaires mais l'ensemble des dépenses de recherche et de développement effectuées en milieu universitaire qui seront admissibles à ces stimulants fiscaux. On tiendra mieux compte ainsi du caractère plus fondamental de ces activités et de leur rentabilité plus lointaine. Cette mesure devrait coûter quelque 6 000 000 \$ pour une pleine année.

Enfin, la quatrième forme d'appui visera à faciliter la levée de capital de risque destiné à financer la recherche et le développement. Le taux de survie des idées innovatrices, c'est-à-dire leur commercialisation en un produit est extrêmement faible et certaines études l'établissent à moins de 5 %. Les risques financiers associés à la recherche et au développement ont fait en sorte que ce type d'activité a été surtout concentré dans les entreprises bien établies, là où l'ampleur des profits le permet.

(23 heures)

Mais on se rend compte que certaines entreprises en croissance, souvent plus petites que les entreprises déjà établies, sont nettement meilleures en matière d'innovation sans doute parce qu'elles ont le goût du

risque. Je ne donnerai pas d'exemple précis, car je ne pourrais rendre justice à toutes et chacune de ces firmes en croissance dont l'esprit d'innovation et le dynamisme assurent le succès. Cependant, l'actualité des derniers mois contient plusieurs exemples où David a fait la leçon à Goliath.

Au Québec, nous avons l'avantage d'assister à l'émergence d'entreprises en croissance désirant faire affaire sur les marchés mondiaux et qui ont besoin, pour entrer dans le champ de la recherche et du développement, d'avoir accès à du capital de risque. J'annonce donc ce soir un avantage fiscal destiné aux particuliers qui fourniront ce capital de risque en investissant dans la recherche et le développement, notamment par le biais de sociétés en commandite. Cet avantage fiscal se traduira par une déduction additionnelle de 33 1/3 % à l'égard de la totalité des dépenses de recherche et de développement effectués au Québec, laquelle viendra s'ajouter à la déduction actuelle de 100 %, soit 133 1/3 %. Cette déduction supplémentaire remplacera, dans leur cas, le crédit d'impôt du Québec que je viens de porter à 20 % pour les corporations. De plus, lorsque de telles dépenses seront effectuées dans le cadre d'un contrat de recherche universitaire, la déduction supplémentaire pour les particuliers sera portée de 33 1/3 % à 66 2/3 %.

Sur une pleine année, je m'attends que ces mesures coûtent 46 000 000 \$ au Trésor québécois.

Enfin, pour accroître l'efficacité de l'ensemble des avantages fiscaux reliés aux dépenses de recherche scientifique et de développement expérimental, le crédit d'impôt à l'investissement fédéral ne réduira plus le montant de telles dépenses admissibles en déduction aux fins du calcul de l'impôt sur le revenu du Québec. Il en coûtera 7 000 000 \$ par année pour cela au Trésor québécois.

Dans l'ensemble, c'est, M. le Président, une somme annuelle de 102 000 000 \$ qui est consentie ce soir pour la recherche et le développement dans les entreprises du Québec. Pour les universités, cela représente 40 000 000 \$ dès l'année académique 1987-1988. De telles sommes témoignent de notre volonté très ferme de mettre l'économie du Québec sur la voie d'une croissance accélérée et cela, dans des secteurs d'avenir.

Depuis quelques années, M. le Président, le Québec enregistre un ralentissement important dans les investissements publics. Alors que les immobilisations des administrations et des entreprises publiques représentaient 7,8 % du PIB en 1977, elles n'en représentent plus maintenant qu'environ 4 %. Le ralentissement dans le programme de construction d'Hydro-Québec et les compressions budgétaires sont les principales causes de cette situation.

Du côté d'Hydro-Québec, les efforts de notre gouvernement pour accélérer la croissance de cette entreprise sont bien connus; ils commencent à porter fruit. D'importants contrats d'exportation ont été signés. Le plan d'investissement a déjà commencé à être devancé. Pour la première fois depuis 1981, on observera cette année une augmentation plutôt qu'une diminution des investissements réalisés par Hydro-Québec.

Pour ce qui est des immobilisations subventionnées par le gouvernement, le présent budget y ajoutera 125 000 000 \$. La hausse du budget accordée par le gouvernement concerne principalement deux grands secteurs: le réseau routier et la santé, et une grande partie de ces travaux se fera en régions; le détail de ces investissements se retrouve à l'annexe sur les mesures fiscales et budgétaires.

Un mot sur le réseau routier. Le Québec a connu, en 1986, un des meilleurs bilans de son histoire en matière de sécurité routière: moins d'accidents, mais surtout moins de victimes. Le nombre de personnes décédées sur les routes du Québec a diminué de 24,4 % par rapport à celui observé en 1985, alors que, pour l'ensemble des autres provinces, il s'est accru de 1,3 %. Un tel bilan entraîne des économies substantielles.

De plus, grâce à une conjoncture favorable et à des programmes efficaces de réadaptation des victimes de la route, la Régie de l'assurance-automobile du Québec a pu dégager une réserve excédentaire. Il est normal que ces sommes retournent aux usagers de la route, notamment sous forme de réduction des contributions d'assurance et sous forme d'immobilisations en matière de sécurité routière.

C'est ainsi que la Régie de l'assurance automobile du Québec pourra verser au gouvernement une somme totale de 200 000 000 \$ au cours des deux prochaines années pour des immobilisations en sécurité routière sur tout le réseau routier du Québec. Le ministre des Transports indiquera dans les prochaines semaines la programmation des travaux à faire, et 60 000 000 \$ additionnels seront affectés à cette fin dès cette année. Je suis confiant que les retombées de ce programme contribueront à l'amélioration du réseau et du bilan routiers.

J'ai également le plaisir d'annoncer une réduction des contributions au régime public d'assurance automobile. La diminution moyenne sera de plus de 10 %, ce qui représentera une réduction d'environ 50 000 000 \$ sur une base annuelle. Le ministre des Transports publiera la nouvelle tarification dans les prochaines semaines et celle-ci prendra effet le 1er août prochain.

M. le Président, notre gouvernement a maintes fois exprimé par des gestes concrets

la priorité qu'il accorde à la santé. Je rends publiques ce soir deux séries de gestes que nous entendons poser dans ce secteur en matière d'immobilisations.

D'abord, j'annonce une accélération du programme de renouvellement des équipements médicaux pour un montant de 20 000 000 \$. Nous savons tous que la technologie médicale fait actuellement des pas de géant. Il apparaît donc primordial que les hôpitaux puissent renouveler leurs équipements pour tenir compte des nouvelles découvertes.

Je dois souligner qu'une partie importante de ce budget, soit 4 000 000 \$, sera utilisée dans la région de l'Outaouais. Les hôpitaux qui en bénéficieront devront aussi engager du personnel et se procurer du matériel supplémentaire, et un budget de fonctionnement additionnel de 5 000 000 \$ leur sera alloué à cette fin.

Par ailleurs, un autre montant de 20 000 000 \$ sera investi au cours des trois prochaines années pour améliorer ou remplacer certains bâtiments des établissements privés du réseau de la santé. Il est important de noter que ces sommes s'ajoutent aux 35 000 000 \$ déjà inscrits aux crédits de base et affectés aux immobilisations dans le secteur de la santé en 1987-1988.

Au total, les investissements que je viens d'annoncer porteront la valeur des immobilisations de l'ensemble du secteur public du Québec à 5 600 000 000 \$ en 1987, soit une hausse de 11,2 % par rapport à l'année dernière. Il s'agit là du niveau le plus élevé jamais enregistré dans ce secteur.

Le développement régional constitue une des préoccupations majeures du présent gouvernement et le budget de ce soir y accorde une attention particulière.

D'ailleurs, plusieurs des mesures qui y sont introduites vont profiter grandement aux particuliers et aux entreprises des régions. C'est le cas, par exemple, des investissements importants que je viens d'annoncer en matière de sécurité routière et de santé. Mais, afin de venir directement en aide aux régions, des crédits additionnels de 10 000 000 \$ seront affectés au Fonds de développement régional. Également, il est urgent d'améliorer l'état des routes municipales et c'est pourquoi des crédits additionnels de 5 000 000 \$ seront consentis au ministère des Transports à cette fin.
(23 h 10)

De plus, une somme supplémentaire de 1 000 000 \$ sera accordée au ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche pour accroître le fonds hors-norme destiné à venir en aide aux organismes et aux régions qui n'auraient pas autrement accès à l'aide gouvernementale, alors que d'autres crédits additionnels seront destinés à des fins de promotion touristique.

Enfin, la Caisse de dépôt et placement du Québec s'impliquera plus activement dans le développement industriel et commercial des régions, accentuant son rôle de support à l'essor économique tout en poursuivant ses objectifs de rentabilité et de protection des fonds qui lui sont confiés. Notamment, elle accroîtra ses démarches en vue de favoriser davantage l'expansion des entreprises québécoises. Cette orientation permettra la réalisation de projets rentables qui ne pourraient autrement voir le jour.

Un autre ensemble de mesures que je désire présenter pour stimuler le développement économique a trait à la capitalisation des entreprises et se situe dans le prolongement de nos actions à cet égard. L'automne dernier, nous avons apporté des changements au Régime d'épargne-actions pour mettre davantage l'accent sur le financement des entreprises en voie de développement et rendre admissibles au REA les sociétés de capital de risque à vocation régionale.

Je désire annoncer ce soir quelques autres améliorations à notre régime d'aide à la capitalisation des entreprises.

Il est plus que jamais opportun de permettre la mise sur pied de fonds d'investissement REA qui agiront comme fonds mutuels de placements spécialisés dans les actions admissibles au Régime d'épargne-actions. Les investisseurs pourront ainsi diversifier leur portefeuille et réduire le risque qu'ils assument tout en profitant des avantages du régime. Je suis convaincu que cette mesure augmentera l'intérêt des investisseurs pour les titres admissibles au REA, ce qui ne peut qu'être bénéfique pour l'économie du Québec. Ces fonds pourront commencer à fonctionner à compter du 1er janvier 1988.

D'autre part, afin d'assurer les contribuables que les capitaux réunis dans le cadre du REA le sont conformément aux objectifs du programme, toute émission REA effectuée au moyen d'un prospectus, ou qui fera l'objet d'un placement privé par un fonds d'investissement REA, devra obligatoirement faire l'objet d'une décision anticipée favorable de la part du ministère du Revenu, qui pourra toutefois rendre une décision défavorable lorsque l'émission ne sera pas conforme aux objectifs du programme.

D'autres modifications ont trait aux Sociétés de placement dans l'entreprise québécoise, les SPEQ. Elles visent à faciliter les placements dans des entreprises en démarrage et à prévenir les abus de la part de certains actionnaires.

Enfin, certaines modifications seront apportées aux règles régissant le Fonds de solidarité des travailleurs du Québec (FTQ) pour que le crédit d'impôt continue de servir à la formation de capital permanent et que le fonds puisse racheter de gré à gré ses

actions à certaines conditions.

L'ensemble des initiatives que je viens d'annoncer, conjuguées à tous les efforts que déploient les ministères à vocation économique, devraient contribuer significativement à la croissance de l'emploi et de l'économie au Québec. Notre politique à cet égard a d'ailleurs déjà commencé à porter fruit et c'est pourquoi il est possible de faire dès maintenant des progrès importants dans le sens de la justice sociale. Le budget de ce soir comprend plusieurs mesures à ce sujet, principalement des améliorations à la fiscalité.

On se souviendra que, dès notre arrivée au pouvoir, j'ai pris des mesures pour rendre la fiscalité du Québec plus concurrentielle. Les réductions d'impôt prévues à l'origine pour 1987 ont été devancées de façon à s'appliquer dès l'année d'imposition 1986 et l'écart entre les taux marginaux supérieurs de l'Ontario et du Québec a ainsi été réduit de 10,1 à 4,1 points de pourcentage.

Depuis que les États-Unis ont réformé en profondeur leur régime d'imposition des particuliers et des entreprises, il est devenu évident qu'il faudra réformer aussi le nôtre, au Québec, pour qu'il demeure concurrentiel; il en est de même au niveau canadien, comme l'a indiqué le ministre des Finances du gouvernement fédéral. Je devrais normalement faire connaître à l'automne la politique québécoise à l'égard de la réforme de la fiscalité.

Toutefois, il m'est apparu urgent de régler dès maintenant un certain nombre de problèmes qui se posent à nous. Je désire tout d'abord apporter d'importantes modifications à la fiscalité dans le but de mieux venir en aide aux familles, principalement celles dont le chef travaille à faibles revenus et celles qui comptent plusieurs enfants. Je ferai ensuite état de mesures destinées à améliorer la situation de certains groupes particuliers. Je désire enfin apporter plusieurs améliorations au régime fiscal afin de le simplifier, d'en éliminer les inefficacités les plus flagrantes et de l'harmoniser à certaines mesures annoncées en février dernier par le gouvernement fédéral.

Les familles jouent un rôle essentiel dans la société; en raison des coûts additionnels associés à la présence d'enfants, il apparaît assez clairement qu'elles ont besoin d'être appuyées, soit par le régime d'imposition, soit par une aide directe de l'État.

Le régime d'imposition du Québec reconnaît de façon satisfaisante le coût des dépenses de base des familles qui paient de l'impôt. Ainsi, les exemptions pour enfants à charge y sont largement supérieures à ce qui existe dans les autres provinces. Quant au régime d'aide sociale, il compense adéquatement les dépenses de base reliées à la présence des enfants.

Par contre, ces deux régimes avantagent peu les familles qui gagnent assez pour quitter l'aide sociale mais pas suffisamment pour améliorer sensiblement leur revenu disponible. Une telle situation désincite plusieurs chefs de famille à demeurer sur le marché du travail. Les parents qui gagnent des salaires faibles sont ceux qui ont le plus besoin d'un appui additionnel de l'État.

En outre, les travailleurs qui se situent au niveau du salaire industriel moyen paient déjà des impôts relativement importants et cette situation est encore plus difficile pour les familles nombreuses; cela suggère que leur fardeau fiscal devrait être réduit.

Il faut d'abord ajuster le régime d'imposition des familles à faibles revenus. Certaines d'entre elles doivent contribuer à l'impôt alors même qu'elles reçoivent une aide financière de l'État. On comprend mal, par exemple, qu'une famille biparentale ayant deux enfants à sa charge et gagnant 15 000 \$ par année doive payer son tribut au fisc. L'État lui-même semble mal le comprendre puisqu'il vient verser des prestations à cette famille pour l'inciter à entrer sur le marché du travail ou à y demeurer et implicitement l'aider à payer l'impôt qui en résulte.

J'annonce donc ce soir l'élimination de l'impôt pour les familles à faibles revenus.

Des voix: Bravo!

M. Levesque: Pour ce faire, j'introduis une réduction pouvant atteindre 930 \$ pour les familles biparentales et 765 \$ pour les familles monoparentales ne partageant pas un logement avec un autre adulte. Elle s'appliquera à compter du 1er janvier prochain.

L'impact de cette réduction est majeur. Par exemple, une famille biparentale de deux enfants commence aujourd'hui à payer de l'impôt au Québec lorsque son revenu dépasse 13 004 \$. À l'avenir, cette même famille n'aura aucun impôt à payer avant qu'elle n'ait gagné 20 822 \$.

Des voix: Bravo!

M. Levesque: Si elle a droit à la déduction pour frais de garde, son seuil d'imposition nulle passera de 15 541 \$ aujourd'hui à 25 871 \$. Je crois que le minimum que nous puissions faire pour les familles gagnant moins que ces niveaux, c'est de ne pas leur demander de contribuer à l'impôt. Ainsi, 45 000 familles additionnelles n'auront plus, désormais, d'impôt à payer au gouvernement du Québec.

Des voix: Bravo!

(23 h 20)

M. Levesque: Mais, cette mesure n'aura

pas pour seul effet d'éliminer l'impôt pour un nombre important de contribuables, soit 45 000. Elle réduira aussi les impôts de 300 000 familles à revenus moyens, pouvant même atteindre 34 500 \$ par année. Si l'on prend l'exemple d'une famille biparentale avec deux enfants, à 25 000 \$, cette mesure représentera 773 \$ de baisse d'impôt et, à 30 000 \$, la baisse sera de 315 \$.

Le coût total de la réduction d'impôt instaurée ce soir pour les familles à faibles ou moyens revenus est de 169 000 000 \$ pour une pleine année.

Pour les parents qui travaillent à faibles revenus, non seulement n'auront-ils plus d'impôt à payer dans le nouveau régime, mais ils bénéficieront en plus d'un appui supplémentaire du gouvernement. Dans le système actuel, le gain financier résultant de l'effort de travail des familles à faibles revenus est trop peu élevé. À titre d'exemple, mentionnons que, pour une famille biparentale ayant deux enfants, l'obtention d'un emploi par un conjoint, à un salaire mensuel de 1000 \$, n'augmente le revenu disponible global que de 34 \$ par mois. Vous conviendrez avec moi que c'est, évidemment, trop peu.

Il existe déjà un programme pouvant jouer ce rôle d'aide à l'entrée sur le marché du travail. Il s'agit du supplément au revenu de travail communément appelé SUPRET. Nous aurions pu simplement ajuster ce programme pour le rendre cohérent avec les réductions d'impôt annoncées ce soir. Le SUPRET comporte cependant des lacunes importantes. Il permet le versement des prestations qui ne sont quelquefois touchées que deux ans après l'obtention d'un emploi, et il ne tient pas compte des frais de garde d'enfants encourus pour aller travailler.

Dans ces conditions, il m'est apparu nécessaire de retirer progressivement le SUPRET pour les ménages sans enfant et de le remplacer dès 1988, dans le cas des familles avec enfant, par un nouveau programme que nous appellerons APPORT - oui, APPORT; A-P-P-O-R-T, APPORT - c'est-à-dire Aide aux parents pour leurs revenus de travail. En vertu de ce nouveau programme, des prestations seront versées à la majorité des parents qui gagnent moins que le revenu nécessaire pour payer de l'impôt au Québec. En comparaison avec le programme actuel, il apportera trois types d'amélioration.

En premier lieu, les prestations d'incitation au travail seront versées mensuellement. Ce sont les centres de Travail-Québec qui seront responsables de l'application du programme afin de favoriser un règlement rapide des dossiers.

En deuxième lieu, le programme APPORT facilitera l'entrée sur le marché du travail pour les parents ayant à supporter des frais de garde d'enfants. Les prestations

seront, en effet, calculées en fonction du revenu net de travail, à savoir le revenu gagné moins les frais de garde d'enfants payés par les parents. L'aide accordée par ce programme compensera environ 50 % des frais encourus, quel que soit le mode de garde retenu par les parents.

Enfin, le programme APPORT laissera aux familles à faibles revenus une plus grande proportion de leurs gains de travail. Revenons à l'exemple précédent de la famille biparentale avec deux enfants qui voyait son revenu disponible augmenter de seulement 34 \$ mensuellement, si elle quittait l'aide sociale pour entrer sur le marché du travail à un salaire mensuel de 1000 \$; grâce au programme APPORT, sa présence sur le marché du travail ne lui rapportera plus que 34 \$, mais 324 \$ de plus par mois que l'aide sociale.

Les prestations du programme APPORT seront encore plus substantielles pour les familles à faibles revenus qui encourrent des frais de garde, particulièrement les familles monoparentales. Par exemple, une telle famille ayant un jeune enfant et gagnant 9000 \$ recevra annuellement une aide de 4335 \$; du montant de cette aide, 1811 \$ seront reliés à ses frais de garde. On trouvera à l'annexe sur les mesures fiscales et budgétaires plus de détails sur la façon dont ce programme fonctionnera.

Je tiens à le mentionner pendant que j'y pense, M. le Président. Vous savez dans quelles circonstances nous avons dû hâter cette présentation du budget. J'espère que toutes les copies pourront nous parvenir le plus tôt possible quant aux annexes. S'il y a des retards, on comprendra, mais la bonne volonté y est.

On excusera également certaines coquilles que l'on retrouve dans la présentation du texte lui-même, mais je puis vous assurer que tout sera fait pour que nous ayons un costume tout neuf et même des souliers tout neufs pour mon discours dès le début de la semaine prochaine.

Une voix: Il les a, les souliers.

M. Levesque: Oui, je les ai déjà.

Ce nouveau programme qui sera administré par le ministère de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu entrera en vigueur à compter du 1er janvier prochain et bénéficiera à 44 000 familles qui recevront au total 65 000 000 \$ sur une base annuelle.

Une voix: Très bien! Très bien!

Des voix: Bravo! Bravo!

M. Levesque: Par ailleurs, je crois qu'il faut continuer de développer les services de garde afin de répondre davantage à la

demande. C'est pourquoi un budget supplémentaire de 4 200 000 \$ est accordé à la ministre déléguée de la Condition féminine. Cette somme permettra à l'Office des services de garde à l'enfance de faire en sorte que soient ajoutées 500 places en garderies à but lucratif, 1000 places en milieu familial ainsi que 1100 places en garderies sans but lucratif. Elle permettra aussi de relever de 8000 \$ à 9000 \$ le plafond d'aide aux garderies à but non lucratif au titre du logement.

De plus, des crédits additionnels de 3 800 000 \$ seront inscrits au Fonds de suppléance du ministère des Finances pour de nouveaux projets concernant les garderies.

Enfin, des modifications seront apportées à la déduction pour frais de garde afin de s'assurer que les parents d'enfants qui atteindront l'âge de six ans après le 30 septembre d'une année puissent également bénéficier de la déduction maximale.

Le présent budget vient aussi en aide aux familles nombreuses. On se rappellera qu'en avril 1985, le gouvernement précédent avait introduit de nouvelles exemptions pour enfant à charge. Il avait par la même occasion annoncé que les allocations familiales seraient récupérées au moment où les contribuables produisent leur déclaration de revenus, considérant que les nouvelles exemptions pour enfant à charge étaient suffisantes.

Un tel régime, où des sommes sont versées puis reprises par la suite, est pour le moins surprenant. J'ai l'intention de réévaluer la question des allocations familiales lors de la réforme fiscale que j'ai annoncée précédemment. Il m'apparaît raisonnable cependant de laisser aux familles nombreuses les allocations familiales qui leur sont versées et c'est pourquoi notre gouvernement a aboli en novembre dernier la récupération fiscale de toutes les allocations familiales versées par le Québec à compter du quatrième enfant. J'annonce ce soir que la récupération à l'égard du troisième enfant est aussi abolie à compter de la présente année d'imposition et entraîne un gain de 22 000 000 \$ par année pour les familles.

Des voix: Bravo! Bravo! Bravo!

M. Levesque: Par ailleurs, j'ai souligné dans mon dernier discours sur le budget la nécessité de revoir la pertinence de l'allocation de disponibilité compte tenu des nouvelles exemptions pour enfant à charge et de la hausse récente des déductions pour frais de garde d'enfant de moins de six ans. Je crois que l'allocation de disponibilité doit être réaménagée à la fois pour aider davantage les familles nombreuses et pour contribuer au financement des mesures dont je viens de traiter. Cela sera fait dès l'année d'imposition 1987. La modulation

actuelle de 300 \$ pour le premier enfant de moins de six ans, de 200 \$ à l'égard du deuxième et de 100 \$ pour chacun des suivants sera inversée. À l'avenir, ce sera 100 \$ en regard du premier enfant de moins de six ans, 200 \$ pour le deuxième et 500 \$ à l'égard de chacun des autres. Cette nouvelle modulation permettra d'accorder un montant supplémentaire aux familles de trois jeunes enfants et plus. En outre, les familles gagnant moins de 30 000 \$ recevront, de façon générale, plus qu'auparavant par l'application des dispositions que j'ai annoncées ce soir.

L'ensemble de ces nouvelles mesures accroîtra le revenu disponible des familles - écoutez bien, M. le Président - de 188 000 000 \$ et profitera particulièrement...

(23 h 30)

Des voix: Bravo!

M. Levesque: ...aux familles à faibles ou moyens revenus, ainsi qu'aux familles nombreuses. Cet appui financier vient s'ajouter à l'ensemble des autres dispositions de soutien économique aux familles avec enfant. En effet, lorsqu'on tient compte des exemptions personnelles pour enfants à charge, des déductions pour frais de garde, des prestations additionnelles d'aide sociale à l'égard des enfants et des autres mesures qui leur sont reliées, le soutien économique du gouvernement à l'égard des familles avec enfant totalisera, en incluant les annonces de ce soir, plus de 1 260 000 000 \$ en 1988; l'effort du gouvernement actuel à l'égard de ces familles est important. Cet effort aura été accru en 1988 de plus de 500 000 000 \$ depuis l'arrivée de notre gouvernement au pouvoir.

En plus de leur fournir un appui substantiel, le nouveau régime d'aide aux familles a l'immense avantage d'aménager une transition adéquate entre l'aide sociale et le marché du travail. Le gouvernement cessera de pénaliser les familles qui veulent sortir du cercle vicieux de la pauvreté et de la dépendance.

Il y a aussi chez nous, M. le Président, certains groupes de personnes qui vivent des situations particulières et que l'on doit aider et des crédits additionnels de 36 700 000 \$ seront consacrés cette année à l'amélioration de leur situation. De cette somme, 19 700 000 \$ seront alloués au ministère de la Santé et des Services sociaux, ce qui, si on inclut le budget supplémentaire accordé pour les résidents de l'Outaouais, porte à 24 700 000 \$ les crédits ajoutés à ce ministère. On retrouvera à l'annexe sur les mesures fiscales et budgétaires plus de détails concernant l'allocation de ces sommes supplémentaires et les mesures qui seront mises en oeuvre.

Le taux de chômage chez les jeunes a

baissé de façon marquée en 1986, mais il se situe encore aux environs de 16,9 %; la qualité de vie de nos jeunes préoccupe vivement le gouvernement. Pour améliorer leur situation, on favorisera l'emploi étudiant et le développement des sports et des loisirs, et un programme de prêts aux étudiants entrepreneurs sera créé. Un budget additionnel sera aussi consacré aux maisons des jeunes.

En outre, plusieurs personnes âgées ont un jour ou l'autre à recourir aux services d'hébergement offerts par le réseau des affaires sociales et on doit leur assurer des soins adéquats. Pour améliorer les conditions d'hébergement des personnes âgées dans les centres hospitaliers de longue durée et dans les centres d'accueil, la ministre de la Santé et des Services sociaux annoncera prochainement comment sera répartie entre les divers établissements la somme supplémentaire qui sera allouée à cette fin.

Il existe également dans notre société d'autres groupes de personnes à l'égard desquelles nous ne pouvons rester indifférents. Un budget supplémentaire sera accordé à l'Office des personnes handicapées afin de lui permettre de combler de façon plus complète et adéquate les besoins des personnes handicapées qui nécessitent des services très spécialisés. On viendra aussi en aide de façon importante aux organismes communautaires et autonomes qui offrent des ressources aux femmes en difficulté et victimes de violence et qui font en ce domaine un travail admirable avec des moyens financiers réduits. De plus, des crédits seront disponibles en cours d'année pour certains projets prioritaires en matière de santé et de services sociaux.

Enfin, pour souligner de façon tangible l'Année internationale du logement des sans-abri, d'autres sommes seront affectées à l'accroissement de l'infrastructure d'accueil offerte aux personnes qui sont sans abri et à la mise sur pied d'un plan d'action visant à financer des projets de recherche, de sensibilisation et d'interventions directes à leur égard. D'autres crédits seront aussi affectés aux divers programmes destinés à prévenir l'usage des drogues, ainsi qu'à l'intégration et à la réadaptation des personnes souffrant de déficience mentale légère. Avec ces mesures, il faut espérer que l'on répondra un peu mieux aux besoins de plusieurs catégories de personnes démunies et que l'on construira ainsi une société plus juste.

D'autre part, notre gouvernement n'a pas tardé, peu de temps après son élection, à éliminer la taxe de vente de 9 % sur les primes d'assurance-vie individuelle et sur les primes d'assurance individuelle contre la maladie et les accidents. Il s'agissait d'un premier pas et la précarité des équilibres financiers ne nous permettait pas d'aller plus

loin à ce moment-là.

La bonne gestion financière de notre gouvernement nous permet maintenant de poser un geste supplémentaire et j'annonce que la taxe de vente au détail de 9 % sur les primes d'assurance automobile sera diminuée à 5 % pour les primes payées après minuit ce soir. Cette réduction profitera aux contribuables pour plus de 50 000 000 \$.

Tous les citoyens doivent faire leur juste part pour le financement des services offerts par le gouvernement. Il est important aussi que les contribuables ne se soustraient pas au paiement des impôts et taxes qui sont dus. Il faut, pour ce faire, que le régime fiscal soit juste, équitable, qu'il cesse d'encourager les comportements antiéconomiques et aussi qu'il soit bien compris par les contribuables.

Le ministre du Revenu a chargé son adjoint parlementaire, le député de Montmorency, de lui présenter des recommandations pour simplifier le régime fiscal, lesquelles ont été rendues publiques récemment. La réforme fiscale qui vient sera l'occasion de donner suite à certaines de ces recommandations. Je veux quand même effectuer dès maintenant quelques corrections qui s'imposent.

Un des premiers gestes à poser sera de simplifier les déclarations de revenu. Comme on a pu s'en rendre compte ce printemps, ce ne sera pas une mince tâche. Le ministre du Revenu a déjà annoncé qu'il avait entrepris des travaux en vue de les simplifier et de faciliter la tâche des contribuables. Ce travail sera poursuivi durant l'année.

M. le Président, les personnes de 65 ans et plus qui continuent de travailler méritent d'être traitées plus équitablement. Présentement, leur revenu de travail vient réduire leur exemption en raison d'âge, de même que leurs déductions pour revenus de retraite et pour revenus d'intérêts et dividendes. En plus de venir imposer des revenus de travail qui sont souvent minimes, la formule de réduction utilisée s'avère extrêmement complexe.

Afin d'améliorer la situation financière des personnes partiellement retraitées et pour simplifier le calcul de leur impôt, j'annonce ce soir deux mesures qui s'appliqueront dès l'année d'imposition 1987. D'une part, les premiers 10 000 \$ de revenu de travail ou d'entreprise ne réduiront plus les déductions en raison d'âge, pour revenus de retraite et pour revenus d'intérêts et dividendes. D'autre part, le ministre du Revenu m'a assuré que cette réduction fera désormais l'objet d'un seul calcul au lieu des trois actuellement nécessaires.

De plus, dans un souci d'harmonisation avec la fiscalité fédérale, les employeurs de personnes âgées de 60 ans ou plus n'auront plus à payer la cotisation au Régime de rentes du Québec lorsque ces dernières

reçoivent déjà une rente de retraite de cet organisme. Tout comme pour le Régime de pensions du Canada, la mesure s'appliquera à compter du 1er janvier 1987.

Au Québec, le prix des vins et spiritueux a connu des hausses substantielles depuis 1980, nettement plus importantes que celle de l'indice des prix à la consommation. L'effet cumulé de ces hausses a fait en sorte que le prix des boissons alcooliques était encore récemment plus élevé, au Québec que dans certaines provinces et États limitrophes. Dans ce contexte, la Société des alcools du Québec a révisé sa politique de majoration afin de réduire l'impact des hausses de prix des fabricants sur les prix au détail, sans entraîner une réduction du dividende puisque la perte de revenus sera en partie comblée par l'effet d'un ensemble de contrôles qui viseront à contrer l'évasion fiscale et la fraude.

Par ailleurs, la fiscalité des alcools distingue deux types de ventes: les ventes pour consommation à la maison et les ventes aux établissements au sens de la Loi sur les repas et l'hôtellerie. Le consommateur qui achète des produits alcoolisés pour sa propre utilisation paie une taxe de vente de 9 %, tandis que, par exemple, le restaurateur qui achète le même produit pour vendre dans son établissement doit payer un droit de 13,4 %. Il s'agit là d'un bel exemple d'absence de neutralité dans les taux de taxation. Afin d'éliminer ce problème, j'annonce qu'à partir de minuit ce soir le droit des détaillants sera réduit de 13,4 % à 9 %, sauf pour les tavernes qui continueront de bénéficier de l'exemption de la taxe de 10 % sur les repas et l'hôtellerie applicable à la bière qui y est consommée; il apparaît raisonnable de maintenir le droit des détaillants à son niveau actuel pour les tavernes compte tenu de la situation privilégiée dont elles profitent déjà.

(23 h 40)

L'industrie des courses de chevaux au Québec est confrontée, depuis plusieurs années, à des problèmes structurels graves. Depuis 1980, la clientèle des hippodromes a diminué de 40 %, entraînant une baisse proportionnelle des revenus perçus par le gouvernement. La situation est particulièrement préoccupante dans la région de Montréal. C'est toute une industrie générant quelque 10 000 emplois qui est en péril. Devant cet état de fait, qui a, d'ailleurs, été fort bien décrit par le groupe de travail Mireault auquel le député de Mille-Iles a activement contribué, le gouvernement a décidé de passer à l'action.

Premièrement, on procédera dans les meilleurs délais au regroupement en un seul organisme de l'ensemble des intervenants impliqués dans ce secteur. Deuxièmement, la partie du droit sur les paris mutuels qui est retournée à l'industrie et qui est présente-

ment de 7 100 000 \$ sera portée à 13 100 000 \$. Ce montant sera par la suite indexé au taux d'inflation et versé chaque année au futur organisme responsable et ce, jusqu'en 1992-1993. Celui-ci aura la responsabilité d'administrer les sommes en cause dans le cadre du programme d'aide à l'infrastructure et à l'investissement des hippodromes, de support aux éleveurs et aux propriétaires de chevaux locaux et d'amélioration aux bourses distribuées lors d'événements réguliers des hippodromes.

Une des causes du déclin de l'industrie est la forte augmentation du taux de taxation sur les paris mutuels, ainsi que du taux de commission des hippodromes. Pour corriger cette situation, une nouvelle structure de taxation du pari mutuel entrera en vigueur à compter de minuit ce soir. Elle donnera aux hippodromes plus de flexibilité dans leur programmation. De plus, le taux de taxation sera diminué en fonction de la réduction du taux de commission des hippodromes jusqu'à un maximum de deux points de pourcentage.

L'ensemble de ces mesures permettra à l'industrie de renouveler ses équipements, d'améliorer son produit et d'augmenter sa clientèle, tout en maintenant les quelque 10 000 emplois actuellement menacés. Elles devraient, par le fait même, engendrer à moyen terme pour le gouvernement des revenus équivalents à ceux qu'il percevait au début des années quatre-vingt.

Le gouvernement, M. le Président, est, par ailleurs, conscient de la place importante qu'occupent les municipalités dans l'ensemble de nos finances publiques. Les rapports des deux unions de municipalités et celui de la commission d'étude sur la ville de Québec, tous rendus publics l'automne dernier, ont permis d'identifier les problèmes auxquels sont confrontées certaines d'entre elles et d'ouvrir certaines avenues de solution. Le gouvernement procède actuellement à l'évaluation des recommandations de ces rapports et de l'ensemble des problèmes de financement de ces organismes.

Les questions soulevées présentement à l'égard de la fiscalité locale sont nombreuses et complexes et elles impliquent bien souvent des modifications à la répartition du fardeau entre diverses catégories de contribuables. Compte tenu de l'incertitude entourant le projet de réforme fiscale fédérale et des répercussions d'un tel projet sur notre propre fiscalité, le gouvernement se doit d'agir avec prudence dans ce dossier. D'ailleurs, nous n'entendons intervenir que lorsque tous ces éléments auront été analysés et que les études d'impact seront disponibles.

En ce qui concerne les municipalités régionales de comté, les MRC, le gouvernement reconnaît qu'il est temps de clarifier leur statut et d'éliminer les ambiguïtés les entourant. C'est pourquoi le ministre des

Affaires municipales a entrepris une réflexion globale sur leurs pouvoirs, leurs responsabilités et leur mode de financement et qu'il a l'intention de soumettre prochainement aux municipalités un certain nombre des propositions visant à confirmer le statut des MRC et à les assurer qu'aucune responsabilité nouvelle ne leur sera dévolue sans ressources additionnelles équivalentes.

Un autre domaine, M. le Président, qui préoccupe notre gouvernement est celui de la qualité de notre environnement. Nous consacrons, d'ailleurs, des sommes importantes afin de réduire la pollution. Certains éléments pollueurs sont facilement identifiables et il est justifié que leurs utilisateurs contribuent au financement des programmes d'assainissement.

Une façon de répondre aux préoccupations concernant la qualité de l'environnement est de favoriser l'utilisation de l'essence sans plomb. Pour ce faire, on réduira le nombre de taux aux fins de l'application de la taxe sur les carburants et, en même temps, la mesure simplifiera l'administration fiscale. Dorénavant, l'essence régulière avec plomb, la régulière sans plomb et la super seront toutes taxées de la même façon. Toute l'essence livrée chez les détaillants à compter de minuit ce soir sera assujettie à une taxe équivalente à celle présentement applicable au carburant sans plomb. Cette uniformisation s'applique également aux réductions accordées aux frontières et dans les régions désignées. Ainsi, le taux applicable à l'essence la plus polluante sera le seul à augmenter. C'est là aussi une façon de financer la croissance importante des budgets consacrés à l'environnement.

Les effets négatifs de la pollution affectent plus durement certains groupes de notre société. Afin d'accroître la recherche sur les moyens de contrer le dépérissement des érablières affectées par les pluies acides et sur les pesticides non polluants qui pourraient être utilisés en agriculture, j'annonce l'octroi d'une somme de 1 000 000 \$ au fonds de suppléance du ministère des Finances à ces fins. Des crédits équivalents seront aussi destinés aux agriculteurs du secteur du tabac afin de les aider à s'orienter vers d'autres types de production.

La situation fiscale des artisans de la vie culturelle au Québec intéresse beaucoup le gouvernement. À cet égard, des discussions se poursuivent avec des représentants des artistes, tant au niveau fédéral qu'au Québec. Ces questions feront l'objet d'un examen en profondeur dans le cadre de la réforme fiscale à venir. Cependant, je suis prêt à faire en sorte que certaines mesures s'appliquent dès maintenant.

D'abord, pour accroître les sommes

amassées dans le cadre des levées de fonds publiques organisées par les organismes artistiques, les dons faits à de tels organismes reconnus à cette fin par la ministre des Affaires culturelles et par le ministre du Revenu seront dorénavant déductibles dans le calcul du revenu imposable du donateur.

En outre, pour tenir compte du fait que certains artistes doivent, à toutes fins utiles, être membres d'associations professionnelles qui les regroupent et afin d'encourager la participation des artistes à ces associations, des modifications seront apportées à la législation fiscale. Ainsi, les cotisations annuelles versées aux associations mentionnées dans l'annexe sur les mesures fiscales et budgétaires pourront être déduites dans le calcul du revenu de charge ou d'emploi des artistes qui les paient. Je m'engage également à faire des représentations auprès de mon collègue fédéral afin qu'il harmonise sa législation à ces mesures.

De plus, un soutien additionnel...

M. Boulterice: ...

M. Levesque: Le député de Saint-Jacques pourrait modérer son enthousiasme.

Le Président: S'il vous plaît!

M. Levesque: Nous l'entendons applaudir. Il est trop tôt, trop tôt! Attendez après pour les applaudissements. Merci!

De plus, un soutien additionnel sera accordé aux organismes oeuvrant dans les champs d'intervention du ministère des Affaires culturelles. Ainsi, ces organismes seront incités à recueillir des fonds pour financer le développement des arts et le ministère pourra épauler leurs efforts et leur accorder, à même des crédits additionnels de 2 000 000 \$, une subvention pouvant atteindre un montant analogue.

Enfin, on retrouvera à l'annexe sur les mesures fiscales et budgétaires un ensemble de mesures destinées à rationaliser et à simplifier la fiscalité. Je voudrais en relever quelques-unes particulièrement dignes d'intérêt.

J'annonce d'abord l'abolition de la taxe additionnelle de 2 \$ sur les vidéocassettes vierges qui s'ajoutait à la taxe de vente générale. J'annonce également l'abolition de la taxe de vente au détail à l'achat de sièges d'auto pour enfants. J'annonce aussi que les cassettes servant de "livres parlés" pour les handicapés visuels seront exemptées de la taxe de vente, comme les autres livres. Ces trois mesures prendront effet à compter de minuit ce soir.

Une autre façon de simplifier la fiscalité consiste à harmoniser, dans la mesure du possible et du désirable, notre

régime avec celui du gouvernement fédéral. Le 18 février dernier, le ministre des Finances déposait à la Chambre des communes un avis de motion de voies et moyens, et l'on trouvera à l'annexe sur les mesures fiscales et budgétaires l'ensemble des mesures de concordance que nous entendons appliquer.

Je désire souligner que la plus importante de ces dispositions en termes d'impact financier concerne les remises de retenues à la source effectuées par les employeurs, dorénavant, plutôt que d'être exigibles le 15 du mois subséquent, elles le seront deux fois par mois. Les remises d'employeurs au titre de l'impôt sur le revenu et des contributions au Régime de rentes du Québec et au fonds des services de santé afférentes aux salaires versés durant les quinze premiers jours du mois seront exigibles le 25 du même mois, tandis que le reste sera exigible le 10 du mois suivant. Tout comme au niveau fédéral, le nouveau régime entrera en vigueur à compter du 1er janvier prochain et s'appliquera exactement aux mêmes employeurs que ceux visés par la mesure fédérale. Il n'y aura donc pas deux procédures différentes pour ces employeurs. (23 h 50)

Il est temps maintenant d'examiner l'impact global sur les équilibres financiers des différentes mesures que je viens d'annoncer. Voyons d'abord ce qu'il en est pour la présente année financière. Je dépose donc, avec le consentement de cette Chambre, l'État des opérations financières du gouvernement pour l'exercice financier 1987-1988. (voir annexe)

La prévision des revenus budgétaires est de 27 680 000 000 \$, soit une augmentation - je parle des revenus - de 8,2 % par rapport à l'année qui vient de se terminer. Les perspectives se sont nettement améliorées depuis la projection triennale établie l'an dernier à 26 945 000 000 \$. Cela s'explique par une série de facteurs dont je mentionnerai les plus importants.

D'abord, la croissance du produit intérieur brut nominal s'établira à 7,7 % en 1987 comparativement à 6,1 % qui était prévu lors du dernier discours sur le budget. Cette révision génère des revenus autonomes plus élevés.

En outre, depuis le 8 janvier 1987, une surtaxe fédérale de 15 % est imposée sur le bois d'oeuvre canadien traversant la frontière américaine et ce, en lieu et place du droit compensateur de 15 % imposé par les États-Unis depuis le mois d'octobre. Le gouvernement fédéral redistribue cette taxe aux provinces au prorata de l'origine effective des bois exportés vers les États-Unis. L'effet net de cette disposition sur les revenus du gouvernement est de 104 000 000 \$.

Les intérêts sur les comptes à recevoir du ministère du Revenu seront également mis

à jour au cours du présent exercice financier, ce qui se traduira par des revenus additionnels de 150 000 000 \$; il faudra toutefois augmenter de 50 000 000 \$ la provision pour mauvaises créances.

Par ailleurs, à la suite du report de certaines transactions de privatisation initialement prévues pour 1986-1987, des revenus de 215 000 000 \$ sont maintenant prévus à ce titre cette année. Enfin, il faut tenir compte que les surplus de la Commission des normes du travail n'ont été récupérés qu'au début de la présente année financière.

Quant aux transferts fédéraux, après avoir connu une réduction constante depuis 1984-1985, ils devraient recommencer à croître cette année grâce, en bonne partie, à l'encaissement de montants non récurrents au chapitre de la péréquation. Cela signifie que les problèmes que j'ai soulevés lors des discussions entourant le renouvellement des arrangements fiscaux 1987-1992, notamment la faible croissance de cette partie de nos revenus budgétaires, demeurent entiers.

Considérons maintenant le niveau des dépenses auquel nous amènent les diverses mesures budgétaires que je viens d'annoncer, ainsi que certaines révisions apportées aux prévisions depuis que j'ai déposé les crédits budgétaires devant cette Assemblée.

Les dépenses prévues pour 1987-1988, lors de la présentation des crédits le 25 mars dernier, totalisaient 30 150 000 000 \$, en tenant compte de crédits périmés nets anticipés de 175 000 000 \$; les mesures que je viens d'annoncer y ajoutent 180 000 000 \$. Une augmentation de 50 000 000 \$ de la provision pour mauvaises créances faisant suite à la mise à jour des intérêts sur les comptes à recevoir du ministère du Revenu viendra aussi s'y ajouter.

Les révisions apportées aux perspectives économiques depuis le dépôt des crédits, y compris des modifications aux taux d'intérêt prévus, m'amènent à réduire de 130 000 000 \$ les dépenses probables à l'égard du Service de la dette du gouvernement et des subventions d'intérêts qu'il verse à certaines composantes du secteur public. Puis, une subvention de 31 000 000 \$ à SIDBEC prévue pour 1987-1988 a, en fait, été versée à la fin de la dernière année financière. Par ailleurs, un montant de 7 000 000 \$ de réduction de dépenses découle des modifications apportées à la comptabilisation des régimes de retraite. Le gouvernement entend continuer sa gestion rigoureuse et, en conséquence, porte de 175 000 000 \$ à 302 000 000 \$ son objectif de crédits périmés nets pour la présente année financière.

Ainsi, les dépenses probables pour 1987-1988 sont de 30 080 000 000 \$, soit 70 000 000 \$ de moins qu'annoncé lors de la

présentation des crédits budgétaires en mars dernier, c'est-à-dire le mois dernier; leur taux de croissance par rapport à l'année précédente sera donc ramené de 5,9 % à 5,6 %.

La prévision des dépenses pour 1987-1988 est supérieure de 430 000 000 \$ au montant qui avait été indiqué lors du discours sur le budget de mai dernier. Lorsque les prévisions pour le présent exercice financier ont été faites l'an dernier au moment de la préparation du budget, le taux d'inflation qui était prévu pour 1987 avait été établi à 2,9 %. Le prix du pétrole venait de subir une chute dramatique qui devait se répercuter graduellement dans l'ensemble des économies occidentales pour entraîner une diminution appréciable de l'inflation; toutefois, celle-ci n'a pas chuté autant qu'on s'y attendait en 1986 et on a assisté à une légère reprise au cours des derniers mois, de sorte que le taux anticipé pour 1987 s'établit maintenant à 3,8 %.

Une telle hausse du taux d'inflation a, évidemment, eu un impact sur le niveau des dépenses prévues en raison de l'indexation automatique de plusieurs d'entre elles, notamment les prestations d'aide sociale. Mais la hausse du taux d'inflation anticipé a aussi eu un impact sur les augmentations de salaires qui ont été consenties aux employés du secteur public le 1er janvier dernier et sur celles qu'ils recevront le 1er janvier prochain. En fait, la seule révision des hausses de salaires prévues a fait augmenter nos dépenses de 184 000 000 \$. Par ailleurs, les bonifications apportées aux offres gouvernementales au cours des négociations ont entraîné une augmentation de nos dépenses de 175 000 000 \$ pour la présente année financière. Au total donc, le règlement des conventions collectives coûtera, en 1987-1988, 359 000 000 \$ de plus que ce à quoi on s'attendait l'an dernier.

Le gouvernement en est venu à des ententes négociées avec ses employés. Je voudrais souligner à cet égard la façon dont le président du Conseil du trésor s'est acquitté de ce mandat et l'appui remarquable que lui ont accordé ses collaborateurs et ses collaboratrices dans ce dossier.

Des voix: Bravo!

M. Levesque: Je voudrais également rappeler le caractère franc et serein des échanges que le gouvernement a eus avec ses partenaires patronaux, ainsi qu'avec les représentants syndicaux des employés du secteur public. Je me réjouis que le débat qui a accompagné cet exercice de négociations se soit fait sous le signe du respect mutuel des parties et dans un climat que l'on me permettra de qualifier de hautement civilisé. Les augmentations salariales moyennes de 3,5 % en 1986, 4,2 % en 1987

et 4,8 % en 1988 apparaissent fort raisonnables.

Le déficit budgétaire du gouvernement prévu pour l'année 1987-1988 s'établit, comme je l'ai mentionné, à 2 400 000 000 \$, ce qui est inférieur de près de 500 000 000 \$ au niveau atteint au cours du dernier exercice financier.

Comme le surplus des opérations non budgétaires est prévu à 950 000 000 \$, soit un niveau sensiblement équivalent à celui réalisé l'an dernier, la réduction du déficit budgétaire se traduira par une diminution importante des besoins financiers nets, qui sont maintenant prévus à 1 450 000 000 \$.

Au chapitre du financement, les remboursements d'emprunts à effectuer en 1987-1988 sont établis à 1 300 000 000 \$ et les emprunts du gouvernement sont prévus à 2 465 000 000 \$. La poursuite du programme de restructuration de la dette publique entrepris l'an dernier pourrait, en outre, amener le gouvernement à refinancer certains emprunts n'échéant pas cette année, ce qui aurait alors pour effet de hausser de façon équivalente les remboursements et les nouveaux emprunts de l'année. Par ailleurs, le niveau de l'encaisse du gouvernement sera réduit de 100 000 000 \$ en cours d'année. (minuit)

La performance réalisée l'an dernier et prévue pour cette année ne peut que nous inciter à poursuivre les mesures de rationalisation déjà entreprises. J'ai déjà indiqué que l'objectif de déficit à atteindre en 1989-1990 serait inférieur à 2 000 000 000 \$. Cela nous permettra de réduire les besoins financiers nets sous la barre de 1 000 000 000 \$, ce qui ne s'est pas vu depuis l'année financière 1975-1976. On aura alors brisé le cercle vicieux déficit-intérêts-déficit et la dette cessera d'augmenter plus vite que notre capacité de la rembourser.

Compte tenu des projections de revenus et des mesures annoncées ce soir, il m'apparaît raisonnable de planifier un taux de croissance des dépenses voisin du taux d'inflation pour les deux prochains exercices financiers, en incorporant des rationalisations additionnelles correspondant à 1 % du total annuel des dépenses.

Comme pour cette année, la croissance des dépenses dépasserait alors de peu l'inflation. Ainsi, il sera possible de continuer à réduire la proportion des dépenses gouvernementales dans la production intérieure brute de 25,4 % en 1986-1987 à près de 24 % en 1989-1990. L'annexe B sur les perspectives à moyen terme de la situation financière explique cette prévision plus en détail. Elle explique aussi comment l'atteinte de tels résultats contribuera de façon majeure au redressement de la situation financière et à l'assainissement des finances publiques.

Une grande vigilance, M. le Président, sera encore de rigueur compte tenu des pressions qui se font sentir du côté des dépenses gouvernementales, en particulier à l'égard du Service de la dette et des programmes destinés à la santé et à l'enseignement postsecondaire. La politique de réduction du déficit permettra de ralentir la croissance du Service de la dette à un niveau plus raisonnable.

Dans les domaines de la santé et de l'enseignement postsecondaire, notre gouvernement s'est engagé à mieux répondre aux besoins. Le budget de l'an dernier et celui de cette année en témoignent éloquemment. Les travaux entrepris par la ministre de la Santé et des Services sociaux et par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, de même que par la commission Rochon permettront de mieux préciser l'évolution optimale des dépenses dans ces secteurs au cours des prochaines années. Mais il ressort de l'analyse que, même avec une projection mécanique, la croissance de ces dépenses excédera celle du produit intérieur brut.

Cette croissance est bien supérieure à celle des revenus destinés à les financer et surtout bien supérieure à celle des transferts fédéraux applicables à ces deux domaines. J'aimerais que les Québécois comprennent bien ce déséquilibre entre l'évolution des revenus et des dépenses dans les domaines de la santé et de l'éducation postsecondaire. C'est pourquoi on trouvera à l'annexe F de ce discours une analyse de l'évolution des dépenses et des modes de financement dans ces deux secteurs.

M. le Président, l'an dernier, le principal objectif budgétaire que nous poursuivions était de mettre de l'ordre dans la maison. Nous avons à résoudre une impasse financière considérable tout en liquidant plusieurs hypothèques importantes. Pour faire renaître la confiance de nos concitoyens face à l'avenir, il nous fallait mettre les finances publiques du Québec sur la voie du redressement, sans compromettre l'élan de notre économie.

C'est précisément ce que nous avons fait, comme en témoignent les résultats fort encourageants dont je viens de faire état. Notre plan budgétaire a été rigoureusement suivi. Nous avons harmonieusement franchi l'étape du renouvellement des conventions collectives des secteurs public et parapublic. Notre économie s'est affermie à plusieurs égards au cours des derniers mois. La conjoncture économique aidant, nous sommes en mesure de réduire notre déficit budgétaire de près d'un demi-milliard de dollars, tout en diminuant le fardeau fiscal de 219 000 000 \$ pour une pleine année d'imposition. Nous avons même l'intention d'atteindre d'ici trois ans l'objectif d'un déficit budgétaire inférieur à

2 000 000 000 \$ et de besoins financiers nets inférieurs à 1 000 000 000 \$. Ces progrès sont fort significatifs, M. le Président, tant par leur ampleur que par le peu de temps que nous aurons pris à les réaliser. Le fait qu'ils surviennent en dépit des manques à gagner que nous subissons dans les transferts fédéraux est assez éloquent!

Aussi, le gouvernement a-t-il décidé d'amorcer dès cette année une étape importante de son plan d'action en matière de création d'emplois, de croissance économique et de justice sociale. Les mesures que j'ai annoncées en faveur de la recherche et du développement devraient faciliter grandement la jonction de nos chercheurs universitaires, de nos entrepreneurs et de nos investisseurs. Avec le temps, tout cela devrait donner un souffle nouveau à notre économie et ouvrir d'intéressantes perspectives d'avenir pour nos jeunes en particulier.

Quant aux mesures relatives aux familles à faibles ou moyens revenus, elles s'inscrivent dans un virage majeur de notre système fiscal et de nos programmes de soutien du revenu: celui de la justice sociale, de l'équité et de l'incitation au travail. Elles ne sont qu'un début puisque d'autres étapes viendront à l'occasion de la réforme fiscale et de celle de l'aide sociale.

Les défis auxquels nous sommes confrontés sont immenses. Les défis auxquels sont confrontés tous les Québécois sont immenses. J'ai pour ma part la conviction profonde qu'ils sont à la mesure des capacités de ces Québécois et de leur détermination et de notre détermination à faire en sorte que nous puissions faire avancer davantage le Québec, que nous puissions travailler ensemble à notre développement économique et social. Je vous remercie, M. le Président.

Des voix: Bravo! Bravo! Bravo!

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît! Que tous et chacun regagnent leur siège. À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît! M. le ministre des Finances, avant que je reconnaisse le critique officiel en matière de finances.

Motion proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement

M. Levesque: M. le Président, dans l'enthousiasme de la fin de ce discours, j'ai probablement oublié ce qui fait en sorte que le député de Lévis pourra prendre la parole, parce que, s'il n'y a pas de motion, il ne pourra pas parler. Étant donné que j'ai hâte de l'entendre, M. le Président, il me fait plaisir de proposer que l'Assemblée nationale

approuve à l'unanimité la politique budgétaire du gouvernement.

Des voix: Bravo! Bravo!

Le Président: Je remercie le ministre des Finances. Je vais maintenant reconnaître M. le député de Lévis, critique officiel en matière de finances pour l'Opposition sur ses commentaires sur le discours sur le budget. M. le député de Lévis.

M. Gratton: M. le Président, question de règlement.

M. Garon: M. le Président...

M. Gratton: Question de règlement, M. le Président.

Le Président: Juste une seconde. M. le leader du gouvernement.
(0 h 10)

M. Gratton: M. le Président, je voudrais m'assurer d'une chose. On a convenu entre nous que nous pourrions dépasser l'heure normale d'ajournement de 22 heures pour que le ministre des Finances puisse prononcer son discours sur le budget. Je voudrais m'assurer des deux côtés de la Chambre que ce consentement comporte aussi la réplique ou les réactions du porte-parole de l'Opposition.

M. le Président, je dis tout de suite que, de notre côté, on consent volontiers...

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Gratton: ...à ce que le député de Lévis réagisse à cet excellent discours sur le budget.

M. le Président, ce dont je veux m'assurer, compte tenu des réactions qu'avait suscitées la réplique du député de Lévis l'an dernier, notamment celle d'Alain Dubuc dans *La Presse*, si c'est bien l'intention de l'Opposition de consentir elle aussi.

Des voix: Ha! Ha! Ha!

Le Président: M. le leader du gouvernement. Je ne pense pas que c'était une question de règlement. Je vais vous laisser intervenir M. le député d'Abitibi-Ouest. Très brièvement, s'il vous plaît. Ce n'est pas une question de règlement du tout.

M. Gendron: M. le Président, il y a une chose qui est certaine. Il ne faut pas faire semblant, à cette heure-ci, que le leader du gouvernement accorde un privilège à l'Opposition, surtout avec le contexte et la situation dans lesquels nous sommes. Je pense que c'est très irrespectueux de ce qu'on a vécu depuis le début de la soirée. Depuis le début, M. le Président, il a toujours été entendu, même si on a dû

exiger des choses du ministre des Finances et du leader du gouvernement que, bien sûr, le député de Lévis aurait l'occasion de répliquer comme c'est normal de le faire, bien que ce n'était pas normal d'avoir un budget une semaine avant la date prévue.

Le Président: Tel que je l'ai mentionné, je reconnais M. le député de Lévis. Il ne s'agit pas d'un privilège. On n'a pas besoin de consentement à partir du moment où on a procédé à la lecture du discours sur le budget. Je vais reconnaître pour ses commentaires, tel que le prévoit l'article 271, M. le député de Lévis, critique officiel en matière de finances. M. le député de Lévis, vous avez la parole. Vous avez la parole, M. le député de Lévis.

Commentaires de l'Opposition

M. Jean Garon

M. Garon: M. le Président, si nous avons été dans un gouvernement qui respecte le moindrement le parlementarisme britannique, le ministre des Finances n'aurait pas pu lire son discours ce soir. C'aurait été un autre qui l'aurait fait. Ce soir, nous avons appliqué plutôt la tradition des républiques de bananes où, quelle que soit la faute commise, il n'y a pas de responsabilité. Ce qu'il y a de plus beau en cette Chambre, c'est sans doute le "suntan" du leader du gouvernement et du ministre des Finances. On voit ce qui arrive quand les gens ne sont pas à leur poste quand c'est le temps d'y être.

M. le Président, nous sommes en présence d'un budget d'illusionnistes, de gouvernement de poudrette qui, en plus, rate son entrée et tombe dans le trou du souffleur. Mais le souffleur n'est pas ici ce soir en cette Chambre. Voilà ce qui arrive quand les budgets sans doute se promènent d'un bureau à l'autre. Un budget d'illusionnistes car nous sommes face à un ensemble de petites mesures qui touchent en haut de ligne peu de personnes et dont les impacts sont mal évalués. Nous ne sommes pas en face d'un budget de revenus, c'est un deuxième budget de dépenses. D'ailleurs, à la page 30 - cela peut-être bien intéresser les députés ministériels qui ne l'ont pas lu - il n'y a aucun chiffre sur les revenus. C'est zéro partout, il n'y a rien, c'est blanc. En ce qui concerne les dépenses, regardez, ce sont des brouillons, ce sont des barbots, des chiffres écrits à la mitaine. M. le Président, c'est le genre de budget de république de bananes que nous avons ce soir. Et les chiffres changeront sans doute quand ils iront à l'impression.

Il n'y a, dans ce budget, aucune perspective, en particulier au plan économique. Encore une fois, c'est une série

de petites mesures improvisées. Ce budget et les perspectives financières, de même que les crédits déposés par le Conseil du trésor, démontrent une chose: les finances publiques étaient en bon état en décembre 1985. L'impasse budgétaire a été artificiellement gonflée, l'an passé. Aujourd'hui, nous en avons la preuve. On se souviendra que c'est grâce au tripotage de la comptabilité que le ministre avait réduit le déficit. Pourtant, les besoins financiers nets du gouvernement ou ses besoins d'emprunt ont augmenté. Ceux qui se pensent des hommes d'affaires, vous verrez si votre situation est meilleure quand vous avez besoin d'emprunter davantage et qu'on dit que votre situation s'améliore.

Ces besoins d'emprunt auraient encore été plus grands si les conventions collectives avaient été signées à temps. C'est 385 000 000 \$ que le gouvernement aurait dû emprunter de plus en 1986-1987 si ses conventions avaient été signées. Parmi les modifications comptables qui avantageaient le gouvernement, notons les revenus inscrits en provenance d'Hydro-Québec sans qu'un seul sou ne soit versé dans les coffres du gouvernement, ce qui a contribué à diminuer le déficit d'autant sans qu'on touche l'argent. Vous verrez si cela fonctionne comme cela dans les commerces.

Par ailleurs, l'an dernier, le ministre des Finances se plaignait de la baisse des transferts fédéraux et prétextait cette baisse pour augmenter les impôts des sociétés. Mais cette année, il y aura une hausse. Pourquoi n'élimine-t-il pas la surtaxe imposée aux sociétés l'année dernière, tel qu'il l'avait promis, pour compenser la baisse des revenus des transferts fédéraux? Pas un mot.

Aujourd'hui, le ministre nous annonce un déficit de 2 400 000 000 \$. Combien de cette baisse est due aux hausses de revenus nets d'Hydro-Québec grâce surtout aux hausses de tarifs imposées aux consommateurs québécois ou au tripotage de la comptabilité? De plus, 215 000 000 \$ inscrits aux revenus budgétaires viennent de la dilapidation de notre patrimoine économique. Cela coûte cher pour un show d'un soir mal rodé et qui, en plus, ne réduit en rien les problèmes financiers de demain. De plus, cette année, le ministre des Finances se livre au tripotage dans les régimes de retraite, ce qui lui permettra - mauvaise habitude du gouvernement Bourassa en 1970 et 1976 - de réduire ses dépenses de 46 000 000 \$ en 1988-1989.

Encore cette année, une véritable fraude est opérée par rapport à un fonds d'assurance. Ainsi, le ministre des Finances ira chercher 200 000 000 \$ de plus dans les surplus accumulés de la Régie de l'assurance automobile du Québec au cours des deux prochaines années. C'est l'équivalent d'une hausse de taxe pour financer les investissements dans les routes et c'est un

moyen régressif. Encore une fois, illusion d'un effort d'investissements nouveaux.

M. le Président, j'ai dit que c'était un second budget de dépenses, mais un mauvais budget de dépenses. Au sujet des garderies, les demandes de la ministre responsable étaient de 22 000 000 \$. On accorde 4 200 000 \$. On a toujours développé au moins 3500 places en moyenne par année au cours des dernières années. Cette année, ce ne sera que 2600 places, une nette régression dans un contexte où déjà on ne comble que 15 % des besoins, 35 000 sur 300 000.

Les demandes de la ministre responsable étaient de 14 000 000 \$ pour les femmes victimes de violence. Le ministre des Finances n'y investit que 3 000 000 \$. On est très loin du compte. Le budget total pour ce poste ne sera que de 9 000 000 \$ cette année, ce qui ne fait qu'assurer une croissance zéro des maisons d'hébergement sans aucune garantie pour l'an prochain.

Contrairement aux immobilisations dans le secteur de la santé et contrairement à toutes les promesses de la ministre du gouvernement, il n'y a pas un sou pour régler le problème des urgences. Il n'y a rien de prévu concernant le parachèvement du réseau des CLSC. L'annonce d'hier de la ministre était de la poudre aux yeux pour les CLSC. L'Association des hôpitaux vient pourtant de réclamer 60 000 000 \$ pour mettre fin au cercle vicieux: déficit chronique, fermeture de lits et coupures de services. Pour les personnes âgées en institution, c'est une farce plate. Les centres d'accueil chiffrent leurs besoins à 125 000 000 \$. On accorde 5 % de ce montant. Quant à l'Office des personnes handicapées, aux organismes communautaires, aux personnes en difficulté et victimes de violence, certains projets prioritaires en matière de santé et de services sociaux, on dit: On verra plus tard.

Dans l'Outaouais, le problème en est un de médecins. Or, rien n'est prévu pour les nouveaux médecins.

Une voix: Voyons donc!

M. Garon: Pour les familles à bas revenus, le ministre... On ne parlera pas du leader du gouvernement. Il va se faire soigner en Floride sans doute. Il a plutôt un teint de la Floride. Il faudra lui dire bientôt que cela prend six mois de résidence au Québec pour être considéré comme un Québécois.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Garon: Pour les familles à bas revenus, le ministre des Finances continue à mettre en application le livre blanc sur la fiscalité. Tout ce qu'il faut déplorer, c'est qu'il a attendu un an et demi et qu'il a

commencé le...

Le Président: M. le député de Lévis, s'il vous plaît! Je pense que tous et chacun ont accordé le droit de parole à M. le ministre des Finances, à la suite d'un consentement de cette Assemblée. Pendant plus d'une heure trente, tout le monde a respecté ce droit de parole. Le droit de faire des commentaires de la part du représentant de l'Opposition est de dix minutes. Je demanderais la collaboration de chacun.

M. Gratton: M. le Président.

Le Président: M. le député de Lévis.

M. Gratton: Je reconnaitrai, M. le Président, qu'on a laissé parler le ministre des Finances, mais faut-il reconnaître qu'il n'y avait personne de l'autre côté?

Le Président: À l'ordre! M. le député de Lévis, vous avez la parole. Je demande la collaboration de chacun. M. le député de Lévis. M. le député d'Abitibi-Ouest.

M. Gendron: M. le Président, en tant que président, il est important de faire remarquer au leader qu'il appartient à l'Opposition d'assumer ses responsabilités, qu'elle soit en Chambre ou non. Si on a fait le choix... Pour un ministre des Finances, s'il avait un peu d'honneur et s'il avait pris ses responsabilités en démissionnant sur-le-champ, peut-être qu'il y aurait eu plus de gens pour entendre un discours sur le budget prononcé par quelqu'un qui a encore la crédibilité de le livrer. À tout le moins, malgré cela, mes collègues qui ont assisté au discours sur le budget prononcé par un ministre des Finances qui n'a plus du tout la réputation pour le faire, ils l'ont fait dans le silence et ils l'ont écouté. C'est votre devoir de faire respecter le droit de critique. Je comprends, à la toute fin - il reste à peu près une minute ou deux à mon collègue - que c'est le temps de vous lever et de dire: Écoutez, on va demander à la Chambre de respecter le droit de parole du député de Lévis. Il me semble que cela n'a aucune espèce de bon sens. Si on avait un peu de décence pour le Parlement, dans le contexte où on a présenté ce budget, au moins, on aurait eu la sagesse de se fermer et d'écouter les commentaires du député de Lévis.

(0 h 20)

Le Président: Il reste trois minutes, M. le leader du gouvernement, au critique de l'Opposition en matière de finances. M. le député de Lévis.

M. Garon: M. le Président, le ministre des Finances continue à jurer que dans les républiques de bananes, en plus d'avoir des

budgets semblables, on laisse peu parler l'Opposition également.

Des voix: Ha! Ha! Ha!

M. Garon: Le ministre des Finances continue à mettre en application le livre blanc sur la fiscalité. Tout ce qu'il faut déplorer, c'est qu'il ait attendu un an et demi et qu'il ait commencé le 18 décembre 1985, d'abord, par la réduction de l'impôt des hauts revenus.

Quant au programme APPORT, ce n'est qu'un réaménagement du SUPRET. On se serait attendu que ce soit l'ensemble des allocations familiales qui ne soient plus récupérées, non seulement celles versées pour le troisième enfant, quand on sait que cela touche peu de familles. Avant d'avoir un troisième enfant, il faut en avoir un premier et un deuxième. Pourquoi le ministre des Finances discrimine-t-il? Un enfant de rang 3 vaut-il plus d'argent pour le ministre des Finances qu'un enfant de rang 1 ou 2?

Mais pour les allocations de disponibilité, il compte différemment. Rappelons qu'elles sont actuellement de 300 \$ pour le premier, 200 \$ pour le deuxième, 100 \$ pour le troisième. Le ministre fait un geste nouveau; il a décidé d'inverser cela. Il sait bien qu'il y a beaucoup plus de premiers enfants, donc, au lieu d'avoir 300 \$ pour le premier, ce sera 100 \$ pour le premier, 200 \$ pour le deuxième et 500 \$ pour le troisième. Cela paraît généreux, mais il n'y a pas beaucoup de familles qui ont trois enfants et plus.

De plus, on comprend que le budget est lu une semaine avant le temps prévu, mais combien de familles seront pénalisées par cette illusion que le ministre a essayé de donner - nous ne possédons aucun chiffre - puisque, par cette mesure, le ministre récupère 48 000 000 \$? Cette récupération entre en vigueur en 1987. Il récupère l'argent en 1987, mais les soi-disant baisses d'impôt pour les familles à faible revenu viendront peut-être en 1988. Elles ne viendront pas avant janvier 1988 si elles ne sont pas annulées par d'autres mesures dans un prochain discours sur le budget.

Le ministre des Finances est muet sur les prévisions économiques et sur la revue des résultats de l'an passé, peu bavard sur les prévisions économiques. L'an dernier, le ministre des Finances trouvait inacceptable que la performance économique du Québec soit comparable à celle de nos voisins. Une équipe qui tire de l'arrière ne peut se contenter de jouer aussi bien que l'adversaire dans le reste de la partie, disait-il. Cette année, il s'en contente et il espère qu'en 1987 ça ira aussi bien.

Par ailleurs, il n'ose faire aucune prédiction sur la croissance de l'emploi. On sait que la création d'emplois va diminuer.

La vérité, c'est qu'il y a eu 62 000 nouveaux emplois en 1986 contre plus de 60 000 pour 1984 et pour 1985 également. Le Québec souffrait d'une faiblesse au niveau des investissements. Pourtant, en 1986, la hausse des investissements a été de 7,4 %, alors qu'elle avait été de 7,8 % en 1985 et de plus de 12 % en 1984. Quant au PIB, le produit intérieur brut réel, sa croissance a continué de baisser comme aux États-Unis et au Canada. Pourtant, une équipe qui tire de l'arrière.

En agriculture, l'emploi a baissé de 2000 et les investissements en 1986 ont baissé de 21,6 %. Le ministre doit être encore, lui aussi, en Floride. Malgré cette situation de l'emploi, malgré le fait qu'il y ait plus de 16 % de chômage chez les jeunes, il n'y a dans ce budget aucune mesure visant le développement de l'emploi. On se fie toujours au libre marché qui donnera, au rythme où on va, 250 000 à 275 000 emplois nouveaux sur cinq ans au lieu des 400 000 promis. Je ferai remarquer que le ministre n'a pas osé faire référence à cette promesse électorale dans son budget. Il ne dit pas, non plus, ce qu'il adviendra de la parité de l'aide sociale. Pas un mot sur l'aide sociale.

Ce gouvernement a deux présidents du Conseil du trésor, mais il lui manque un ministre des Finances qui puisse donner de véritables orientations et des perspectives économiques, un ministre qui puisse établir une véritable politique de développement économique, qui puisse imaginer des mesures qui fourniraient des emplois à nos milliers de jeunes chômeurs et aussi à ceux de plus en plus âgés qui perdent leur emploi. Dans la perspective de libre-échange, on se serait attendu à avoir un plan du ministre visant à prendre les devants en matière de modernisation de notre économie et de recyclage des travailleurs. Mais non! Le moment venu, il improvisera comme il improvise ce soir.

Finalement, je constate que le ministre des Finances n'a pas cru bon de corriger la mesure inique prise l'an dernier par rapport aux personnes âgées, soit la baisse de l'exemption pour les revenus d'intérêts de 1000 \$ à 500 \$ et les revenus de pensions. Je constate aussi que, contrairement à son collègue ontarien, il n'annonce rien concernant la réforme nécessaire des régimes de retraite. Enfin - je termine là-dessus, M. le Président - ce budget est un ramassis de petites mesures, une illusion. Il ne fait rien pour l'emploi et, surtout, rien pour la famille moyenne, celle qui paie la majeure partie des impôts et les taxes des particuliers. Merci, M. le Président.

Des voix: Bravo!

Le Président: Alors, je remercie M. le

député de Lévis. Avant d'ajourner les débats de cette Assemblée, M. le leader du gouvernement.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. Gratton: M. le Président, avant de proposer l'ajournement de nos travaux, je voudrais indiquer qu'en vertu d'une entente avec l'Opposition et tel que le règlement le prévoit de toute façon, on sait qu'il y avait un ordre de l'Assemblée pour qu'on procède à un débat sur une question de privilège soulevée par le député de Lévis, mardi. Or, évidemment, compte tenu de la présentation du budget, ce soir, nous procéderons mardi, après la période des affaires courantes, à la réplique du député de Lévis au discours sur le budget, réplique plus détaillée, à moins que celui-ci ne décide d'aller en Floride entre-temps.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît! Peut-être que vous étiez ici, M. le député d'Abitibi-Ouest, cet après-midi, alors que j'ai demandé aux membres de cette Assemblée un ordre quant à la remarque que vient de faire M. le leader du gouvernement sur la question de privilège de M. le député de Lévis. Normalement, c'est un ordre de l'Assemblée et au feuilletton, mardi matin, va apparaître le débat. Maintenant, à cause de la lecture du discours sur le budget, ce soir, M. le leader du gouvernement nous fait part qu'il y aurait peut-être lieu de permettre plutôt à M. le député de Lévis, qui est critique officiel en matière de finances, de procéder à la réponse au discours sur le budget.

M. Gendron: M. le Président, ce qu'il est important que vous sachiez, c'est qu'effectivement il y a eu entente avec le leader du gouvernement à savoir que, pour ce qui est de la question de privilège du député de Lévis et de ce qu'on appelle communément le rapport de la commission de l'Assemblée nationale, toute cette question serait traitée jeudi de la semaine prochaine. Il y a eu une entente des deux côtés... Oui. Je parle de l'entente qu'il y a eu avec le leader du gouvernement, M. le Président. Il y a bel et bien eu une entente. Non pas jeudi de cette semaine - on vient d'en finir un bout - mais jeudi de la semaine prochaine au lieu continuer le débat sur le discours sur le budget, on va procéder à la question de privilège du député de Garon, pardon du député de Lévis.

Des voix: Ha! Ha! Ha!

Une voix: Pas encore.

Le Président: À l'ordre, s'il vous plaît!

M. Gendron: Cependant, M. le Président, il est important que vous sachiez qu'il y a eu une discussion avec le leader du gouvernement, à savoir que, bien sûr, mardi prochain, puisque cela libère la place de la Chambre pour ce que je viens d'indiquer, nous continuerions d'abord avec la réplique du critique de l'Opposition en matière de finances et la poursuite du débat sur le discours sur le budget. Ce serait pour la journée de mardi. Mercredi, le leader du gouvernement a convenu que l'Opposition continuerait avec la motion du mercredi, puisqu'on l'a entamée mercredi dernier. Jeudi, on va faire ce qu'on vient de vous indiquer, ce qu'on aurait fait mardi si le ministre des Finances n'avait pas chamboulé notre horaire. C'est tout.

Le Président: Ce qui est important, l'ordre de la Chambre cet après-midi était double. Dans un premier temps, il y avait une réunion de travail de la commission de l'Assemblée nationale mardi matin, à dix heures. Si je comprends bien, cette partie tient toujours, sauf que la deuxième partie de l'ordre de l'Assemblée, à savoir que nous procédions au débat sur la question de privilège mardi après-midi, est reportée à jeudi après-midi. C'est une entente.

Les travaux de cette Assemblée sont ajournés à 14 heures, mardi prochain.

(Fin de la séance à 0 h 28)

ÉTAT DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
SOMMAIRE
(en millions de dollars)

	1985-1986	Discours sur le budget du 1986-05-01	Résultats préliminaires	Variations
1. Opérations budgétaires				
Revenus	+ 24 270,0	+ 25 585,0	+ 25 585,0	
Dépenses	- 27 710,3	- 28 480,0	- 28 485,0	
Déficit	- 3 440,3	- 2 895,0	- 2 895,0	-
2. Opérations non budgétaires				
Placements, prêts et avances	+ 132,9	+ 150,0	- 401,0	- 351,0
Compte des régimes de retraite	+ 1 269,0	+ 1 365,0	+ 1 353,0	- 12,0
Provision pour le financement du programme d'assainissement des eaux	-	-	+ 9,0	+ 9,0
Autres comptes	+ 298,5	- 300,0	+ 1 84,0	+ 484,0
Solde	+ 1 700,4	+ 1 215,0	+ 1 145,0	- 70,0
3. Besoins financiers nets	- 1 739,9	- 1 680,0	- 1 750,0	- 70,0
4. Financement				
Variation de l'encaisse	- 18,1	+ 80,0	- 90,8	- 170,8
Variation de la dette à long terme	+ 1 758,0	+ 1 600,0	+ 1 840,8	+ 240,8
Total	+ 1 739,9	+ 1 680,0	+ 1 750,0	+ 75,0

N.B.: Le signe (-) signifie un besoin de financement et le signe (+) une source de financement. Pour la variation de l'encaisse, le signe (-) indique une augmentation et le signe (+) une diminution.

ÉTAT DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES 1987-1988
(en millions de dollars)

1. Opérations budgétaires	
Revenus	+ 27 680
Dépenses	- 30 080
Déficit	- 2 400
2. Opérations non budgétaires	
Placements, prêts et avances	- 285
Compte des régimes de retraite	+ 1 453
Provision pour le financement du programme d'assainissement des eaux	+ 12
Autres comptes	- 230
Surplus	+ 950
3. Besoins financiers nets	- 1 450
4. Financement	
Variation de l'encaisse	+ 100
Variation de la dette à long terme	+ 1 350
Total	+ 1 450